

RÉSISTANCE AUTONOME

Livre de texte du cours

« La Liberté selon les Zapatistes »

Premier degré





0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

1 2 3 4 5 6 7 8 9

A fresh, edariko
Araia, Urriak 26

KINZAGWAISIAIGUAS
Araia, Urriak 26



RÉSISTANCE AUTONOME

Livre de texte du cours

« La liberté selon les zapatistes »

Premier degré

Caracol I

6 Résistance économique

MARISOL, ROEL ET DOROTEO

13 Résistance idéologique

ANAHÍ ET GABRIEL

15 Résistance psychologique

FLOR ET WILLIAM

16 Résistance culturelle

LIZBETH ET NICODEMO

19 Résistance politique

MARISOL ET ROEL

22 Résistance sociale

FLOR ET WILLIAM

23 Résistance à la présence
militaire

ANAHÍ ET GABRIEL

Caracol II

26 Résistance aux attaques
militaires et paramilitaires

EMILIANO

30 Situation des déplacés de
San Pedro Polhó

AQUILEO

33 Agressions économiques du
mauvais gouvernement

VÍCTOR ET GONZALO

37 Résistance idéologique

BULMARO

39 Résistance culturelle

ESMERALDA ET MOISÉS

Colectivos de Pollos



Caracol III

42 Résistance autonome

ROBERTO ET VALENTÍN

48 Démantèlement des communes autonomes

ELENA, ROBERTO ET GERARDO

52 Défense des terres récupérées

MAURICIO ET MATEO

54 L'idéologie du mauvais gouvernement

RAMÓN

55 Résistance en matière de santé et éducation autonome

DARINEL ET RAMÓN

Caracol IV

58 Introduction

ROSA ISABEL ET GERÓNIMO

60 Résistance idéologique

SAULO ET GERÓNIMO

63 Résistance économique

FLORIBEL

65 Le travail des femmes

MIRIAM ET GERÓNIMO

67 Résistance culturelle

MANUEL ET ROSA ISABEL

71 Politique sociale

OMAR

74 L'aide des frères solidaires

SAULO

75 Provocations du mauvais gouvernement

MANUEL

Caracol V

78 Gouvernement autonome et résistance

ANA

78 La politique du mauvais gouvernement

VALENTINA

79 Politique du gouvernement autonome

VALENTÍN

80 Politique idéologique

JACINTO

83 Politique sociale du mauvais gouvernement

ROSALÍA ET GERMÁN

84 Résistance aux attaques et aux provocations du mauvais gouvernement

SALOMÓN, JUVENTINO ET ANA

87 Politique économique du mauvais gouvernement

ANA

88 Politique économique du gouvernement autonome

ALONDRA ET ALEX

90 Politique culturelle

GERARDO

91 Travaux en vue de la résistance

NAZARIO

Suppléments de la traduction française

94 Glossaire Général

98 Schéma de la structure du gouvernement autonome

99 Espace réservé aux notes





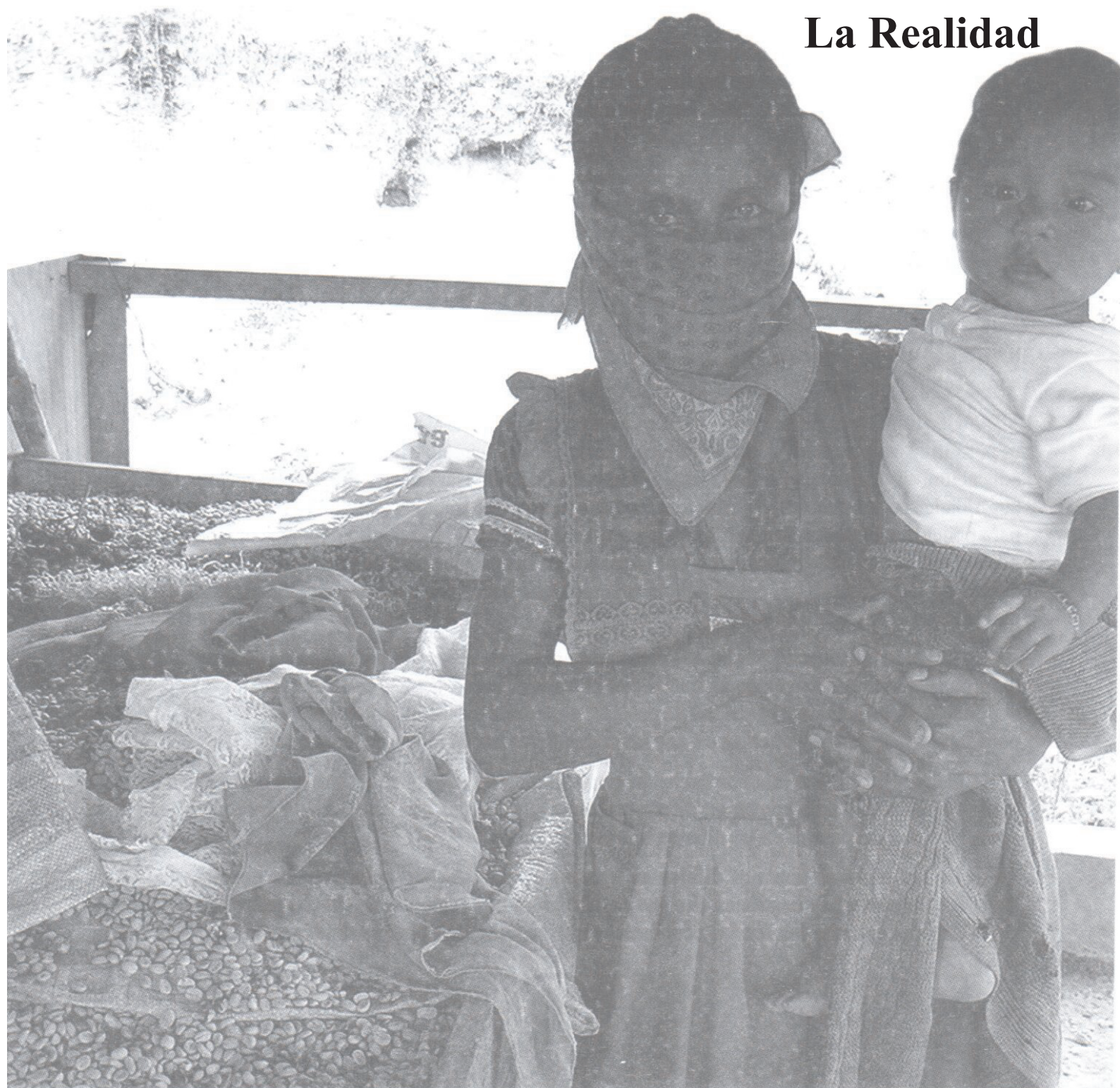
Caracol I

Mère des Escargots

Mer de nos rêves

(Madre de los Caracoles, Mar de nuestros sueños)

La Realidad



Résistance économique

Marisol (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro de Michoacán)

Dans notre zone, le mauvais gouvernement nous attaque sur le plan économique ; à nous, il ne nous donne rien de façon directe, mais ceux de nos frères qui ne sont plus zapatistes bénéficient de beaucoup de projets, reçoivent tout un tas d'aides : ça, il le fait pour que nos *compañeros* ou nous-mêmes voyions tout ce qu'il leur donne ; mais nous, nous ne faisons aucun cas de ses projets ou de ses programmes.

Nous autres, nous sommes préparés au niveau de la famille, du village, de la région, de la commune et de la zone. Pourquoi au niveau de nos familles ? Pour pouvoir entretenir notre famille, pour pouvoir lui acheter tout ce qu'il lui faut, pour que notre famille se sente forte elle aussi dans sa lutte lorsque ce sera notre tour de faire un travail.

Dans nos familles, nous sommes préparés pour résister aux agressions économiques en travaillant la mère terre que nous avons, c'est pour elle que nous combattons. Nous cultivons la terre dans nos champs de maïs, de haricots, dans nos plantations de canne à sucre, de café, de bananes ; nous avons aussi des parcs à bétail, nous élevons des poulets pour résister et pour subvenir à nos besoins en tant que famille, voilà comment nous résistons.

Nous sommes aussi préparés au niveau des villages : c'est pour ça que nous avons organisé divers travaux, soit sous forme de collectifs, soit sous forme de coopératives. Les *compañeros* ont toujours un champ de maïs ou de haricots, il y a des villages qui élèvent du bétail de façon collective, qui ont des coopératives ou un système de transport qu'ils gèrent eux aussi sous forme de coopératives.

Une des raisons pour lesquelles nous jugeons nécessaire d'organiser des travaux sous forme de collectifs et de coopératives est que dans chaque village nous avons différents types de travailleurs : nous avons des promoteurs de santé, des promoteurs d'éducation, des autorités, des agents et des commissaires aussi bien hommes que femmes, des responsables locaux, différentes autorités dans les villages. C'est pour cela que nous devons nous demander quels travaux nous pouvons développer au niveau du village pour pouvoir au moins leur payer leurs frais de transport. L'aide que nous leur offrons n'est peut-être pas très significative parce qu'il y a beaucoup de travailleurs, mais nous pouvons au moins payer leurs frais de transport pour leur permettre de faire leur travail à l'intérieur de l'organisation ; en tant que village, nous devons faire cet effort de nous organiser pour mettre en œuvre ce que le village a décidé de faire.

Quant à nous, les femmes, nous aussi sommes organisées en tenant compte des besoins de chaque village et surtout parce que nous avons des *compañeras* qui font le travail : les responsables locales ou les autorités du village, par exemple, elles ont des frais et il faut leur payer le transport ; c'est pour ça que nous avons mis en place des élevages de poulets et des boulangeries ; il y a aussi des villages où les femmes cultivent le maïs ou les haricots.

Ces travaux que nous faisons au niveau de la famille ou du village ont pour but de rassembler des fonds pour faire face à toutes sortes de situations qui peuvent se présenter, comme les maladies, et aussi pour payer les frais de transport dans les différents domaines de travail.



Dans les régions, nous avons différents travaux collectifs : il y a des collectifs de bétail, des épiceries, il y a aussi des autocars qui appartiennent à la région, il y a des régions qui font du maïs. Le but de tous ces travaux, c'est de rassembler des fonds qui nous permettent de faire face à n'importe quelles dépenses pour la région ou pour les coopérations, parce qu'on fait parfois des fêtes et que cela donne lieu à des coopérations. Les *compañeros* du noyau central encouragent les travaux régionaux parce que dans nos régions nous avons différents types de travailleurs, comme des coordinateurs de santé, des coordinateurs d'éducation au niveau régional, nos *compañeros* responsables régionaux, alors il nous faut commencer à créer, à mettre en œuvre des travaux collectifs.

Tous ces travaux n'ont pas pour but de partager entre nous les quelques ressources qu'ils peuvent nous procurer, mais de rassembler de modestes fonds au niveau de la région ou du village et de pouvoir nous entraider entre *compañeros*, nous qui réalisons différents types de travaux au sein de l'organisation. Ces travaux, nous les faisons depuis la famille jusqu'à la région ; nous ne les faisons pas en fonction d'un quelconque projet ou d'une aide solidaire ; ce sont les *compañeros* eux-mêmes qui s'organisent pour voir comment se procurer des fonds et mettre en place ces travaux, ne serait-ce qu'avec peu de moyens, et faire en sorte qu'ils prospèrent. C'est un effort pour construire l'économie au sein de notre lutte, ces travaux nous les faisons toujours avec d'autres *compañeras* et *compañeros*.

Pourquoi tous ces efforts ? Parce que nous en voyons la nécessité face au projet économique que le gouvernement veut imposer à nos communautés, dans notre zone ; il nous faut donc nous préparer pour pouvoir mieux résister – bref, faire des travaux dans le cadre de la lutte. Tous ces travaux que nous faisons poursuivent un objectif.

Roel (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro de Michoacán)

Au niveau de la commune nos autorités municipales, les conseils municipaux, ont conçu et mis en œuvre des travaux collectifs municipaux, car nous devons imaginer certains travaux pour pouvoir, à l'avenir, entretenir nos propres autorités, ainsi que les différents types de travailleurs que nous avons au niveau municipal, tels que les conseils municipaux, nos coordinateurs de santé municipaux, nos formateurs de santé municipaux.

Dans ce cas, les conseils municipaux de notre zone ont encouragé la mise en œuvre de travaux collectifs dans chaque commune. Chaque commune a un projet de bétail, c'est celui qui marche le mieux dans notre zone ; chaque commune a sa propre façon de s'organiser. Dans le Conseil Municipal il y a une personne qui est chargée de s'occuper des animaux ; mais on s'organise aussi au niveau des villages ou des régions pour avoir une équipe de direction municipale qui s'occupe de tout ce qu'il faut pour mettre en œuvre ces travaux : par exemple, le désherbage, le pâturage, l'installation de piquets de parc, la vaccination du bétail. Il y a une équipe de direction spéciale qui veille à ce que ces travaux ne soient pas abandonnés.

Par exemple, la commune de General Emiliano Zapata compte actuellement 50 têtes de bétail ; celle de Libertad de los Pueblos Mayas en a 35, celle de Tierra y Libertad 20 et celle de San Pedro de Michoacán 36. Tout cela nous aide à créer notre propre caisse municipale.

Pour ce qui est des travaux au niveau de la commune et de la zone, nous les réalisons avec des projets solidaires : tous ces travaux, eux, sont encouragés grâce à un certain nombre de projets ; mais pour ce qui de la région, du village et de la famille, ils se font grâce à l'effort des *compañeros* eux-mêmes, c'est-à-dire des bases d'appui.



Un des problèmes auxquels on a été confrontés, c'est qu'on a proposé un certain nombre de projets et qu'on n'a pas trouvé la façon de les faire aboutir. À General Emiliano Zapata, par exemple, on a une machine à décortiquer le riz, qui fait partie d'un projet pour que les *compañeros* de cette commune s'organisent et cultivent le riz parce que là-bas il pousse bien, qu'ils fassent démarrer le projet. Ils ont bien commencé à le faire, mais faute d'encouragement, faute d'organisation en tant que commune, à l'heure qu'il est cette machine est à l'abandon.

Il nous reste beaucoup à faire, parce qu'il y a des choses qui fonctionnent et d'autres non ; alors nous voyons ce qui marche dans la commune : l'élevage du bétail, par exemple, ça marche bien, avec l'équipe de direction qui s'en occupe ; mais ce projet de machine à décortiquer le riz, ça ne fonctionne pas.

Nous avons un atelier de ferronnerie qui est dans la commune de Tierra y Libertad, avec sa propre équipe de direction municipale, une équipe de direction des villages pour qu'ils en contrôlent le fonctionnement. L'atelier était fermé, les *compañeros* du coin ne s'en occupaient pas ; mais maintenant on a décidé de le faire marcher, on a exigé que la commune s'organise pour le mettre en route ; si bien que les *compañeros* ont reçu la formation nécessaire et aujourd'hui, avec l'équipe de direction qu'ils ont, cet atelier est en train de travailler, ils fabriquent ces fourneaux qu'on appelle « Lorena ».

Avec son équipe de direction, la commune a sa propre façon de s'organiser pour qu'ils aillent travailler : pas en permanence, mais chaque fois qu'ils en voient la nécessité ou que surgit une demande de la part d'une communauté qui a besoin de fourneaux ou de portes, ou de tout ce qui peut être fabriqué dans cet atelier ; les *compañeros* ont donc trouvé la façon de le mettre en route.

Nous avons aussi une cordonnerie à Libertad de los Pueblos Mayas ; mais elle aussi est fermée faute d'encouragement et faute d'organisation de cette commune, même s'il y a sur place un cordonnier, et un cordonnier bien formé. Il y a maintenant une initiative des *compañeros* du noyau central de notre zone : voyant que les choses n'avancent pas, que la situation est au point mort, nous avons eu l'idée de prendre ces *compañeros* au mot et nous sommes en train de voir la façon de la faire passer aux mains des *compañeros* qui font partie du noyau de résistance. Actuellement, les *compañeros* sont en train d'en discuter, parce que nous qui faisons partie du noyau, nous avons envie de relancer les projets qui sont au point mort dans notre zone ou dans notre commune, voilà où en est cette idée, cette initiative.

Tous ces travaux municipaux nous aident, parce que quand on aura besoin de déboursier de l'argent pour la commune, on saura où le trouver. Le Conseil Autonome a sa propre caisse, même si les fonds sont en nature – par exemple le bétail –, mais il s'agit là d'une caisse qui s'accroît petit à petit. C'est ce qui nous permettra à l'avenir de faire face aux dépenses de notre commune, ainsi que de notre région, de notre village et de notre famille.

Le magasin est un de ces travaux que nous avons pu développer pendant toutes ces années et qui a été encouragé par nos autorités de la zone. Au début, il avait été prévu que les bénéfices que rapporterait ce magasin seraient utilisés pour payer nos *compañeros* qui travaillaient à temps plein à l'hôpital que nous avions à San José del Río.

Ce magasin, nous avons vu qu'il nous aidait au niveau de la zone et qu'il profitait aussi aux communautés qui se trouvent très loin, parce que leurs habitants n'étaient plus obligés d'aller faire leurs courses à Las Margaritas, la commune la plus proche : ils allaient faire leurs achats au magasin. Voyant cela, on a eu l'idée de fonder deux autres magasins au niveau de la zone. Le premier se trouve dans la commune de San Pedro Michoacán, et le deuxième dans la commune de Libertad de los Pueblos Mayas qui, avec celle de General Emiliano Zapata, se charge de sa gestion. On a également pensé à ouvrir un autre magasin dans la commune de Tierra y Libertad, à la frontière du Guatemala.



Nous avons maintenant ces trois magasins, qui sont gérés par les communes, en coordination avec le Conseil de Bon Gouvernement. Dans le Conseil de Bon Gouvernement, il y a une personne qui s'occupe des questions spécifiquement commerciales et qui assure le contrôle des magasins ; avec un autre représentant de la commune, ils s'occupent de tout ce qu'il faut. Mais l'équipe de direction est formée par les villages. C'est la même chose dans les trois magasins, chaque magasin a sa propre équipe de direction.

Maintenant, l'accord qui a été pris au sujet de nos magasins, le but que poursuit le Conseil de Bon Gouvernement, c'est que leurs bénéficiaires servent à fournir les ressources nécessaires en cas de mobilisation au niveau de la zone. Voilà l'objectif final : qu'ils nous aident au niveau de la zone. En cas de besoin nous n'allons plus coopérer en tant que villages ; c'est le Conseil de Bon Gouvernement qui a un travail au niveau de la zone et qui nous aide. Par exemple, si on a besoin de trente mille pesos, elle se réunit avec le Conseil Autonome pour sortir, disons, dix mille pesos de chaque magasin et que ce soient eux qui s'occupent de résoudre la question.

Quand le premier magasin a été créé, nous avons notre propre équipe de direction ; nous devons nous relayer pour aller vendre au niveau des villages, le village voyait qui allait passer. Le problème, c'était que nous avions des pertes, parce que nous envoyions quelqu'un qui ne savait pas faire les comptes : cette expérience nous a appris qu'il fallait s'y prendre autrement, parce que comme ça la gestion n'allait pas fonctionner. Nous en avons donc discuté dans une assemblée qui s'est tenue dans notre zone avec les autorités municipales, les autorités des villages, les agents, les commissaires, nous en avons discuté entre tous, hommes et femmes.

Est-ce que nous allons continuer à avoir des pertes avec ce magasin ? Nous avons pensé que non, parce que celui qui perd dans cette affaire, c'est le village : en effet, l'accord était que c'était le village qui devait payer ce que le vendeur avait perdu.

Il y avait plusieurs villages qui avaient des pertes, alors l'assemblée a discuté le problème. La gestion, au niveau du Conseil de Bon Gouvernement, n'avait-elle rien à voir avec ces pertes ? Pourquoi est-ce qu'il y a des pertes à chaque vente ? On s'est demandé ce qui se passait, parce que ces problèmes peuvent être résolus, il suffit de chercher une solution. Voilà pourquoi l'assemblée a décidé que si les *compañeros* des villages allaient payer, qu'ils apportent 75% de la dette de chaque village, les 25% restants étant à la charge de la personne qui assure le contrôle au niveau du Conseil de Bon Gouvernement. Voilà comment nous avons dit que cela ne devait plus se reproduire.

Au cours de cette même assemblée nous avons vu qu'à l'avenir il ne fallait plus prendre n'importe qui pour s'occuper des ventes ; la gestion continuerait à être assurée par les villages, mais dorénavant n'importe qui dans le village ne pourrait plus être vendeur, et les autorités de chaque village devaient prendre un engagement en ce sens. Nous avons donc vu que cela ne marche pas si on prend n'importe qui dans les villages, qu'il y a beaucoup de pertes ; nous avons donc cherché à nous y prendre d'une autre façon et nous avons décidé, avec l'accord de tous, que les autorités établissent tous les quinze jours une liste des *compañeros* de la commune.

Voilà comment les problèmes que nous rencontrons nous apprennent à en tirer des leçons : ce n'est pas parce que nous avons des problèmes qu'il faut se désespérer et fermer le magasin ; au contraire, si quelque chose ne marche pas, il faut s'y prendre d'une autre façon et faire en sorte que ça marche. Les problèmes nous obligent à nous demander ce que nous allons faire ; ce n'est pas parce qu'il y a des problèmes qu'il faut tout laisser tomber : les problèmes nous apprennent à chercher d'autres solutions. C'est ainsi, par exemple, que nous avons amélioré peu à peu le règlement initial de BANPAZ. Si un règlement ne marche pas, on lui apporte des modifications, on l'améliore au fil du temps, en fonction de la situation et de ce qu'elle nous permet de faire.



Ainsi, nous avons inclus d'autres points dans les règlements de BANPAZ. Par exemple, si un *compañero* de la zone ne rembourse pas son emprunt, c'est le village lui-même qui doit l'obliger à le faire. Pour commencer, nous avons l'autorisation des autorités, du promoteur ou de la promotrice de santé, qui nous garantit que ce *compañero* a effectivement besoin d'argent ; mais si pour une raison ou une autre il ne nous le rembourse pas, le village s'engage à exiger qu'il le fasse, parce que le village, lui, connaît ce *compañero*, sait pourquoi il ne veut pas tenir son engagement.

Tant que le village n'exige rien, d'autres *compañeros* de ce même village ne peuvent pas recevoir de prêt, parce que le délai de remboursement a expiré. C'est ce qui se passe maintenant dans notre *Caracol* : si dans mon village, par exemple, il y a un *compañero* qui a laissé passer le délai sans avoir rien remboursé, le village doit exiger qu'il le fasse ; si le village ne le fait pas et si quelqu'un de ma famille tombe malade, eh bien moi, je ne peux pas demander de prêt à BANPAZ, parce que je n'oblige pas le *compañero* en question à rembourser cet argent.

Dans notre cas, ça a marché : si le village oblige à payer celui qui a une dette envers BANPAZ, le règlement fonctionne : le village a de nouveau droit à des emprunts, parce qu'il y a mis du sien. Et ça, ça nous permet de comprendre petit à petit que, de la même façon que notre *compañero* en a eu besoin, d'autres en auront besoin à leur tour, ce qui nous oblige à respecter les exigences des autorités.

Un autre accord qui a été pris concernant le règlement de BANPAZ, c'est qu'au cas où un prêt a été accordé à un *compañero* et que celui-ci vient à décéder, qu'il s'agisse du père ou de la mère, on ne lui demandera rien, ni le capital, ni les intérêts ; l'assemblée de la zone, des villages, en a décidé ainsi : il est pour ainsi dire libéré de cette dette, il n'a rien à payer. C'est arrivé une fois, même si ce n'est pas fréquent, ça nous est arrivé avec la famille d'un *compañero* et nous avons appliqué ce règlement : on ne lui a rien fait payer, parce que c'était l'accord pris par l'assemblée. Si ce sont les parents qui font un emprunt et que l'un de leurs enfants vient à mourir, dans ce cas l'assemblée a décidé qu'il faut prolonger le délai, en fonction des possibilités de remboursement de ce *compañero*.

Une autre question qui a été discutée par l'assemblée, c'est de savoir ce qu'il faut faire si un *compañero* est vraiment dans l'impossibilité de payer parce que le village a examiné son cas et a constaté qu'il n'a pas de quoi rembourser, qu'il n'a rien à vendre, mais qu'il a eu besoin de ce prêt pour se faire soigner et que ce prêt lui a permis de retrouver la santé. L'assemblée a décidé que si on a effectivement constaté que le *compañero* en question ne peut pas payer avec de l'argent ou en vendant quoi que ce soit, la façon de lui faire rembourser son emprunt serait de lui faire faire des travaux dans la zone : il ne s'agit pas d'être totalement fermé, ont pensé les *compañeros*, mais de chercher sans cesse de nouvelles formules.

Grâce à tous ces travaux qui sont mis en place, nous sommes en train de constituer des petits fonds pour pouvoir résister au niveau de la zone. Un autre exemple, c'est celui d'un travail qui concerne tout particulièrement les femmes. Celles-ci ont pris l'initiative de monter un restaurant-magasin, c'est-à-dire qu'elles ont maintenant un petit restaurant et une petite épicerie. Elles ont commencé avec quinze mille pesos, elles ont demandé un prêt pour la même quantité et l'idée leur est venue de faire ça. Ça a été une initiative des *compañeras* de la région, des responsables locales, en coordination avec le Conseil de Bon Gouvernement.

Ces *compañeras* ont monté leur affaire avec quinze mille pesos ; elles ont leur équipe de direction au niveau de la zone et elles se relaient pour préparer à manger et pour vendre. Elles nous ont informés que cette première affaire leur avait rapporté quarante mille pesos, ce qui leur a permis de rembourser leur emprunt de quinze mille pesos et de disposer de vingt-cinq mille pesos de bénéfice net.



Ces *compañeras* se sont rendu compte qu'il leur manquait un certain nombre de choses. Le Conseil de Bon Gouvernement les a donc aidées en leur fournissant de la vaisselle et des tables ; mais elles ont décidé d'utiliser leurs bénéfices pour mieux se préparer. Maintenant, elles ont leur propre équipe de direction, elles se relaient pour travailler et tous les ans elles changent d'équipe de direction. Aux dernières nouvelles, elles ont actuellement un capital de 56 176 pesos en espèces.

Tout ça, ce sont des travaux que nous faisons au niveau de la zone. Mais nous ne le faisons pas dans le but de nous répartir les bénéfices, ni de dépenser tout l'argent de ces petites caisses qui sont en train de se constituer. Nous le faisons afin d'être parés face à toute éventualité qui pourrait se présenter au niveau de la zone, pour nous aider dans notre lutte.

Au niveau de la zone nous avons également des travaux aux champs ; cette année, par exemple, nous avons semé douze hectares de maïs. Notre part de travail a consisté à plier les épis : nous nous sommes mis à 24 pour le faire et ça nous a pris trois jours. Les épis sont maintenant pliés. C'est la commune qui se charge de diriger ces travaux, de dire à tel ou tel village qu'il aille plier les épis ou qu'il aille les récolter.

C'est le Conseil de Bon Gouvernement qui, en tant qu'autorité, détermine quelle quantité de maïs provenant de ces champs sera destinée à entretenir nos travailleurs à temps plein que nous avons dans la zone, par exemple ceux de l'hôpital. Une partie de ce que nous récoltons sera destinée à ces *compañeros* qui travaillent à l'hôpital pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins, et une autre partie sera peut-être vendue au profit d'autres travaux qui sont prévus dans la zone.

L'idée, c'est que ces douze hectares nous servent, à terme, à alimenter le bétail de la zone. Comme la zone a douze têtes de bétail et que nous n'avons pas pour l'instant de terres où les mettre, ces animaux sont maintenant répartis dans les parcs de différentes communes, qu'on nous prête en attendant. Mais la zone a prévu d'avoir son propre parc à bétail, ses propres animaux pour que, par la suite, ils puissent nous servir, de façon à nous préparer petit à petit. Sur ces douze hectares, nous avons déjà semé du fourrage pour alimenter ces animaux et qu'ils nous permettent à l'avenir de disposer de fonds au niveau de la zone.

Voilà en bref ce que nous avons là-bas dans notre zone, comment nous nous y prenons pour nous organiser au niveau des villages, des familles, des régions, des communes et de la zone. Tous ces travaux collectifs, toutes ces coopératives, je le répète, n'ont pas pour but de partager les bénéfices entre nous. Nous devons commencer au niveau de la famille, c'est-à-dire que nous devons commencer par entretenir notre famille, puis nous occuper des travaux collectifs et des coopératives à chaque échelon, qui poursuivent leur propre objectif à chaque instance de gouvernement. Bref, voilà comment nous essayons de nous organiser pour résister en matière économique au niveau de notre zone.

Doroteo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Libertad de los Pueblos Mayas)

Il y a différentes choses que nous faisons pour pouvoir résister sur le plan économique, parce que nous nous organisons en matière d'éducation, de santé et dans tous les domaines. Mais à y bien regarder, je crois que dans toutes les zones c'est la même chose : le plus important, c'est l'économie. Dans toutes les interventions que nous avons écoutées, nous avons entendu dire qu'il fallait de l'argent pour le transport, qu'il fallait recevoir des aides pour aller là où on devait aller ; sans cela, les *compañeros* cessent parfois d'être promoteurs, cessent d'être membres du Conseil de Bon Gouvernement, voilà ce qui se passe.

Nous, dans la zone où nous nous sommes organisés, nous ne travaillons pas à 100% sous forme de collectifs. Nous travaillons individuellement au niveau de la famille ; là-bas, nous nous organisons dans les familles avec les enfants, avec le mari ou avec la femme, nous avons tous quelque chose à faire. Si l'homme va aux champs, la femme, elle, doit faire quelque chose à la maison, par exemple élever des poulets ou des cochons. Par exemple, si à moi c'est mon tour d'aller à Oventik et que j'ai besoin d'acheter une boisson ou quoi que ce soit, nous vendons un poulet. Je ne sais pas combien coûte un poulet ici, mais là-bas un poulet coûte au moins 150 pesos ; alors, si on vend deux poulets, on a de quoi payer le trajet aller et retour de la maison à Oventik. C'est comme ça que s'y prend chaque famille, là-bas.

Je vais vous parler d'un village, d'un *compañero* qui m'a raconté comment cela se passe chez nos frères qui ne sont pas zapatistes, qui ont leur projet de gouvernement ; là-bas, un village est zapatiste et celui d'à côté ne l'est pas. Les zapatistes travaillent dur, soit aux champs, soit dans leurs petits magasins, parce qu'ils savent qu'après ils doivent aller à la clinique ou au *Caracol* pour faire leurs heures de service, ou aller à une réunion, ça dépend du travail de chacun ; alors, les jours où ils restent dans leur communauté, ils travaillent dur : ils ont de quoi manger, et le reste, ils le vendent.

À côté de ce village zapatiste se trouve une communauté 100% *priiste*, qui a adopté les projets du gouvernement et qui ne cultive pratiquement plus ses terres. Les *compas* du village zapatiste vont presque tous les jours vendre leurs marchandises dans ce village et ceux qui leur achètent sont les gens de cette communauté *priiste*.

Certains disent qu'ils ont parfois honte de vendre ; mais moi, je considère que c'est ce qu'il y a de plus noble, parce que c'est plus honteux de voler. Ils vendent ce qu'ils produisent : des avocats, des oranges, des piments, des tomates, des haricots, du maïs, des sapotilles, des bananes, bref, tout ce qu'ils peuvent produire, sans parler des poulets et des cochons. Un jour, un monsieur de cette communauté *priiste* était en train de blaguer avec un autre de la communauté zapatiste qui était en train de manger une banane ; alors l'autre *priiste* se fâche et lui dit :

- Je parie que chez toi, tu n'as même pas ce que tu es en train de manger ici...

- Si, j'ai tout ça chez moi, mais si je le fais, c'est parce que je suis en route. En arrivant chez moi, j'ai tout ce qu'il faut pour manger. Mais c'est pire dans ta communauté, parce que c'est un marché – et le zapatiste de mentionner le nom de l'autre communauté. C'est un marché, parce qu'on va y vendre de tout, comme s'il n'y avait pas de terre, comme si vous n'étiez pas sur la terre.

L'autre n'a rien répondu, parce que c'est la vérité : les frères *priistes* sont comme ça, alors que les zapatistes, eux, ne se contentent pas d'attendre : ils résistent, et pas dans un seul village, mais dans tous les villages. La résistance, ce n'est pas seulement l'affaire des familles ; les villages eux aussi cherchent leur façon de résister, avec leurs travaux collectifs.

Là-bas, dans la zone, nous avons un nombre N de villages et bien qu'il n'y ait pas de travaux collectifs dans tous, nous calculons que 80% en ont un. Il y a des villages qui en ont deux, d'autres trois, quatre et même jusqu'à cinq, ça dépend de leur façon de s'organiser et du nombre de *compañeros* qu'il y a dans chaque village.

Dans les villages il y a des champs collectifs de haricots, de maïs, il y a des collectifs de bétail, des magasins collectifs, des collectifs de poulets, il y a des petits établissements commerciaux. Il ne s'agit pas d'établissements permanents : parfois, on organise des petites rencontres et les *compañeros* y vont avec leur petit commerce. Une *compañera* nous disait que dans un village de sa région ils avaient commencé par un petit élevage de poulets, des poulets de ferme, et que de temps en temps ils tuaient un ou deux poulets et faisaient des *tamales* ; ces *tamales*, ils les vendaient, et petit à petit ils ont réuni une certaine somme qui leur a permis d'acheter un moulin à maïs. C'est comme ça qu'ils ont fait démarrer leurs travaux.

Un *compañero* qui connaît un autre village nous a raconté que c'est un centre où se rassemblent beaucoup de personnes d'autres communautés. Les *compañeras* de ce village se sont organisées pour monter une tortillería, mais non pas en achetant une de ces machines qu'on voit en ville – non, ces femmes font les *tortillas* à la main ou avec leur petite presse et elles vont les vendre à ceux qui leur achètent.

Eh bien, voilà un travail collectif, et il y a beaucoup d'autres choses comme ça qui sont organisées dans les villages. Et à quoi ça sert, tout ça ? Eh bien, pour qu'un *compañero* de ce village, s'il est promoteur d'éducation ou promoteur de santé et s'il doit se rendre ailleurs pour faire son travail, qu'on ait de quoi lui payer ses frais de transport, qu'on puisse lui donner quelque chose qui lui soit utile là où il va travailler.

Là-bas, la plupart des régions ont leurs travaux collectifs ; certaines ont leurs autocars pour desservir leur région, d'autres ont des champs de maïs, d'autres du bétail, d'autres encore des magasins. C'est devenu une sorte d'habitude : s'il y a un *compañero* qui va travailler pour le compte de la région, ce sont les travaux collectifs de la région qui le soutiennent, sans compter que son village va lui aussi apporter sa petite contribution.

Au niveau municipal aussi il y a des travaux collectifs : la plupart sont des élevages de bétail, mais il y a aussi des magasins. Ici, on voit que toutes les communes ont de deux à trois travaux collectifs, au niveau municipal nous en avons huit ou dix. Pour quoi faire ? Eh bien, si la commune doit envoyer une personne travailler pour la zone, ça permet de répondre à ses besoins ; si le *compañero* en question a été désigné pour faire un travail dans la zone, la commune le soutient grâce à ses travaux collectifs.

Voilà comment nous résistons au niveau économique : nous tâchons de nous débrouiller en fonction des possibilités de chaque village, au lieu de nous croiser les bras en disant qu'on ne peut rien y faire. Par exemple, dans le cas de la canne à sucre, où il s'agit de résister face au prix du sucre qui augmente tous les jours : les *compañeros* qui font ce travail ne connaissent pas ce problème. Ainsi, chaque village cherche les moyens de se débrouiller, au lieu de se plaindre en disant : « Je n'y peux rien, parce qu'il me manque ceci ou cela ». C'est en fonction des possibilités de chaque village que nous gérons tout cela dans notre zone ; parfois, ça a l'air très simple, mais c'est par la suite qu'on en voit l'utilité.

Résistance idéologique

Anahí (Membre du Conseil de Bon Gouvernement)

Le mauvais gouvernement utilise tous les médias pour contrôler et désinformer le peuple : par exemple, la télévision, la radio, les feuilletons télévisés, les portables, les périodiques, les revues et même le sport. Il utilise la télévision et la radio pour faire passer de nombreuses annonces publicitaires qui ont pour but de distraire les gens ; les feuilletons servent à dépraver les gens et à nous faire croire que ce qui se passe à l'écran va aussi nous arriver à nous, les téléspectatrices.

En ce qui concerne l'éducation, le système mis en place par le mauvais gouvernement fait en sorte que les enfants aillent à l'école tous les jours, avec de beaux uniformes, peu importe qu'ils sachent ou non lire et écrire : tout cela ne sert qu'aux apparences, ou à donner une bonne impression. Il leur offre aussi des bourses pour qu'ils étudient, mais en fin de compte les seuls bénéficiaires de tout ça, ce sont les entreprises qui vendent tous les ustensiles scolaires ou les uniformes.

Dans notre *Caracol*, comment est-ce que nous résistons face à tous ces maux de l'idéologie du gouvernement ? Notre arme principale, c'est l'éducation autonome. Dans notre *Caracol*, on apprend aux promoteurs des histoires réelles concernant le village pour qu'à leur tour ils les racontent aux enfants, tout en leur faisant connaître nos revendications. On a également commencé à présenter aux jeunes des causeries politiques, pour qu'ils soient sur leurs gardes et ne soient pas si facilement victimes de l'idéologie du gouvernement. Par ailleurs, les responsables locaux de chaque village viennent donner des causeries pour exposer au peuple les treize revendications.

Gabriel (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ General Emiliano Zapata)

Dans notre zone, on vient nous présenter beaucoup d'idéologies du gouvernement, mais nous résistons pour que nos villages, nos jeunes et même nos enfants, sachent en quoi consiste notre lutte. D'ailleurs, ça fait longtemps que nous résistons, depuis notre clandestinité : dans certains endroits de notre zone, il y a eu beaucoup de divisions de la part d'autres organisations qui étaient des *compañeros*, mais nous avons résisté à toutes ces idéologies.

Ce qu'a fait le gouvernement depuis 1994 jusqu'à présent, c'est de s'opposer à nos travaux collectifs. Par exemple, si les *compañeras* d'un village s'organisent pour monter un collectif de boulangerie, ils font tout ce qu'ils peuvent pour l'empêcher de fonctionner : ils mettent en place un projet avec le gouvernement pour nous montrer qu'ils ont la même chose avec l'appui du gouvernement et ils disent que ce que font nos *compañeras*, ça ne marche pas, parce que c'est plus modeste, plus simple, et qu'à eux, on leur donne plus de facilités.

À la télévision aussi il y a beaucoup de choses que le gouvernement nous met dans la tête, et nos jeunes se laissent influencer par toutes ces idées. Par exemple, il y a des jeunes qui n'attendent que l'heure du feuilleton télévisé. Et s'ils ont vu une scène où le compère va se marier avec la commère, ils meurent d'envie de savoir ce qui va se passer, et si une réunion est programmée à cette heure-là, il n'y a pratiquement aucun jeune qui y assiste. Dans les films on voit des personnes qui se donnent des airs de je ne sais quoi et qui semblent très importantes ; mais ce ne sont que des apparences, qui veulent nous faire perdre la mentalité de notre lutte, voilà ce que nous leur expliquons, à nos *compañeros*.

Ce que nous faisons, c'est d'inviter les jeunes à des causeries sur notre lutte et nous leur expliquons que ces choses-là ne sont pas bonnes pour le peuple. Toutes ces choses, nous nous y opposons, et nous faisons tout un travail pour que nos jeunes, nos bases, ne soient pas victimes de ces idéologies du gouvernement.

Autre chose qu'ils utilisent, c'est le sport, par exemple le football. Si le Mexique joue contre l'Espagne, même si c'est un jour où on travaille, comme le lundi ou le mardi, les jeunes perdent leur temps et vont jusqu'à payer cinq ou dix pesos pour voir ça. Nous, ce que nous avons fait dans notre zone, c'est d'encourager les sports, d'organiser des rencontres entre jeunes, de faire du football, ou du basket pour les filles : tout cela, nous le faisons, même si ce n'est pas toujours suffisant, mais nous le faisons dans notre zone.

Pour encourager la résistance idéologique, nous organisons des rencontres d'enfants où ils présentent leurs poésies, leurs programmes de danse, pour qu'ils comprennent petit à petit en quoi consiste notre lutte et sachent que c'est à nous, les *compañeros*, de construire l'éducation. Tout cela, on le travaille aussi un peu, trop peu sans doute, mais on le travaille quand même dans notre zone.

Les rencontres sont organisées non seulement au niveau de la zone, mais aussi de la commune : le Conseil de Bon Gouvernement et la commune y apportent toutes deux leur part, les deux niveaux du gouvernement doivent se charger de ces rencontres entre enfants. Si c'est au niveau local, dans la commune, la rencontre se fait dans un village et les bases d'appui y vont pour préparer la nourriture pour les enfants ; ceux qui font partie du comité d'éducation y vont aussi pour surveiller les enfants.

Résistance psychologique

Flor (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Libertad de los Pueblos Mayas)

Comment est-ce que le mauvais gouvernement nous attaque et comment est-ce que nous nous y prenons pour lui résister ? Eh bien, parlons des boissons alcoolisées : le gouvernement introduit tout un tas de boissons alcoolisées pour que nos frères les consomment et que nous ayons des problèmes avec eux. Mais ce qu'ils cherchent, ce n'est pas seulement qu'eux les consomment, mais aussi nous, les zapatistes, pour que nous tombions dans la même erreur et perdions le sens de dire ce que nous, les zapatistes, nous gardons en secret.

Alors, qu'est-ce que nous faisons pour nous opposer ou pour résister à cela ? Nous, en tant que zapatistes, nous nous organisons et nous établissons nos propres accords ou nos propres lois : par exemple, que le *compañero* zapatiste qui consomme un de ces produits sera sanctionné ; mais on lui explique que ce n'est pas la peine d'en arriver là, parce que non seulement l'alcool ne nous bénéficie en rien, mais aussi parce qu'il y a une sanction pour ceux qui en consomment ; alors les *compañeros* se rendent compte que ce que nous leur expliquons c'est la vérité et arrêtent de consommer des boissons alcoolisées. Voilà comment nous résistons à cette psychologie que le mauvais gouvernement veut nous imposer.

William (Membre du Conseil Municipal Autonome. MAREZ San Pedro de Michoacán)

Il y a aussi les programmes, les projets du gouvernement. Le gouvernement commence par introduire des projets pour que les frères en retirent quelques bénéfices et croient que c'est une bonne chose, pour qu'ils commencent à obtenir quelques avantages et ne pensent plus à leurs travaux. Ils le font pour que les frères, au lieu de ne dépendre que d'eux-mêmes, dépendent du mauvais gouvernement.

Qu'est-ce que nous faisons pour résister à ce genre de choses ? Eh bien, nous nous organisons pour faire des travaux collectifs : nous faisons des travaux collectifs au niveau du village, de la région, des communes et de la zone. Ces travaux, nous les faisons pour satisfaire nos différents types de besoins, et c'est comme ça que nous résistons pour ne pas tomber dans les projets du mauvais gouvernement, pour ne dépendre que de nous-mêmes et pas du mauvais gouvernement.

Il y a aussi le problème de la sorcellerie. En ce sens, les frères sont victimes du mauvais gouvernement qui, depuis 1994, ne cesse de les tromper en leur faisant croire, à travers les stations de radio, que la sorcellerie existe. C'est pourquoi, quand quelqu'un de leur famille tombe malade, ils vont voir un de ces médiums qui leur dit :

- C'est ce frère qui habite près de chez toi qui te fait du mal ou qui est en train de te manger.

Tout cela, ce sont des choses qui sont introduites par le mauvais gouvernement pour que nous continuions à avoir des problèmes avec les autres frères ; parfois même ils nous accusent de sorcellerie, nous les zapatistes. Qu'est-ce que nous faisons, en tant que zapatistes, pour résister à cela et ne pas tomber dans leurs pièges ? Nous nous réunissons avec nos *compañeros* et nous discutons avec eux : ceci n'est pas vrai, comment peut-on croire que nous allons nous manger entre nous ? Nous orientons nos *compañeros* en leur montrant que ce ne sont que des tas de mensonges. Voilà comment nous résistons face à tout cela et je pense que parmi nos *compañeros* plus personne ne croit à ce genre de choses parce que nous savons parfaitement que ça n'existe pas.

Résistance culturelle

Lizbeth (Future autorité du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro de Michoacán)

Dans notre zone de Selva Fronteriza, nous parlons différentes langues : le tojolabal, le tzotzil, le tzeltal, le chol, le zoque et le castillan. Ce sont nos costumes régionaux qui nous identifient, parce qu'ils nous permettent de savoir quelle langue parle chacun d'entre nous, sauf dans le cas du castillan. Il y a des villages, comme le nôtre, qui conservent leur culture ; mais il y en a d'autres qui perdent peu à peu leur langue, leur façon de s'habiller et même leur musique régionale.

En ce qui concerne la musique régionale, nous avons le violon, le *marimba*, le tambour et la flûte, qui ne sont plus guère utilisés que dans les fêtes traditionnelles, pour certaines cérémonies spéciales. Autrefois, ces instruments étaient utilisés pour les bals des villages, mais maintenant ce qui est à la mode, c'est le clavier.

Les fêtes religieuses qui sont célébrées dans notre zone, qui se maintiennent dans les villages, c'est le 12 décembre, le 24 décembre, la Semaine Sainte, la Toussaint et le 3 mai. Mais nous, les villages zapatistes, nous avons aussi certaines dates où nous commémorons certains événements historiques : le 17 novembre (arrivée des six *compañeros* dans la forêt lacandone), le 1er janvier (soulèvement armé de 1994), le 10 avril (mort du général Emiliano Zapata), le 8 mars (journée internationale de la femme révolutionnaire). Pour les fêtes communautaires, on a l'habitude de préparer des *tamales*, des *atoles* ou des repas communautaires.

Nicodemo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ General Emiliano Zapata)

Notre artisanat, nous l'avons presque entièrement perdu, parce que nous savons parfaitement que le néolibéralisme est en train de transformer ce que nos ancêtres avaient sous la main, mais nous en conservons encore 50%. Nous avons de l'artisanat en terre cuite, des bijoux en terre cuite, des *comales* en terre cuite. Si nous avons tout cela, c'est parce que nous en avons besoin pour résister, comme le *comal* qui nous sert à cuire les *tortillas* parce qu'elles ne brûlent pas ; le *comal* en métal, lui, a ses inconvénients : le feu est trop direct et la *tortilla* brûle à la moindre distraction.

Le panier en fibre de palmier, nous l'avons encore sous la main parce qu'il nous sert à résister face à l'invasion du plastique. Nous avons aussi le moulin à canne à sucre, parce que nous vivons dans des endroits reculés où le transport est très difficile, et il nous sert à ne pas avoir à acheter du sucre. Nous, nous résistons, nous cultivons la canne à sucre pour ne pas acheter des moulins *jarochos* : ils sont chers et ils rouillent quand on les utilise, il faut bien les laver pour les utiliser, sinon le jus prend un mauvais goût ; ceux que nous avons, nous, ils sont en bois.

Le moulin à canne à sucre nous aide à résister, à ne pas acheter de sucre, parce que le sucre augmente tous les mois ou tous les jours, son prix baisse et augmente, ça dépend des affaires des fabriques de sucre d'Oventik, de Pujiltic, de différents endroits. Nous utilisons aussi les tuiles pour résister et ne pas acheter de toits en tôle. Là-bas, dans la zone, nous avons les connaissances qui nous permettent de faire des briques pour le sol, et aussi des murs.

L'éducation aussi est importante. Nous sommes constamment en train de former nos *compañeros*, même s'il y a les obstacles de la vie personnelle ou si nous n'avons pas d'appui pour nos communautés ou nos communes. Mais nous, nous nous arrangeons ; si un de nos *compañeros* ne veut plus être formateur, nous proposons d'autres *compañeros*, voilà comment nous nous organisons.

Nous voyons que c'est important d'avoir un promoteur d'éducation dans chaque communauté, parce notre avenir, ce sont eux : ce sont eux qui vont prendre le relais, ce sont nos successeurs, c'est d'eux que dépend la continuité de notre lutte. C'est pour ça que dans chaque communauté, et aussi au niveau de la zone, nous ne voulons pas que l'éducation reste à la traîne, parce que nos promoteurs nous donnent une bonne histoire pour notre avenir, ils peuvent partager la langue avec nos enfants, pour qu'ils comprennent notre lutte et que ça continue après nous, pour qu'ils ne se laissent pas bernier par les plans ou par les mensonges du gouvernement.

Questions

*La culture qui a créé le système capitaliste, en l'occurrence au Mexique, nous apprend que pour élire les gouvernements il y a des élections, et que pour pouvoir voter il faut avoir obtenu sa carte d'électeur. Est-ce que les *compañeros* de là-bas continuent à voter pour les partis, comme le PRD, le PRI, le PAN ou le parti Vert Écologiste ?*

Pour nous, il est clair que ce que cherche le gouvernement c'est le pouvoir, des propriétés ; il trompe les gens en leur donnant une boisson gazeuse, un paquet de biscuits, et qu'ils aillent tous se faire foutre ! Celui qui en bénéficie, c'est celui qui est au pouvoir, celui qui achète les votes. C'est pour ça que nous, nous ne voulons rien de tout ça. Peu importe qui va prendre le pouvoir : nous, ce que nous voulons, c'est qu'il fasse ce que nous demandons. Voilà comment nous, nous comprenons les choses.

Quelqu'un de vous a dit que vous aviez encore un moulin pour moudre la canne à sucre. Ce travail, vous le faites dans la zone, ou bien dans un collectif à l'intérieur de chaque village ou de chaque commune ?

Dans ma communauté on travaille la canne à sucre de façon collective, communautaire, et maintenant on est en train de voir comment on va s'y prendre pour l'avoir au niveau de la région ; mais il y a eu une erreur en ce qui concerne le terrain : la canne à sucre ne pousse pas bien, on n'a pas eu de bons résultats ; on a planté des cannes à sucre, mais elles ont poussé trop clairsemées, et en plus à cet endroit il n'y a pas toute l'eau qu'il faudrait. On va changer de terrain. Dans le cas du moulin à canne à sucre, on va voir ce qu'on va faire, parce qu'il y a encore des *compañeros* qui proposent qu'il soit en métal, mais nous, on va voir si c'est bien nécessaire, parce qu'on a sous la main celui qui est en bois, mais ça n'a pas d'importance, on va voir ce qu'on va faire. Voilà comment ça marche dans notre communauté. Nous, on l'a parce qu'on s'en sert pour une réunion, pour une fête communautaire : voilà comment on l'utilise, pour ne pas trop dépenser au magasin, parce que le magasin c'est pour les affaires, c'est du magasin qu'on tire l'argent pour les travaux collectifs.

Est-ce que les autorités se soucient de résoudre le problème des choses de notre culture qui sont en train de se perdre, est-ce qu'il y a un projet pour l'éviter ?

Au niveau du Conseil de Bon Gouvernement on est en train de contribuer à sauvegarder certaines choses, mais il n'y a pas de projet pour aider à les récupérer au niveau de l'ensemble de la zone. On peut voir qu'il y a des villages qui conservent bien la culture, donc on est en train de travailler en ce sens. Comment ? Par le biais des promoteurs d'éducation, qui doivent enseigner dans leur propre dialecte.

Comme le travail du Conseil de Bon Gouvernement consiste à aider les gens de notre zone à se rendre compte que c'est important de sauvegarder notre culture, alors c'est le Conseil de Bon Gouvernement lui-même qui doit donner l'exemple de façon concrète, et pas seulement en prêchant par la parole. Prenez l'exemple des constructions en torchis. Dans la plupart des communautés de notre zone les gens construisent avec d'autres matériaux ; alors, le Conseil de Bon Gouvernement a décidé de construire son nouveau bureau en torchis, pour montrer qu'on peut faire des choses avec les matériaux de notre région. Ce bureau en torchis se trouve au centre du *Caracol*, comme un exemple à suivre : non seulement pour convaincre les *compañeros* que nous pouvons sauvegarder notre culture, mais aussi pour que celui qui le dit, en l'occurrence les *compañeros* du Conseil de Bon Gouvernement, démontre que c'est parfaitement possible de le faire.

Ou bien prenons encore l'exemple des moulins à canne à sucre : cela se passe dans les villages, c'est très local ; mais on les conserve encore, et ça nous aide beaucoup à ne pas acheter de sucre. Nous avons l'habitude de planter des cannes à sucre au niveau de la famille, et c'est avec ça que nous sucrons le café, ou bien nous buvons le jus de la canne et ça nous aide à ne pas dépenser, puisque nous n'achetons pas au magasin. Dans la plupart des villages nous avons nos propres plantations de canne à sucre.

Tout cela, c'est des choses qui nous aident. En tant que zapatistes nous devons faire des efforts, travailler peut-être deux fois plus que ceux qui reçoivent des programmes d'aide de la part du gouvernement. Voilà le sens de notre façon de travailler : nous devons faire des efforts en tant que zapatistes, faire tout ce qu'on peut pour résister. Même s'il n'y a pas de projet à développer pour le moment, on est en train d'y réfléchir, on est en train de jeter les premiers jalons. Peut-être qu'on n'a pas encore trouvé la façon de le faire, mais on est en train d'examiner cette possibilité.

Et pour la fabrication des tuiles, comment est-ce que vous êtes organisés ?

Dans ma communauté on utilise beaucoup les tuiles, parce que c'est frais, c'est plus pratique et ça revient moins cher que d'acheter des toits en tôle. Nous sommes nombreux à fabriquer les tuiles, nous avons conservé ce type de connaissance. Mais ce travail est très pénible et très délicat, ça ne va pas avec la pluie ; pour fabriquer les tuiles il faut qu'il fasse chaud, il faut le faire à la saison sèche, parce que l'eau défait la tuile ; c'est très délicat et ce n'est pas facile à préparer pour la construction. C'est seulement un travail communautaire, pas régional, ça ne va pas plus loin.

Comment est-ce que les femmes font leurs vêtements : avec des aiguilles à tricoter ou à la machine ?

Certains villages conservent encore l'habitude de tisser, de broder, et d'autres ont leur petite machine à coudre : il y a les deux.

Pour faire les costumes, par exemple le costume tzeltal qui est différent du tojolabal, du chol, on se contente d'acheter le tissu, et ils le fabriquent selon leur façon de s'habiller. Il y a aussi le costume tzotzil, seulement eux, ils utilisent des tissus doublés, qui sont plus chers, mais eux aussi ils achètent le tissu et ce sont eux qui le fabriquent selon leur façon de s'habiller. Cette habitude s'est déjà presque perdue, il n'y a presque plus personne qui le porte. Nous sommes en train de perdre la bataille à cause des vêtements à la mode. Ce que nous faisons, petit à petit, ça ne se fait pas d'un jour à l'autre, il s'agit de convaincre tel ou tel *compañero* pour qu'il utilise le costume traditionnel. Mais notre organisation dit aussi :

- Ce qui est important, ce n'est pas que tu t'habilles comme ceux d'en haut, mais que ton sens de la lutte soit ici présent, avec nous.

Nous savons parfaitement que le sens de la lutte, c'est d'orienter nos enfants pour qu'ils ne suivent pas trop la mode, parce que là aussi nous allons beaucoup résister. Là, c'est l'affaire de chacun, qui va voir la situation de chaque foyer.

Pour faire des casseroles en terre cuite, des comales en terre cuite, des assiettes en terre cuite, vous le faites de façon collective, ou c'est un travail que font seulement quelques femmes dans la communauté ?

Ces travaux se font à un niveau très local, familial, parce qu'il y a peu de personnes – essentiellement des femmes – qui maîtrisent ces connaissances. Il y en a peu qui conservent cette tradition, qui savent faire les casseroles, les *comales* en terre cuite ; mais les gens des villages les utilisent, parce que le goût est différent : par exemple, les haricots qui sont cuits dans une casserole en aluminium n'ont pas le même goût que ceux qui sont cuits dans une casserole en terre cuite.

On pense que c'est au Conseil de Bon Gouvernement de se demander comment s'y prendre pour récupérer ces connaissances qu'il y a encore dans chaque village. Les *compañeros* nous en ont donné l'exemple. S'il reste peu de maîtres potiers, comment faire pour les multiplier dans la zone ? C'est le travail des autorités de développer ces connaissances qui sont encore présentes dans chaque village.

Résistance politique

Marisol (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro de Michoacán)

Dans notre zone le mauvais gouvernement nous attaque en construisant des édifices. Bien avant, il avait construit une clinique au centre du *Caracol*, pour voir si certains *compañeros* s'approchaient de sa clinique ; maintenant, il est en train de construire un hôpital pour les enfants, au centre du *Caracol* aussi. Nous, nous nous rendons compte que ça fait partie de sa politique pour contrecarrer nos demandes en matière de santé.

Nous, nous contre-attaquons dans la zone grâce à la santé autonome, parce que nous, les *compañeros* et les *compañeras*, nous avons l'habitude d'aller voir notre promoteur de santé, nous allons à nos cliniques municipales ou au centre le plus proche, nous avons aussi notre hôpital de zone. Les *compañeros* se rendent compte que s'ils vont à une clinique du gouvernement, la première chose qu'ils demandent c'est si nous avons la carte, si nous avons l'assurance populaire, et ils nous demandent même si nous avons des papiers d'identité ; et nous, comme nous n'avons rien de tout ça, ils ne nous donnent pas la consultation ou les soins qu'il faut. Pour nous opposer à cette politique du gouvernement en matière de santé, nous avons les bâtiments des cliniques dans les communes et les maisons de santé dans les villages.

Une autre chose que nous sommes en train de constater, c'est qu'au lieu d'y perdre nous y gagnons. Nos cliniques voient arriver des frères qui ne sont pas zapatistes, parce que quand ils vont à leurs hôpitaux ou à leurs cliniques ils ne guérissent pas avec les médicaments qu'on leur donne ; alors, ils viennent voir nos promoteurs et se rendent compte que c'est beaucoup mieux chez nous, parce qu'avec les médicaments que leur donnent nos *compañeros*, ils guérissent plus vite. Comme ça, on se rend compte que grâce à nos promoteurs de santé on est gagnants.

Dans notre zone on a commencé à récupérer notre culture, la sagesse de nos ancêtres, nos grands-pères, nos grands-mères, dans ce que nous appelons les trois domaines. C'est là que se sont formés des rebouteux et des rebouteuses, des *compañeros* et des *compañeras* herboristes et des sages-femmes. Pour ne plus aller dans les hôpitaux ou les cliniques du gouvernement dans les villages, nous avons les mêmes *compañeras*. Comme ça, nous renforçons notre autonomie, nos revendications de santé.

En ce qui concerne l'éducation, le mauvais gouvernement est en train de nous attaquer en construisant des écoles secondaires. Et dans notre zone il y a même des *bachilleratos* : avant on ne voyait pas ça, on n'entendait pas parler de ça. Nous, peut-être bien qu'on n'est pas arrivés jusqu'à l'école secondaire ou jusqu'au *bachillerato*. Mais l'expérience que nous avons, c'est que les *compañeros* et les *compañeras* qui ont été formés par nos promoteurs ou formateurs, participent déjà en tant qu'autorités, en tant que conseillers municipaux, au Conseil de Bon Gouvernement ainsi que dans d'autres domaines. Voilà les progrès que nous avons faits en matière de santé et d'éducation, ça nous permet de contrecarrer la politique que le mauvais gouvernement veut nous imposer.

Roel (Ex- membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro de Michoacán)

Le gouvernement nous attaque au niveau politique en construisant des édifices, des chemins ; il nous attaque en matière de santé et aussi avec des écoles ; mais bien souvent nous n'apprécions pas le travail que font nos propres *compañeros* promoteurs de santé, promoteurs d'éducation.

Nous qui vivons tout près d'un hôpital du gouvernement et qui pouvons nous rendre compte de notre façon de résister à la politique du gouvernement et de la préparation que nous avons reçue de nos *compañeros* qui nous ont préparés et qui nous ont appris à former tout le personnel qui travaille dans ces domaines, nous pouvons nous défendre de cette politique du gouvernement.

Là-bas, il y a un grand, un très grand hôpital, dans une communauté qui s'appelle Guadalupe Tepeyac, et maintenant le gouvernement est en train d'en construire un autre tout près, à une demi-heure ou une heure de chemin, au centre de La Realidad, c'est un hôpital pour les enfants. Mais qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce que nous avons vu dans cet hôpital qui fonctionne à Guadalupe Tepeyac ? Bien qu'il soit parfaitement équipé, les gens de différentes communautés, de différentes communes, finissent par aller se faire soigner dans notre hôpital.

Parce que si ces personnes vont à l'hôpital du gouvernement et qu'elles ont besoin d'un ultrason, par exemple, ou d'une analyse de laboratoire, les docteurs les envoient à notre hôpital. En effet, les docteurs savent que l'hôpital que nous avons, l'Hôpital-École « Los sin rostro de San Pedro » (Les sans-visage de San Pedro), est tout près et ils savent qu'eux, ils ne peuvent pas faire les examens dans cet hôpital du gouvernement parce qu'ils n'ont pas de personnel qualifié pour les faire : ils ont bien l'appareil, mais pas le personnel pour le faire marcher. Alors, qu'est-ce qu'ils font ? Eh bien, ils donnent la consultation aux patients, et puis ils les envoient à l'hôpital-école zapatiste pour que là-bas on leur fasse les examens dont ils ont besoin.

Ils vont donc là-bas pour qu'on leur fasse cet examen et, bien entendu, dans cet hôpital il y a des règlements pour faire payer une cotisation à ceux qui y vont, et on leur fait l'examen. Et comme ça, les gens se rendent compte et sont pleins d'admiration en voyant que dans un hôpital officiel il n'y a pas ce que beaucoup pensaient y trouver, la solution à leur problème, et alors ils viennent nous voir dans notre hôpital qui, comme nous venons de le dire, est tout simple, mais c'est là qu'on leur dit en quoi consiste leur problème quand on leur donne le résultat de leur ultrason ou de leur analyse de laboratoire.

À l'hôpital Guadalupe il y a bien un responsable de laboratoire, mais il y a des tas de choses, des tas d'analyses qu'il ne peut pas faire, et c'est pour ça qu'il les fait faire dans notre hôpital-école. Nous, nous avons un *compañero* qui a reçu la formation pour les faire, et il a formé à son tour plusieurs autres *compañeros*. Lui, il fait différentes analyses, mais pas seulement ça.

L'avantage qu'a notre *compañero* et qu'on ne trouve pas à l'hôpital officiel, c'est que quand il voit arriver les patients qui lui sont envoyés par les médecins de l'hôpital Guadalupe, non seulement il leur fait l'analyse dont ils ont besoin, mais en plus il leur donne une ordonnance, parce qu'il a acquis beaucoup d'expérience dans le domaine du laboratoire ; par contre, celui qui travaille à l'hôpital officiel, il se contente de faire son analyse, un point c'est tout : il envoie le patient chez un autre docteur pour qu'il lui donne un traitement.

Nous nous rendons compte qu'il s'est passé des choses comme ça. Mais peut-être que comme villages nous n'avons pas perçu, nous n'avons pas apprécié le travail que nous avons fait, la façon dont nous nous sommes préparés petit à petit pour résister au niveau politique face aux programmes du gouvernement. Il ne s'agit pas de faire de la concurrence ; il s'agit simplement de faire, en tant que zapatistes, le travail que doit faire un promoteur de santé, c'est-à-dire d'offrir le service.

Dans notre zone, le gouvernement a essayé de nous diviser politiquement par le biais de différentes organisations civiles, des organisations qui sont très liées au gouvernement, par le biais de nouveaux partis, et il a introduit toutes sortes de programmes. Le pire, c'est qu'il a utilisé nos propres frères indigènes, ceux de nos propres communautés, de notre zone, pour qu'ils nous provoquent et que cela crée un problème interne parmi nous. Ce que nous faisons quand il se passe des choses comme ça, c'est de nous efforcer de trouver la meilleure solution possible, de faire ce qu'il faut faire pour ne pas répondre à ce genre de provocations, parce qu'en fin de compte le projet du gouvernement, ce que veut le gouvernement, c'est que nous nous disputions entre nous, entre indigènes.

Si nous tombons dans ces provocations, nous ne faisons qu'aggraver la situation. Nous essayons donc de trouver la meilleure façon de le résoudre, d'épuiser toutes les voies de recours, et si on y arrive par la voie pacifique, c'est tant mieux ! Il y a eu beaucoup de provocations dans notre zone ; mais les autorités, les *compañeros* du Conseil de Bon Gouvernement, les conseils municipaux autonomes, se sont efforcés de résoudre tous les problèmes qui se présentent dans notre zone ; comme ça, ces organisations ou ces frères qui veulent nous provoquer ou nous obliger à leur répondre d'une autre façon, ne parviennent pas à leurs objectifs. Jusqu'à présent nous avons été confrontés à ce genre de provocations, c'est un plan du gouvernement dans notre zone ; ça se passe dans différentes communautés, ce n'est pas un plan général, ce sont des affaires des communautés les plus proches de notre *Caracol*.

Autre chose, c'est la façon dont nous organisons notre résistance politique face aux programmes éducatifs du gouvernement. Dans notre zone, il est question aujourd'hui de nouvelles écoles officielles et tous les enfants qui fréquentent ces écoles sont obligés de porter un uniforme pour donner une meilleure image d'eux-mêmes. Mais nous, nous n'entrons pas dans ce jeu : ce n'est pas parce qu'ils portent un uniforme qu'ils vont apprendre plus de choses. Ce qui est important en matière d'éducation, ce n'est pas ça : c'est la qualité de l'enseignement qui est dispensé par l'instituteur ou le promoteur d'éducation.

Nos promoteurs d'éducation travaillent avec les enfants en leur faisant comprendre toute l'importance de la lutte, pour qu'ils apprennent à faire la différence entre l'éducation autonome et l'éducation officielle. Il y a des communautés qui ont à la fois l'éducation officielle et l'éducation autonome ; nous ne pouvons pas baisser les bras sous prétexte qu'il y a déjà une école, mais au contraire nous devons renforcer encore plus l'éducation dans notre zone, dans nos communautés, dans nos régions et dans nos communes.

Ce qu'il y a de plus grand, de plus précieux dans notre résistance politique face à tout ce que le système du mauvais gouvernement essaie d'implanter dans notre zone, ce sont les travaux de nos autorités, de nos villages autonomes, des agents et agentes municipaux, des commissaires, de nos autorités municipales, la création des communes autonomes, le niveau du Conseil de Bon Gouvernement : ce sont eux qui représentent notre arme principale, l'arme de tous les zapatistes pour contrecarrer tous ces plans du gouvernement.

C'est précisément le travail le plus important que nous devons faire maintenant, c'est ce que nous devons renforcer encore et toujours plus pour continuer à résister à tout ce que le gouvernement met en place pour nous contre-attaquer au niveau politique. Voilà comment nous, nous voyons les choses : ce que nous avons de plus solide, de plus précieux, ce sont les autorités et les travailleurs qu'il y a dans les communes, dans le Conseil de Bon Gouvernement, ce sont eux qui affrontent directement les problèmes qu'il y a dans la zone. Les villages travaillent, mais ce sont nos autorités qui doivent se casser la tête, et deux fois plus, pour résoudre tous les problèmes qui se posent dans la zone, soit dans une communauté, soit dans une commune. Nous voyons que le travail de nos autorités est fort précieux, aussi bien au niveau des villages, que de la commune et que du Conseil de Bon Gouvernement, ça nous aide énormément.

Résistance sociale

Flor (Ex- membre du Conseil de Bon Gouvernement)

Dans notre zone Selva Fronteriza il y a eu beaucoup de changements. Avant 1994, nous avions une autre façon de nous organiser dans les communautés, parce que nos grands-parents avaient une autre manière de voir les choses, les travaux en commun permettaient à tous les membres de la communauté de partager les mêmes expériences. Ce qui ne se faisait pas, c'était que les femmes prennent part aux assemblées ; les femmes ne comptaient pas, elles n'avaient pas le droit de participer.

Après 1994, avec la Loi Révolutionnaire des Femmes, la participation de la femme a commencé à se traduire dans les faits : cet espace s'est ouvert pour qu'elles occupent des postes dans la communauté, en tant qu'agents, commissaires, promotrices de santé, d'éducation, dans les trois domaines, en tant que responsables locales, régionales, remplaçantes dans le Comité, locutrices, autorités du Conseil Autonome, conseils municipaux et Conseils de Bon Gouvernement.



En plus, nous avons conservé la coutume de nous réunir au niveau communautaire, où nous prenons des accords pour célébrer des fêtes. Nous nous organisons pour faire tous les travaux qu'il faut pour les fêtes : préparer des *tamales*, de l'*atole*, la viande pour tout le monde.

William (Membre du Conseil Municipal Autonome. MAREZ San Pedro de Michoacán)

Dans nos communautés ou dans nos villages, nous avons une façon de résister au niveau social, en nous entraïdant ; par exemple, lorsque quelqu'un meurt, nous avons encore cette coutume de nous entraïder pour faire tout ce qu'il faut faire : creuser la tombe et transporter le mort pour l'enterrer. Pour résister, dans nos villages nous vivons organisés ; par exemple, pour les travaux des *ejidos* nous nous y mettons tous pour ouvrir les chemins ou pour construire des ponts. Nous avons encore ces travaux qui sont des travaux de la communauté.

Résistance à la présence militaire

Anahí (Membre du Conseil de Bon Gouvernement)

Depuis 1994, dans notre zone nous n'avons cessé de nous préparer, aussi bien les hommes que les femmes et les enfants, pour résister pacifiquement à la présence militaire. En 1995, un 9 février, lorsque Zedillo a envoyé soixante mille soldats pour capturer les dirigeants zapatistes, beaucoup de villages ont dû se retirer pour ne pas provoquer les militaires. Dans certains cas, ils sont revenus occuper leurs communautés un mois après, ou un peu plus ; mais dans d'autres cas ils sont restés plus longtemps hors de leur territoire parce que l'armée y avait pris position. Par exemple, le village de Guadalupe el Tepeyac est resté en exil pendant six ans et demi ; pendant tout ce temps il a résisté, jusqu'au moment où l'armée s'est retirée. Ils sont revenus le 7 août 2001, soutenus par la société civile et par les villages zapatistes, pour reconstruire leurs maisons.

Gabriel (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ General Emiliano Zapata)

Le 11 août 1999, les militaires sont arrivés à l'*ejido* Amador Hernández, commune de General Emiliano Zapata ; les *compañeros* et les *compañeras* ont résisté à cette entrée des militaires. Les militaires voulaient prendre la communauté, ils sont arrivés dans une salle de danse et ce que les *compañeras* ont fait, ça a été de leur tenir tête ; elles les ont repoussés hors de la communauté.

Les militaires sont restés là, et on a organisé un grand rassemblement auquel a participé toute la zone du *Caracol* La Realidad. Les gens de la société civile nous ont rejoints pour participer à cette résistance, et on a tenu bon parce que c'était l'époque du chaquiste, où il pleut, où tout est plein de boue. On n'a pas répondu à leurs provocations, on a évité tout affrontement militaire et on s'est présenté pacifiquement devant eux. Au cours de ce rassemblement on a organisé des danses, on a dansé face aux militaires. On célébrait des cérémonies religieuses, on présentait le programme des numéros des *compañeros*, et de temps en temps, tout à coup, on leur tenait un petit discours politique à propos de notre lutte. Qu'est-ce qu'il s'est passé avec les militaires ? Eh bien, ils avaient l'air plutôt convaincus, parce qu'on était face à face. Alors, ce qu'ont fait les chefs militaires de l'armée, ça a été d'installer des haut-parleurs pour qu'ils ne puissent plus nous écouter et ils les ont installés un peu plus en retrait.

Après, les *compañeros* ont eu une autre idée : je crois qu'ils avaient entendu parler des petits avions en papier, et alors ils se sont mis à en faire, en écrivant dessus les raisons de ce rassemblement, et on a lancé les avions aux militaires, et eux ils les ramassaient. Ça a été la première force aérienne de l'armée zapatiste à Amador Hernández, uniquement avec des avions en papier.

Voilà comment s'est déroulée cette résistance militaire, et parfois on jouait à se pousser avec les militaires : nous, les *compañeros* et les *compañeras*, on était en face d'eux, et eux, ils formaient deux files. Les militaires nous poussaient avec leurs boucliers, ils avaient ce qu'on appelle des matraques, ils nous poussaient et il y avait un *compañero* tout petit qui marchait sur le pied du militaire, et à lui aussi ils lui marchaient sur les pieds. Comme il y avait là un autre soldat plus grand, il avait envie de rire, il s'est mis à rire parce que le *compañero* lui marchait sur les pieds et eux à leur tour ils lui marchaient sur les pieds. Alors le militaire s'est mis à rire et notre *compañero*, le tout petit, lui a dit au soldat : « Qu'est-ce qui te fait rire, toi, espèce de minus ? ». Le soldat était plus grand, et notre *compañero* était tout petit, voilà quelque chose de marrant qui s'est passé là. C'est comme ça qu'on a résisté à ce moment-là, quand les militaires sont entrés dans notre *ejido* Amador Hernández. Voilà, *compañeros*, comment on a fait pour résister aux militaires. Et puis, les *compañeros* se sont habitués à voir les militaires ; il y a des communautés qui habitent au bord de la route, et quand il y a des militaires qui passent par là, ils les regardent passer comme s'il s'agissait des transports en commun ; on s'y est habitué, quoi... ils ne nous font plus peur.

Caracol II

Résistance et rébellion pour l'humanité

(Resistencia y rebeldía por la humanidad)

Oventik



Résistance aux attaques militaires et paramilitaires

Emiliano (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Pedro Polhó)

Depuis 1994 beaucoup d'attaques se sont produites, on a eu beaucoup de problèmes dans cette zone de Los Altos ; les bases d'appui ont beaucoup souffert.

En 1995, les bases d'appui ont pris le chef-lieu municipal de Polhó. Le gouvernement a répondu par la force militaire, en attaquant les bases d'appui ; soixante d'entre eux ont été mis en prison, ils ont été délogés. Ces soixante membres des bases d'appui sont restés en prison pendant trois jours. Mais ils ne se sont pas découragés : le Conseil Autonome, les bases d'appui, tout le village a suivi et ils ont même installé leur siège dans une maison qu'on leur a prêtée à Polhó. Les autorités autonomes ont résisté aux grandes souffrances qu'on leur a fait endurer cette année-là.

Et en 1997, il y a eu à nouveau d'importantes attaques dans la commune de Polhó. C'est vrai, le mauvais gouvernement nous a beaucoup fait souffrir cette année-là : il y a eu des morts, des blessés et il y a eu des membres des bases d'appui qui ont été arrêtés. Il y a par là-bas une communauté qui s'appelle Yaximel, où il y avait beaucoup de bases d'appui, aussi bien des hommes que des femmes, et ils ont été arrêtés par les paramilitaires. Les paramilitaires demandaient dix mille pesos à chacun, ils voulaient les obliger à rester dans leur parti ; c'était une amende ; après, ils l'ont réduite à cinq mille par personne.

- C'est bon, je vais payer, mais laisse-moi une vingtaine de jours. Je vais te verser les cinq mille pesos – qu'ils leur ont dit : il y a des *compañeros* des bases d'appui qui sont malins.

Et puis ils sont partis se cacher dans la montagne, ils sont allés rejoindre leurs *compañeros* qui avaient été délogés et ils n'ont jamais payé les cinq mille pesos. Il y a bien eu des *compañeros* des bases d'appui qui ont payé les cinq mille pesos, mais après ils ont rejoint leur organisation, ils ont abandonné le PRI. Il y a des *compañeros* qui n'ont jamais cessé de lutter, qui ont beaucoup de conscience. Voilà comment ça s'est passé cette année-là.

Quand il y a eu cette attaque des paramilitaires en collaboration avec la sécurité publique et la police en uniforme, avec des gens payés par le mauvais gouvernement, des gens qui venaient d'autres communes, les *compañeros* ont abandonné leurs maisons, sont allés vivre dans une autre communauté, il y a eu beaucoup de communautés qui sont arrivées à Polhó. Il y a eu des bases d'appui qui sont restés je ne sais combien de jours dans les montagnes, au bord des rivières ; il y a eu des *compañeros* qui ont disparu, qui ont été forcés d'abandonner leur maison, leurs animaux, tout ce qu'ils avaient. Les paramilitaires ont volé tout ce qu'ils avaient et ont même brûlé leurs maisons.

Il y a une communauté où les *compañeros* ne peuvent plus retourner voir leurs terres, leurs maisons, et aujourd'hui encore ils vivent à Polhó en tant que déplacés. Des milliers de *compañeros* appartenant aux bases d'appui continuent à souffrir : depuis 1997 ce sont des déplacés, ils ont perdu leur maison, ils ont tout perdu. Il y a d'autres communautés où ils peuvent retourner travailler, mais seulement un petit peu, et pas tous. En tout cas, ils ont tenu bon. Les attaques ont été très fortes, parce qu'il y a avait des gens bien entraînés.

Les paramilitaires allaient retourner là où se trouvaient les bases d'appui, mais ils n'ont pas pu entrer parce que maintenant c'était bien surveillé, de jour et de nuit ; ils restent à leur poste de jour et de nuit. Ils ne sont pas entrés parce que les bases d'appui avaient désormais plus de force, parce que des milliers de zapatistes s'y trouvaient réunis ; ils ne pouvaient pas sortir travailler, pendant des mois ils sont restés là pour surveiller leur communauté. Mais les paramilitaires tiraient des coups de feu de jour et de nuit pour menacer les bases d'appui, avec l'aide de celui qui était alors le maire : il s'appelle Jacinto Arias Cruz, il est toujours en prison, celui-là ! Eh bien, ce salaud de Jacinto Arias Cruz, il en a fourni des caisses de balles à ses hommes, à ses paramilitaires !

Les bases d'appui ont supporté toutes ces souffrances, toutes ces attaques, mais il y en a eu certains qui n'ont pas pu le supporter. Il y a eu des *compañeros* qui sont retournés dans leur communauté, dans leur maison, qui ont accepté de passer du côté de l'ennemi. Mais la plupart sont toujours là, bien décidés à continuer la lutte. S'ils ont pu résister, c'est grâce aux frères et aux sœurs solidaires, qui ont aidé les déplacés. C'est là que les bases d'appui se sont rendu compte qu'ils ne sont pas seuls dans la lutte, ils ont vu qu'il y a beaucoup de frères d'autres pays du monde qui soutiennent notre lutte. Tous les quinze jours ils envoyaient un peu de maïs, de haricots, de vermicelles ; tous les quinze jours, les déplacés recevaient leurs provisions, c'est comme ça qu'ils ont pu supporter toutes ces souffrances. Ça fait maintenant des années qu'ils vivent en tant que déplacés, mais ils restent toujours là.

Il y a eu des *compañeros* des bases d'appui qui ont tout oublié de ces souffrances, même s'ils ont perdu leur mari, leur femme, leurs enfants. Certains sont devenus membres d'un autre parti, d'autres sont allés chercher d'autres organisations, d'autres encore sont partis parce que la résistance était dure. Mais ça a été le cas de quelques-uns seulement, pas de tous. Voilà ce qui s'est passé en 1997 à Polhó : les problèmes ont commencé le 24 mai et ont continué jusqu'au 22 décembre de la même année.

La dernière attaque a eu lieu le 22 décembre, quand 45 personnes ont été tuées : elles ne faisaient pas vraiment partie des bases d'appui, elles appartenaient à l'association civile *Las Abejas*, mais elles sympathisaient avec notre lutte. C'est la même idée : ils ne reçoivent pas d'aides, eux aussi ils sont contre le mauvais gouvernement. Ils étaient en train de prier dans une église pour qu'il n'y ait plus de problèmes. Les bases d'appui savaient qu'il allait y avoir des grandes attaques, elles étaient parties ailleurs, dans la montagne, mais les gens de cette organisation n'avaient pas voulu s'en aller.

- Dieu sait que nous sommes ici en train de prier, qu'ils ont dit.

Et tout à coup on a vu arriver plein de paramilitaires, ils ont tué les pauvres indigènes : 45 en tout, hommes et femmes. C'était un plan du mauvais gouvernement pour introduire plus de soldats, plus de sécurité publique. Le mauvais gouvernement a envoyé des milliers de soldats quand il y a eu des morts dans cet endroit qui s'appelle Acteal, ils ont installé leurs campements dans plusieurs endroits, dans plusieurs communautés. Les bases d'appui ont beaucoup, beaucoup souffert, parce qu'ils ne pouvaient plus sortir ; les femmes ne pouvaient plus marcher l'après-midi, ils fouillaient leur sac à dos. C'est très dur, ce qu'ont fait les soldats fédéraux : ils ont installé des campements dans cette commune pour contrôler encore un peu plus les zapatistes, à tout bout de champ il y avait des avions qui passaient.

Et ces foutus militaires ont même apporté ici des graines de marijuana pour provoquer encore plus de problèmes. Ils ont dit à la radio que les zapatistes cultivaient de la marijuana : mais tout ça, ce n'était que des inventions, c'était eux qui avaient les graines de marijuana. Voilà ce qui s'est passé. Mais après, les soldats ont abandonné leurs campements. Ils sont sortis de certaines communautés, mais ça a été grâce aux efforts de nos *compañeros*, ainsi que des frères et sœurs d'autres pays du monde qui sont allés jusque là-bas. Il y a un endroit qui s'appelle Poconichim, où sont arrivées un tas d'autres organisations pour critiquer ces soldats, pour se moquer d'eux. Alors, ils se sont cachés dans la montagne, ces foutus soldats, ils ont pris peur.

Les bases d'appui ont supporté tout ça, elles ont résisté aux menaces. Il y a certaines communautés où les campements de soldats sont encore là, mais pas dans toutes les communautés. Ça a été très dur, ce qui s'est passé là en 1997, dans la zone de Los Altos.

Le village de San Juan de la Libertad a créé son gouvernement dans sa commune officielle, avec des autorités autonomes. En 1998, le mauvais gouvernement les a délogés avec ses forces militaires, si bien que beaucoup de nos *compañeros* ont été mis en prison et beaucoup ont été menacés, persécutés par la police. Mais le village ne s'est pas croisé les bras : au contraire, il est devenu plus fort et son gouvernement a continué, même s'il a dû se replier parce qu'il n'avait pas encore un siège bien stable, jusqu'au moment où, petit à petit, il s'est établi ailleurs pour que le village puisse se gouverner lui-même, à un endroit fixe.

En avril 1998, San Andrés Sakamchen a été démantelé par les mauvais gouvernements ; alors les autres villages ont dû aider à sauver cette commune et à en faire sortir la sécurité publique, mais les menaces sont devenues de plus en plus fortes. On a été obligés de faire un piquet de résistance pour un temps indéfini, pour protéger le siège de la commune autonome, ce piquet a duré presque deux ans.

Voilà comment ont été les attaques militaires pendant ces années-là, pas seulement dans ces endroits, mais il y a eu beaucoup d'autres attaques dans d'autres communautés. Il y a eu des attaques à Chavajebal, à Unión Progreso, à San Pedro Nixtalucum. Les attaques militaires ont été très fortes dans plusieurs communautés, mais le peuple ne s'est pas laissé faire, il a continué à former ses autorités et tout le reste.

Dans cette zone, quand les villages en lutte ont été menacés et harcelés, ça les a rendus plus forts et ils ont formé d'autres communes autonomes. C'est comme ça que s'est établie la Commune Autonome de Santa Catarina, ensuite celle de 16 de Febrero, et puis celle de Magdalena de la Paz, et puis encore celle de San Juan Apóstol Cancuc. Voilà comment se sont formées les sept MAREZ de notre zone.

Questions

Actuellement, combien de compañeros des bases d'appui continuent à vivre à Polhó en tant que déplacés ? À ces compañeros déplacés, est-ce que le Conseil leur a proposé de vivre sur des terres récupérées, même si c'est dans d'autres caracoles ?

Oui, *compañero*. Il y a des communautés où c'est rempli d'armes, de paramilitaires, et les bases d'appui ne peuvent pas rentrer y travailler. Notre commandement a dit qu'il y avait des terres récupérées dans d'autres *caracoles*. Un jour, les *compañeros* des bases d'appui se sont mis d'accord et sont allés travailler là-bas. Ils disent que le maïs ne pousse pas bien ou qu'on leur vole le maïs, ils disent tant de choses qu'ils sont revenus. Mais si, il y a quelques familles qui sont toujours là-bas, même si la plupart sont revenus et sont maintenant à Polhó.

Maintenant ils ne veulent plus aller travailler là-bas, ils ont trouvé différentes manières de vivre, certains font des travaux collectifs. Ça fait des années qu'ils sont allés travailler là-bas : il paraît que c'est en 1998 qu'ils sont allés travailler sur les terres récupérées. La plupart n'y sont pas restés, mais il y a en quand même certains qui ont leurs maisons là-bas, qui ont leurs animaux, leurs champs de maïs, leurs champs de haricots.

Et les compañeros qui sont restés, par exemple à Polhó, est-ce qu'on leur a proposé de faire comme ces compañeros qui non seulement vont travailler ailleurs, mais qui vivent aussi dans d'autres caracoles ? Autrement dit, est-ce qu'on leur a proposé de s'installer sur des terres et de fonder un village sur des terres récupérées ?

Maintenant ils ont changé de projet. Je ne sais pas comment vous expliquer combien de familles se sont organisées dans les différentes communautés, dans les différents groupes. Il y a quelques familles qui sont en train de travailler, elles vont travailler là-bas, et puis elles reviennent apporter le maïs à leur groupe, à leur communauté, elles travaillent de façon collective. Mais il n'y a pas longtemps, l'année passée, il y a eu plein de *compañeros* des bases d'appui qui se sont organisés pour aller travailler les terres récupérées, mais ils ne restent pas vivre là-bas de façon définitive : ils y vont travailler, et après ils reviennent chez eux. Mais il y a d'autres familles qui sont parties vivre là-bas et qui ne reviennent plus ; celles-là, elles ont quitté leurs maisons et le peu qu'elles avaient, elles l'ont laissé dans leurs groupes.

Mais nous ne tenons pas la liste des familles qui vont et qui viennent, nous ne contrôlons pas non plus le nombre de familles qui sont parties travailler et qui sont restées vivre là-bas. Une autre chose que le Conseil Autonome ne sait pas très bien, c'est combien de familles restent sur place, et combien vont et viennent. Mais maintenant, il y a tout un tas de *compañeros* des bases d'appui qui travaillent les terres récupérées ; mais ça, ça fait à peine un an qu'ils se sont organisés pour le faire. Nous ne tenons pas la liste des familles qui sont restées ici et de celles qui sont parties, nous ne savons pas combien elles sont, combien sont passées au PRI ou sont entrées dans d'autres organisations : ça, nous ne le contrôlons pas très bien. Nous, en tant que Conseil de Bon Gouvernement, nous ne le contrôlons pas très bien, c'est notre erreur, c'est ce qui ne va pas dans nos travaux.

Ici, on dit que le Conseil de Bon Gouvernement n'a pas de plan pour résoudre les problèmes de ces compañeros, que le Conseil n'intervient pas auprès de ces compañeros qui s'en vont travailler sur des terres récupérées et qui reviennent chez eux ; on dit qu'il y en a des tas, mais on ne connaît pas leur nombre exact, il n'y a pas de liste de ceux qui vont et de ceux qui reviennent. Quelle est donc la fonction du Conseil de Bon Gouvernement vis-à-vis des compañeros déplacés ?

Nous n'avons pas encore de plan en tant que Conseil de Bon Gouvernement. Auparavant, quand les responsables régionaux donnaient leurs listes on savait combien ils étaient ; mais maintenant, il y a des *compañeros* qui ne veulent plus aller travailler là-bas. Maintenant ils sont à nouveau découragés, je ne sais pas combien de *compañeros* des bases d'appui se sont découragés cette année, pour ça, nous ne tenons pas bien les listes. La semaine passé à peine, on était en train de dire, avec les autres *compañeros* du Conseil de Bon Gouvernement, qu'on va se remettre à tenir la liste du nombre de familles qui sont en train de travailler, pour savoir combien ont leur maison là-bas, et combien il y en a qui vont et qui viennent.

Situation des déplacés de San Pedro Polhó

La commune de San Pedro Polhó a subi tout un tas d'attaques depuis 1997 ; à cette époque-là, il y avait déjà un Conseil Autonome, mais il n'y avait pas de Conseil de Bon Gouvernement. D'abord, on a essayé de prendre la mairie de San Pedro Chenalhó (c'est le nom de la commune officielle), mais le gouvernement est intervenu pour déloger le Conseil et les *compañeros* : 60 personnes ont été mises en prison pendant trois jours. L'endroit qu'ils ont démantelé, c'était à Chenalhó, pas au centre de Polhó.

Les *compañeros* sont revenus et ils ont cherché un endroit, un siège au centre de Polhó, où jusqu'à présent ils continuent à gouverner. Au début, le Conseil Autonome a commencé à fonctionner dans une maison qu'on lui prêtait. Le pire, ça a été les attaques de 1997, parce que des milliers de *compañeros* de différentes communautés ont été attaqués. Beaucoup de *compañeros* sont sortis de leurs villages, ont été délogés, ont dû abandonner leurs maisons, leurs terres, leurs plantations de café, enfin tout ! Certains sont tombés aux mains des paramilitaires, mais la plupart ont réussi à s'échapper et la plupart d'entre eux se sont concentrés sur la place principale de Polhó, où ils se sont organisés et ont installé un campement de déplacés : près de dix mille hommes, femmes et enfants se sont concentrés à cet endroit.

À l'époque il n'y avait pas de Conseil de Bon Gouvernement, il n'y avait que le Conseil Autonome. Eh bien, ce Conseil, il ne savait pas trop quoi faire de ces milliers de *compañeros* déplacés. Petit à petit on a appris qu'il y avait beaucoup de problèmes et beaucoup de déplacés, alors les organisations de solidarité internationale ont commencé à se rendre compte qu'il y avait des problèmes très graves. Ces organisations se sont rendu compte de ce qui se passait en arrivant directement sur place, parce que tout d'abord elles n'ont pas pu passer, elles sont allées demander directement ce qui était en train de se passer. On s'est mis à chercher des appuis, et même la Croix Rouge Internationale est venue, ils ont commencé à apporter quelques aides : un peu de maïs, de haricots, quelques boîtes de conserve.

Mais le problème, c'est que c'était la pagaille ; ça ne marchait pas, la façon de gouverner de ce Conseil Autonome : ils se contentaient de voir ce qui leur arrivait, ils voulaient commander et le distribuer directement aux déplacés ; mais les gens, les bases d'appui, se sont habitués à recevoir ces quelques aides. Ces aides, ils les distribuaient périodiquement, mais le Conseil Autonome ne contrôlait pas la façon de les distribuer, alors les gens finissent par s'habituer.

Après, on a commencé à dire que ce n'était pas bien, la façon dont ça se passait : c'était la même chose qu'avec le mauvais gouvernement, les *compañeros* étaient les seuls à recevoir les aides. Alors on a dit que ce n'était pas bien, la façon dont ça se faisait. On a dit qu'on était d'accord pour continuer à recevoir l'appui de la Croix Rouge, mais qu'auparavant ça devait passer par le Conseil Autonome, que ce soit le Conseil Autonome qui contrôle tout ça. Petit à petit on s'est mis à faire comme ça, mais cette aide de la Croix Rouge n'a pas duré longtemps parce qu'ils voulaient la distribuer directement, profiter de la souffrance des bases d'appui ; alors, la Croix Rouge a cessé de donner cette aide et s'en est allée. Après il y a eu un autre problème, les *compañeros* se sont mis à se plaindre :

- Qu'est-ce qu'on va faire maintenant ? - se plaignaient auprès des membres du Conseil Autonome
- Et quoi, Conseil, tu ne nous laisses plus recevoir ces aides - réclamaient les gens.

- Ce n'est pas bien, ce que nous sommes en train de faire - dit alors le Conseil Autonome qui tout à coup se montre énergique -. S'il nous arrive d'autres aides, vous n'allez plus recevoir ce que vous receviez auparavant, il faut voir d'abord si ça convient ou pas.

Alors le Conseil Autonome s'est un peu organisé, on a obtenu un autre appui d'un projet.



Le Conseil Autonome a organisé différents travaux, mais cette fois dans ce centre, dans leur campement, parce que les déplacés ne pouvaient pas revenir ni travailler leurs terres et voir ce qui se passait chez eux, on ne pouvait toujours pas passer.

Ça a duré comme ça pendant quelques années. Après, on a obtenu un peu d'aide de la part d'autres organisations, et alors on a organisé des travaux collectifs de culture potagère, d'élevage de poulets et de bétail. On a obtenu encore d'autres appuis, mais cette fois à travers le Conseil Autonome : par exemple, il y a une carrière de sable et de gravier dans la commune, et le Conseil Autonome a cherché le moyen de mettre à profit cette carrière.

Comme ça, on a mis en route un projet ; on a acheté une machine pour extraire le gravier et le sable, et on a commencé à en retirer quelques bénéfices que nous recevions de la main du Conseil Autonome, parce qu'à l'époque il n'y avait pas encore de Conseil de Bon Gouvernement. C'est à partir de ce moment-là que les choses ont un peu changé ; mais ça a été dur pour les *compañeros*, qui pensaient que c'était mal, cette façon de travailler du Conseil Autonome ; les gens n'arrivaient pas encore à comprendre.

Voilà le problème qu'on a eu, voilà comment ça s'est passé. Les paramilitaires continuaient à être installés dans leur communauté, ils ne laissaient pas rentrer ceux qui avaient été déplacés. Ce que le Conseil Autonome a fait, ça a été d'organiser un peu mieux les choses : il a demandé aux gens s'ils pouvaient encore résister et combien de *compañeros* pouvaient s'organiser. Ils ont alors demandé à d'autres *caracoles* où étaient les terres récupérées. On a demandé aux *compañeros* combien d'entre eux étaient disposés à aller vivre sur les terres récupérées, parce qu'on ne leur permettrait plus d'aller et venir tout le temps, parce qu'il y avait un autre accord sur la façon de travailler les terres récupérées. Voilà ce que le Conseil Autonome leur a dit.

Je ne me rappelle pas combien de familles ont décidé d'aller s'établir là-bas, mais ça n'a duré qu'un temps parce que peu à peu elles ont fini par revenir. C'est ça, le problème qu'on a eu : s'ils veulent nous faire croire qu'ils vont faire les choses, mais ne sont pas décidés à le faire, mieux vaut ne rien leur demander et qu'ils restent là. Alors, on a laissé passer quelque temps, et le Conseil Autonome s'est demandé ce qu'il pouvait faire des gens de cette commune.

Voilà ce qui s'est passé, pour que vous sachiez que ça a été une très mauvaise période, parce que les gens se sont habitués à recevoir l'aide humanitaire de la Croix Rouge Internationale, sans rien faire. Même si ce n'est qu'un petit peu de sel, de savon, de sucre, de maïs, les gens s'habituent, comme s'ils recevaient tout ça du mauvais gouvernement. Ça a duré quelque temps, mais on a décidé que ça ne se passerait plus comme ça, que c'était au Conseil Autonome d'organiser tout ça. Alors il s'est organisé petit à petit, et il a fini par prendre en main l'organisation de ces *compañeros*.

Il y a eu une forte résistance, parce que personne ne pouvait rentrer chez soi, parce que les paramilitaires étaient en train d'attendre. Ça a un peu changé quand on s'est rendu compte qu'il y avait des *compañeros* qui ne supportaient pas d'aller s'établir sur les terres récupérées. Alors, on s'est demandé de quelle autre façon ils pouvaient résister ; certains ont continué à faire les petits travaux collectifs, et d'autres ont monté un magasin de femmes, qui est une boulangerie, et les *compañeros* un autre magasin qui continue à fonctionner.

Après il y a eu un autre changement : ceux qui pouvaient revenir sur leurs terres qu'ils avaient dû abandonner, y sont retournés peu à peu. Et il y en a d'autres qui retournent travailler leurs terres, mais qui ne peuvent pas rester vivre là-bas parce qu'ils risquent d'être à nouveau attaqués par les paramilitaires. Les *compañeros* sont en train de s'organiser en petits groupes, en petits collectifs : chaque groupe s'organise pour retourner cultiver ses terres, mais seulement pour cultiver son champ de maïs, aller couper son bois et s'occuper de ses caféiers s'ils sont encore là.

Il y a un village que les *compañeros* ont dû abandonner il y a quinze ans, et jusqu'à présent on ne les laisse pas y retourner, parce que c'est là que se concentrent les paramilitaires, et n'importe quelle base d'appui qui arrive là risque d'être à nouveau attaquée.

Il y a un autre village où la plupart des habitants retournent voir leurs terres, mais ne peuvent pas rester y vivre, ils sont obligés de revenir. C'est pour ça qu'on a examiné à nouveau le problème du travail sur les terres récupérées : on a demandé aux *compañeros* qui d'entre eux étaient décidés à aller travailler là-bas ; et s'ils ne se décident pas à rester définitivement sur les terres récupérées, qu'ils y aillent ne serait-ce que pour les travailler. Le problème que ça pose, c'est que ça va leur revenir très cher d'y aller seulement pour s'occuper de leurs champs de maïs. Dans ce cas, je ne sais pas ce qu'on peut faire.

Mais ça, c'est un accord pris par les deux Conseils de Bon Gouvernement : les *compañeros* de La Garrucha sont allés au Conseil d'Oventik, ils ont discuté pour savoir s'il y avait encore des terrains que les *compañeros* peuvent travailler, même s'ils ne vont pas s'y établir, mais il y a déjà un accord. On est en train d'ouvrir le chemin, il y a des *compañeros* qui sont à Benito Juárez, à Río Naranjo : là, le terrain est plus ou moins prêt ; ils sont en train d'y aller, mais on ne sait pas combien de temps ils pourront résister, parce qu'on ne sait pas s'ils supporteront pendant longtemps de faire comme ça l'aller-retour. On verra bien, mais c'est un accord qui a été pris par les deux Conseils de Bon Gouvernement, et pas seulement de San Pedro Polhó, mais aussi pour d'autres communes où on va leur demander s'ils sont disposés à travailler sur ces terres.

Aquileo (Membre du Conseil Municipal. MAREZ San Pedro Polhó)

C'est une histoire fort amère, celle de cette commune autonome de San Pedro Polhó. La vérité, c'est qu'en 1997 beaucoup de *compañeros* et de *compañeras* se sont perdus dans la montagne, certains ont disparu dans les rivières, beaucoup de *compañeras* sont tombées malades, d'autres étaient enceintes et certaines ont bien souffert, leurs enfants sont nés en pleine campagne, sur les chemins.

Quand les militaires sont entrés en 1995, ils ne savaient pas quoi faire pour tromper les gens : ils leur faisaient des cadeaux, ils leur donnaient à manger, ils se faisaient passer pour des docteurs, des coiffeurs, ils sont très filous. Les gens pro-gouvernement demandaient à manger aux militaires et les femmes, les jeunes filles – sauf les *compañeras* zapatistes – allaient les voir. Et eux, ils leur ont même fait des enfants dans ce campement où ils étaient installés, et ils leur donnaient à manger. Au moment de cette attaque en 1995, nous ne sommes pas restés les bras croisés ; en réalité, nous sommes mieux organisés, nous sommes devenus plus forts, nous savons mieux comment nous organiser.

En ce moment, dans la commune autonome de San Pedro Polhó, où on nous a fait don d'une pelle mécanique et d'un camion à benne basculante, c'est la communauté elle-même, avec les autorités locales, municipales et du Conseil de Bon Gouvernement, qui s'efforce de s'organiser pour mieux pouvoir travailler dans cette carrière de sable et de gravier.

Là-bas, les gens se sont organisés pour commencer à travailler et pour contrôler ces travaux ; c'est pour ça qu'on a cherché des *compañeros* qui puissent se charger de ce contrôle. Ces *compañeros* travaillent à la semaine et contrôlent la pelle mécanique, le camion et la machine à parpaings que nous avons aussi. Les bases d'appui se relaient toutes les semaines pour faire ces travaux ; les autorités non, parce qu'elles sont dans leur bureau ou à la mairie, ces *compañeros* contrôlent les entrées d'argent qu'il y a chaque semaine, cet argent arrive aux mains du secrétaire de mairie, du conseil municipal, du trésorier municipal et de l'administrateur municipal, ce sont eux qui se chargent de ce contrôle.

L'argent qui entre ne reste pas dans le bureau ou à la trésorerie. Il est utilisé pour les frais de la commune, qui sont gérés par le trésorier municipal : une partie va au trésorier du projet, une autre au trésorier municipal. Le trésorier municipal utilise cet argent pour payer les frais de transport des autorités locales et régionales, et aussi les frais qu'il y a dans d'autres secteurs de travail comme la santé, l'agroécologie, les rebouteuses, les sages-femmes, etc. Cet argent sert aussi à financer leurs déplacements, on les aide un peu à payer leur transport, c'est l'obligation du trésorier municipal. Voilà comment on gère cette carrière, voilà comment on travaille de façon organisée dans chaque commune et dans chaque communauté.

Agressions économiques du mauvais gouvernement

Víctor (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan Apóstol Cancuc)

Le mauvais gouvernement n'a pas pu venir à bout de nos *compañeros* en les faisant tuer par ses militaires et a dû chercher une autre façon d'en venir à bout par des moyens économiques, pour voir si notre peuple résiste ou pas. C'est comme ça que le gouvernement s'est efforcé de diviser le peuple, de faire en sorte que nous nous disputions entre nous : ça a été une attaque très forte pour le peuple zapatiste, pour ceux qui sont en lutte. Mais les *compañeros* et les *compañeras* ont résisté, ont tenu bon, malgré toutes ces choses tristes dont nous venons de parler, ils ont résisté encore plus, ils ont tenu bon malgré les souffrances. Le gouvernement n'a pas pu venir à bout de nos *compañeros*, il a dû trouver un autre moyen d'en venir à bout.

Les *compañeros* se sont efforcés de trouver d'autres façons de résister à ces attaques, grâce aux travaux. Ils se sont efforcés de travailler sous forme de collectifs, ils se sont débrouillés pour survivre, pour continuer à résister aux attaques. Le mauvais gouvernement s'imaginait qu'il viendrait facilement à bout des bases zapatistes, mais ça ne s'est pas passé comme ça : ils ont tenu bon, même si ça a été au prix de grandes souffrances, mais ils ont tenu bon.

Dans notre zone de Los Altos nous avons répondu à ces agressions en organisant des travaux collectifs ; il y a très peu de travaux collectifs, mais il y en a quand même. Il y a des magasins-coopératives ; il y a quelques champs de maïs qu'on travaille de façon collective, mais il y en a très peu parce que dans cette zone nous avons très peu de terres. Il n'y a pas assez de terre, mais les *compañeros* et les *compañeras* ont dû s'ingénier à continuer, ils ont dû monter des élevages de poulets, des magasins d'artisanat et quelques boulangeries.

Ce n'est que comme ça qu'on arrive à survivre, nous, les bases d'appui. Quoi qu'il se passe, on doit tenir bon. Les formes de terrains, leur surface, tout est différent d'une zone à l'autre ou d'une commune à l'autre. Dans notre zone on n'a pas pu les faire en grand, les travaux collectifs, mais c'est parce que nous n'avons pas assez de terre, parce que parfois on n'a pas la place pour les faire. Dans cette zone, c'est comme ça qu'on a résisté, c'est comme ça qu'on a tenu le coup, et on va continuer à résister aux attaques, on va continuer à tenir le coup. C'est comme ça qu'on a répondu aux agressions économiques, en organisant les travaux. C'est comme ça que le peuple a résisté.

Les *compañeros* du CCRI, autrement dit le Comité, les responsables locaux, régionaux, nous avaient dit avant 1994, que quand le moment serait venu de prendre les armes, il faudrait faire attention. Dans chaque communauté, les responsables nous ont recommandé : « Faites attention, quand ce sera le moment de prendre les armes ou de déclarer la lutte, le mauvais gouvernement va lancer ses attaques économiques contre nous ».

Moi, je ne le croyais pas, mais si, ça s'est passé comme ça : ces attaques économiques sont arrivées, j'ai gardé tout cela présent à l'esprit, et aussi dans ma conscience ; les autres *compañeros* et *compañeras* eux aussi se rappellent qu'avant 1994 on nous avait dit que pour lancer ses attaques le gouvernement utilise toujours des moyens économiques. C'est ce qu'on nous avait dit, qu'il donne toujours de l'argent et d'autres choses encore ; nous savons que le mauvais gouvernement envoie toujours ses projets de production, envoie toujours des matériaux pour construire des maisons.

Et en effet ça s'est passé comme nous l'avaient dit les responsables locaux et régionaux ; c'était bien vrai, ce qu'ils nous avaient dit. C'est pour ça qu'avant 1994 on faisait toujours des collectifs, on était très forts, on faisait jusqu'au bout les travaux collectifs. Les *compañeros* et les *compañeras* de chaque groupe ou de chaque communauté, de chaque village, s'organisaient toujours très bien, ils étaient très forts, ils faisaient leurs travaux collectifs jusqu'au bout : toutes les dépenses, toutes les entrées d'argent, toutes les ressources économiques, les semences de maïs, l'élevage des volailles, tout se faisait sous forme de travaux collectifs.

Hélas, après le soulèvement armé de 1994 les ressources économiques du mauvais gouvernement n'ont pas tardé à arriver ; beaucoup de *compañeros* ont bien vu qu'il envoyait ces ressources pour faire croire que c'était un bon gouvernement. Les *compañeros* et les *compañeras* se sont rendu compte qu'il voulait donner l'impression d'être un bon gouvernement ; mais d'autres n'ont pas beaucoup de conscience, c'est pour ça qu'ils ont accepté les ressources économiques du mauvais gouvernement.

Nous savons tous que le gouvernement envoie des volailles, des moutons, des serres, parce que dans les terres froides il y a toujours des gelées qui tombent, et c'est pour ça qu'ils envoient des serres pour protéger le produit qu'on a semé. À San Andrés et à d'autres endroits encore plus froids, ils envoient des arbres fruitiers. Certains *compañeros* leur font confiance, alors ils passent de leur côté. Mais ils ne se contentent pas de faire ça : ils envoient des matériaux pour construire des maisons, on se rend compte qu'au bord des routes il y a des tas de gravier, de sable, de parpaings pour construire des maisons. Ils nous envoient aussi ce qu'ils appellent des sols en dur et des latrines, voilà tout ce qu'ils envoient à ceux de leur parti.

Nous, notre façon de répondre à ça, ce sont les travaux collectifs, même si on en a très peu. Par exemple, les femmes sont en train de s'organiser, les *compañeros* pensent qu'ils ne doivent pas faire confiance au gouvernement. Beaucoup de *compañeros* ne font pas confiance au gouvernement, c'est pour ça qu'ils résistent, ils n'ont pas confiance dans les projets du mauvais gouvernement.

Notre réponse consiste à semer un peu de maïs, parce qu'on n'a pas beaucoup de terre ici. On n'a pas beaucoup de terre, juste ce qu'il faut pour construire une maison, pour que les *compañeros* puissent vivre avec tous leurs animaux, leurs volailles. C'est pour ça que beaucoup sont retournés cultiver les terres récupérées, sont allés travailler dans les collectifs, semer du maïs ; quelques-uns cultivent le café, et il y en a d'autres, mais peu, qui cultivent les bananes.

Voilà ce qui est en train de se passer ici, dans la zone de Los Altos, avec le mauvais gouvernement et les coups qu'il nous donne au niveau économique. Le Conseil de Bon Gouvernement et les communes n'ont pas encore organisé beaucoup de travaux collectifs, mais ce que nous devons savoir pour partager nos expériences, c'est ce que le Conseil de Bon Gouvernement est en train de faire là-bas : comment est-ce qu'il répond aux agressions économiques dans cette zone ?

Nous n'avons pas encore trouvé la meilleure façon d'organiser les villages. Le Conseil de Bon Gouvernement n'a pas encore en main certains travaux collectifs, c'est très différent de ce que nous ont raconté les *compañeros* de La Realidad et de La Garrucha où ils travaillent les champs de maïs, où il y a des collectifs de bétail : ici, on n'a rien de tout ça. Nous, la façon qu'on a de résister, c'est essentiellement à travers la force du peuple, la plupart du temps ça se passe au niveau individuel. Bien sûr, il y a des endroits où il y a des collectifs, mais ce sont les villages qui organisent tout ça, petit à petit.

Il faut dire qu'au début, quand il n'y avait pas de Conseil de Bon Gouvernement, pas de Conseil Autonome, il y avait ce qu'on appelait des régions centrales ; avant 1994, le peuple était déjà en train de s'organiser un petit peu. Je crois que certains – les vieux comme nous – se rappellent qu'ici ça s'appelait « zona zoológicos » ; il y avait des régions plus proches, ce n'étaient pas les régions dont on parle maintenant dans la zone, quand les villages ont commencé à se former, à se recruter, ça avançait du point de vue politique, mais pas avec le Conseil de Bon Gouvernement, pas avec le Conseil Autonome, juste avec les responsables locaux, régionaux, et le CCRI.

À l'époque ça avançait un peu, les travaux collectifs. Puis il est arrivé un moment, comme six ou sept ans après avoir commencé à s'organiser, où les *compañeros* se sont tous réunis pour travailler le maïs, les haricots, les poulets, les moutons. Tout se faisait sous forme de travail collectif, presque comme dans le socialisme ; personne n'avait le droit de travailler seul, pour son compte, mais seulement dans des collectifs. Ils ont vécu un peu comme ça, mais dans la clandestinité ; mais tout ça, petit à petit, ça commençait à se savoir.

- Qu'est-ce que ces groupes sont en train de faire ? Qui sont-ils ? Des communistes ? Des socialistes ? a-t-on commencé à nous accuser.

Voilà ce qu'il y avait autrefois. Mais, malheureusement, à partir de 1994 cette organisation a commencé à disparaître ; je ne sais pas si ça a été une décision du CCRI, des responsables, je l'ignore. En tout cas, ça a disparu. La plupart des *compañeros* se sont dispersés, ce qu'ils étaient en train d'organiser est tombé à l'eau, et c'est pour ça que ce n'est pas facile à remettre à flot. Espérons qu'on comprendra qu'ici, dans la zone de Los Altos, c'est tout à fait différent, on n'a pas encore trouvé la façon idéale de travailler. Dans la plupart des communes la terre est travaillée en commun, mais il y a aussi des terres qui sont parcellées ; les *compañeros* ont leur petit terrain où ils construisent leur petite maison, ils ont quelques champs de maïs qu'ils peuvent cultiver.

Le problème, c'est que dans cette zone il n'y a pas moyen de s'organiser comme on nous a dit que ça se faisait dans d'autres *caracoles* : voilà la justification. Nous pensons que c'est comme ça, ou peut-être alors que nous n'avons pas encore trouvé la façon de nous organiser, mais pour le moment c'est comme ça.

Certains *compañeros* essaient maintenant de mettre en route des travaux collectifs dans chaque commune, mais ce n'est pas là une initiative du Conseil de Bon Gouvernement, c'est seulement une initiative des villages. Je ne sais pas combien d'habitants a la commune de Magdalena, mais depuis 1994 ils ont commencé à s'organiser et ils continuent à résister, même si ce n'est plus le cas de tous, mais depuis cette année-là ils continuent à s'organiser. Les *compañeros* de cette commune travaillent en partie de façon individuelle et en partie de façon collective, comme leur café et d'autres travaux encore qu'ils font mais qui ne sont pas contrôlés par le Conseil de Bon Gouvernement.

À San Juan, les *compañeras* ont à peine commencé à s'organiser, mais pas avec leur propre argent : elles ont reçu certaines aides et elles ont monté un magasin ; les *compañeras* travaillent ensemble dans le magasin collectif, mais pas comme on nous a dit que ça se passait dans d'autres *caracoles* qui ont vendu une partie de leur café, une partie de leur bétail pour pouvoir commencer. Non, là c'est tout à fait différent.

Voilà la réponse qui est donnée à l'agression économique ; on ne peut pas raconter en un seul jour tout ce que le mauvais gouvernement est en train de faire : les communautés sont en train d'être totalement divisées. Les petits groupes sont séparés les uns des autres : ici les groupes officiels, l'école officielle et l'école autonome ; à San Andrés, il y a le Conseil Autonome et juste en face les officiels, ils sont face à face. C'est très différent dans cette zone, c'est pour ça qu'on ne peut pas dire en un seul mot comment les villages sont organisés.

Un autre *compañero* (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan Apóstol Cancuc)

En 2005, quand je faisais partie du Conseil de Bon Gouvernement, nous avons élaboré un plan pour les sept communes autonomes. Je me rappelle qu'on a investi dans ces communes, mais comme c'était juste au moment où j'ai laissé mon poste, je ne me rappelle plus de la somme qui a été investie ; en tout cas, on a investi un peu dans les communes autonomes pour mettre en place un travail collectif.

Par exemple, ma commune, celle de San Juan Apóstol Cancuc où je continue à être membre du Conseil, a reçu environ 18 000 pesos pour monter un magasin coopératif destiné aux conseils autonomes : c'est une façon de résister au niveau économique. Ce petit collectif du magasin continue encore à fonctionner ; les progrès n'ont pas été énormes, mais bon, on se débrouille quand même.

En 2010 il y a eu un problème, quand des affrontements se sont produits dans la communauté du Pozo, et la somme qu'on avait là-bas dans le magasin s'est un peu réduite. Le Conseil Autonome a pris un peu d'argent de là pour se maintenir ; en fait, il a été déplacé, et c'est pour ça que la somme qu'avaient les conseils s'est fortement réduite ; mais ce travail existe toujours, jusqu'à présent il continue à fonctionner.

Voilà ce qu'a fait le Conseil de Bon Gouvernement dans les sept communes, et pas seulement à San Juan Apóstol Cancuc ; quand cet investissement a été distribué c'était déjà l'année 2006, c'est pour ça que je ne me rappelle plus très bien combien a reçu chaque commune autonome.

Dans ma commune, à San Juan Apóstol Cancuc, il existe douze petits groupes de travaux collectifs, mais ça, en réalité, ce n'est pas dû à une initiative du Conseil de Bon Gouvernement. Comme on l'a dit, il n'y a pas moyen de faire de grands travaux collectifs, faute de terre ; cependant, cela ne nous a pas empêchés de réaliser des petits travaux dans la plupart des communautés de cette commune. Il y a des collectifs de culture de l'avocat, du maïs, de l'ananas, des haricots, sans parler du magasin ; mais tout cela, c'est un groupe assez réduit de petits travaux collectifs.

Il y a aussi certains *compas* qui sont en train d'analyser la situation pour voir comment résister en matière économique, parce que nous sommes tout le temps en train d'analyser, de discuter, d'organiser. En ce moment, il y a des gens de cette commune qui mettent en place un travail collectif, mais ils sont à peine en train de commencer ; ce travail a démarré, mais les *compañeros* ont encore beaucoup à faire pour bien comprendre.

Ces *compañeros* qui ont mis en place le travail sont en train de le faire ailleurs, sur les terres récupérées, par exemple à La Garrucha, c'est là qu'ils sont en train de travailler pour le moment. Ils ont mis en route ce travail collectif, mais ça ne veut pas dire qu'ils vont rester sur place : ils vont travailler là-bas et en reviennent, mais comme ils vont s'organiser par équipes, ça fait qu'il y aura toujours quelqu'un là-bas. Tout ça, c'est en train de se faire aussi grâce à nos chefs qui ont autorisé ce projet. On n'a pas trouvé une autre façon de faire démarrer ce travail collectif, mais la seule façon qu'on a jusqu'à présent, c'est d'aller travailler là-bas, même si c'est loin, mais on ne sait pas si les *compañeros* vont pouvoir tenir bon.

Résistance idéologique

Bulmaro (Membre du Conseil Autonome. MAREZ Magdalena de la Paz)

Nous, on est en train de résister à ce que le mauvais gouvernement fait dans toutes les communes avec ses partis politiques. Comme nous résistons, le mauvais gouvernement entre dans chaque communauté au moyen de ses partis politiques, dans nos communes autonomes il fait tout ce qu'il peut pour nous convaincre d'abandonner la lutte.

Il met tout un tas de choses dans ses médias : la radio et la télévision. Mais nous, dans les communes autonomes et dans la zone, nous sommes en train de mettre sur pied une organisation pour que nos *compañeros* ne se laissent pas convaincre par tout ce que le mauvais gouvernement dit à la radio et à la télévision. Nous, nous sommes en train de répondre au niveau idéologique-révolutionnaire, avec les radios communautaires. Voilà ce que nous sommes en train de faire pour ne pas être victimes de la politique du mauvais gouvernement ; nous avons Radio Resistencia, Radio Amanecer et Radio Rebelde.

Questions

Peux-tu nous parler de ce que le mauvais gouvernement est en train de faire et de ce qu'il est en train d'arriver aux habitants de ce qu'on appelle la « cité rurale », celle de Santiago El Pinar ? Qu'est-ce qu'il se passe avec les gens de là-bas ?

C'est le gouvernement qui a créé la cité rurale dans la commune de Santiago El Pinar. Nous, nous vivons tout près de là ; mais nous, nous organisons ce que nous allons faire. Les habitants qui sont originaires de Santiago vivent dans cette cité rurale, mais ce que le gouvernement a fait, ce n'est pas une maison digne, on se rend parfaitement compte qu'il n'a fait que tromper les gens de Santiago. Nous, comme nous sommes dans notre organisation en tant que zapatistes, nous voyons que le mauvais gouvernement fait des mauvaises choses, et nous organisons de plus en plus la résistance.

Réponse d'un autre compañero :

Dans la cité rurale, au début ils ont construit des maisons. Ce que nous racontent les *compañeros*, c'est que les matériaux de construction sont très minces, comme le contreplaqué – pas comme les bonnes planches que nous avons ici, chez nous. Maintenant, ces constructions sont toutes gonflées, on dirait des ballons : elles sont toutes délabrées parce qu'elles ne résistent pas aux vents forts, à la chaleur et à la pluie, tous les matériaux de ces maisons sont en très mauvais état.

Plusieurs familles, originaires de différentes communautés, sont allées s'installer quelques jours dans cette commune, elles ont habité dans ces maisons. D'après les informations que nous présentent les médias sur la cité rurale, ces maisons ont une toute petite cuisine, de trois mètres sur trois, une chambre et, à côté, une salle de séjour. Mais on ne pouvait rien faire là-dedans, parce que les gens ne pouvaient pas installer leur fourneau dans cette maison. À l'heure qu'il est, ça ne marche pas : les familles y sont restées quelques jours mais, d'après ce qu'on nous a dit, elles ont dû retourner dans leurs communautés. Quelques familles vivent encore là, mais dans de très mauvaises conditions. Il paraît que c'est une petite colline, et au-dessus de l'endroit où se trouvent les constructions ils ont installé des réservoirs d'eau, mais ils ne fonctionnent pas.

Il paraît qu'il y a une banque pour placer de l'argent ; je ne sais pas si c'est une banque de l'État ou de la commune, mais en tout cas elle ne marche pas. Ce ne sont que des décombres, des ruines. Rien à voir avec cette fameuse « cité rurale », qui a un bien joli nom, mais où il n'y a rien en réalité. Comment voulez-vous qu'on croie à ces projets et à tout le reste ? Ce ne sont que des mensonges.

Tout ça, ça fait partie de la guerre de l'ennemi ; c'est pour ça, si certains *compañeros* de cette zone se sont laissé convaincre par ces idées, c'est parce qu'ils sont arrivés jusque-là, et pas parce qu'ils vont avoir une vie plus digne. Ceux qui quittent l'organisation ou ceux qui sont dans les partis n'ont pas eu une meilleure vie que les *compañeros* bases d'appui. Maintenant, pour ce qui est de la cité rurale, ce qu'ils en ont dit et ce qu'ils sont en train de faire là-bas, ce sont tout simplement des mensonges.

Je vais vous donner un exemple de la manipulation idéologique que réalise le mauvais gouvernement à Santiago El Pinar : aux femmes, il leur a promis qu'il allait leur donner des élevages de poules pondeuses. Dans les élevages, il faut donner à manger aux poules ; quand on leur a donné tout ça, on leur a donné beaucoup de poules pour qu'elles pondent : alors voilà, au début tout allait très bien, parce qu'en effet les poules pondaient beaucoup. Mais le gouvernement n'a pas cherché de marché pour qu'elles puissent les écouler. C'est vrai que les poules ont beaucoup pondu, mais ces élevages ne peuvent pas concurrencer les grandes surfaces qui vendent les œufs.

Nos frères nous racontent qu'ils ont tout partagé entre eux, mais le gouvernement n'a plus donné d'aliment pour les poules ; les poules sont devenues toutes pâles, elles ont arrêté de pondre, et les femmes se sont alors demandé :

- Eh bien, qu'est-ce qu'on va faire ?

- Il faut qu'on coopère entre nous.

- Mais comment est-ce que je vais faire pour coopérer si les œufs, je les ai déjà mangés ? D'où je vais sortir l'argent ?

Et alors les poules sont mortes. Ça n'a rien donné, ce que dit le mauvais gouvernement. Ça ne sert qu'à faire venir les journalistes pour qu'ils filment tout ça et qu'on voie à la télévision que ça a bien été distribué aux gens, que tout est bien joli. Mais si ça dure un mois ou deux, c'est déjà beaucoup : au bout de trois mois il n'y a plus rien.

C'est là qu'il y a un problème, parmi tant d'autres. Les maisons ne servent à rien, parce qu'elles sont toutes gonflées, on dirait des crapauds. Les femmes ont l'habitude de faire leurs *tortillas* sur un fourneau, ou sur un feu qu'elles allument par terre ; mais dans ces maisons, le sol est en bois, en contreplaqué, et on ne peut pas faire de feu. Ils leur ont donné des bouteilles de gaz, mais si vous ne savez pas utiliser ces bouteilles, elles vous durent moins d'un mois ; c'est pour ça que les bouteilles sont là, abandonnées ; il y a une cuisinière, qui ne sert à rien.

La vie des paysans, des indigènes, c'est d'avoir derrière la maison un petit jardin avec des légumes, avec des cannes à sucre, des ananas, des bananiers – bref, avec tout ce qu'il leur faut : voilà notre façon de vivre, à nous ; mais là-bas, il n'y a rien : la maison, un point c'est tout. Ceux qui sont allés s'installer là-bas ne savent pas quoi faire : maintenant qu'ils sont loin des terrains où ils vivaient, ils doivent y retourner travailler, mais ça fait à nouveau des dépenses pour aller et venir.

La politique du mauvais gouvernement, c'est d'en finir avec la vie en communauté, la vie communautaire, c'est que tu laisses là ton terrain ou que tu le vendes, et si tu le vends tu es foutu ! C'est une politique d'injustice, c'est créer encore plus de misère. Tous les millions qu'ils reçoivent de l'ONU, qui est l'Organisation des Nations Unies, c'est le mauvais gouvernement qui les empêche, que ce soit le gouvernement de l'État, de la commune ou le gouvernement fédéral : ils les gardent pour organiser ceux qui provoquent des problèmes dans les communautés, surtout pour nous provoquer des problèmes à nous, les bases d'appui.

C'est la suite de la politique dont on a beaucoup parlé à propos du Plan Puebla-Panama ; maintenant ils ne veulent plus qu'on en parle, et c'est pour ça qu'il n'en est plus question dans les médias. Ce qu'ils font maintenant, ça porte un autre nom, parce que le Plan Puebla-Panama a été vivement critiqué, mais c'est la même chose. La seule chose qu'ils ont faite, ça a été de changer le nom de leur plan pour continuer à séparer les communautés les unes des autres, pour en finir avec les pratiques communautaires qui peuvent encore subsister. Et ils vont continuer à faire la même chose parce que là-bas, sur la côte, du côté de Motozintla, de Huixtla, il paraît qu'ils vont construire une autre cité rurale, et du côté de Huixtán aussi. Ce qu'ils veulent, c'est en finir avec la communauté, mais cela ne nous apporte rien de bon.

Résistance culturelle

Esmeralda (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Juan de la Libertad)

Le mauvais gouvernement nous attaque au niveau culturel, au niveau social ; en matière d'éducation il essaie d'en finir avec notre savoir, avec notre langue. Mais nous résistons, parce que nos promoteurs d'éducation enseignent les deux langues, ils nous les apprennent pour qu'elles ne se perdent pas.

En ce qui concerne notre habillement : la plupart des hommes, dans notre zone des Altos, n'utilisent plus le costume traditionnel ; ils utilisent les vêtements qu'on trouve dans le commerce ; mais nous les femmes, la plupart d'entre nous, nous conservons notre costume et notre habillement traditionnel.

En ce qui concerne l'alimentation : dans notre zone, la base de l'alimentation, c'est le maïs, les haricots, les piments, les courges, les *chilacayotes*, les *chayotes* et d'autres légumes ; c'est ce que nous cultivons, parce que c'est notre alimentation naturelle ; ce que vend le mauvais gouvernement dans les magasins, nous savons bien que ce ne sont pas des bons aliments.

En ce qui concerne la construction des maisons : là c'est en train de se perdre, parce qu'il ne reste plus grand-chose des matériaux que nos ancêtres utilisaient autrefois pour construire leurs maisons.

En ce qui concerne les fêtes : dans les communes et les communautés de la zone, nous avons encore nos musiciens traditionnels ; les gens continuent à danser sur ces musiques, mais un petit peu moins quand même.

En ce qui concerne la religion : nous continuons à respecter nos lieux sacrés, comme la source et les collines sacrées. On combine la religion catholique et ce que font les anciens. On joue aussi de la musique traditionnelle, et on la danse.

Moisés (Membre du Conseil Autonome)

On est en train d'essayer de récupérer notre culture, parce qu'autrefois nos anciens avaient leur propre culture. On s'est mis à analyser la façon dont on pourrait la récupérer, parce qu'on est un peu en train de la perdre ; mais il y a beaucoup d'obstacles à vaincre, il y a beaucoup de choses à récupérer. Par exemple, en ce qui concerne la médecine traditionnelle, autrefois nos *compañeras* ne faisaient pas appel au docteur le jour où elles accouchaient. Elles s'occupaient de tout à la maison : elles avaient leurs médicaments, elles avaient leurs plantes médicinales. Il reste encore beaucoup de choses à récupérer. Il faut voir, il faut savoir comment nous pouvons récupérer notre culture.

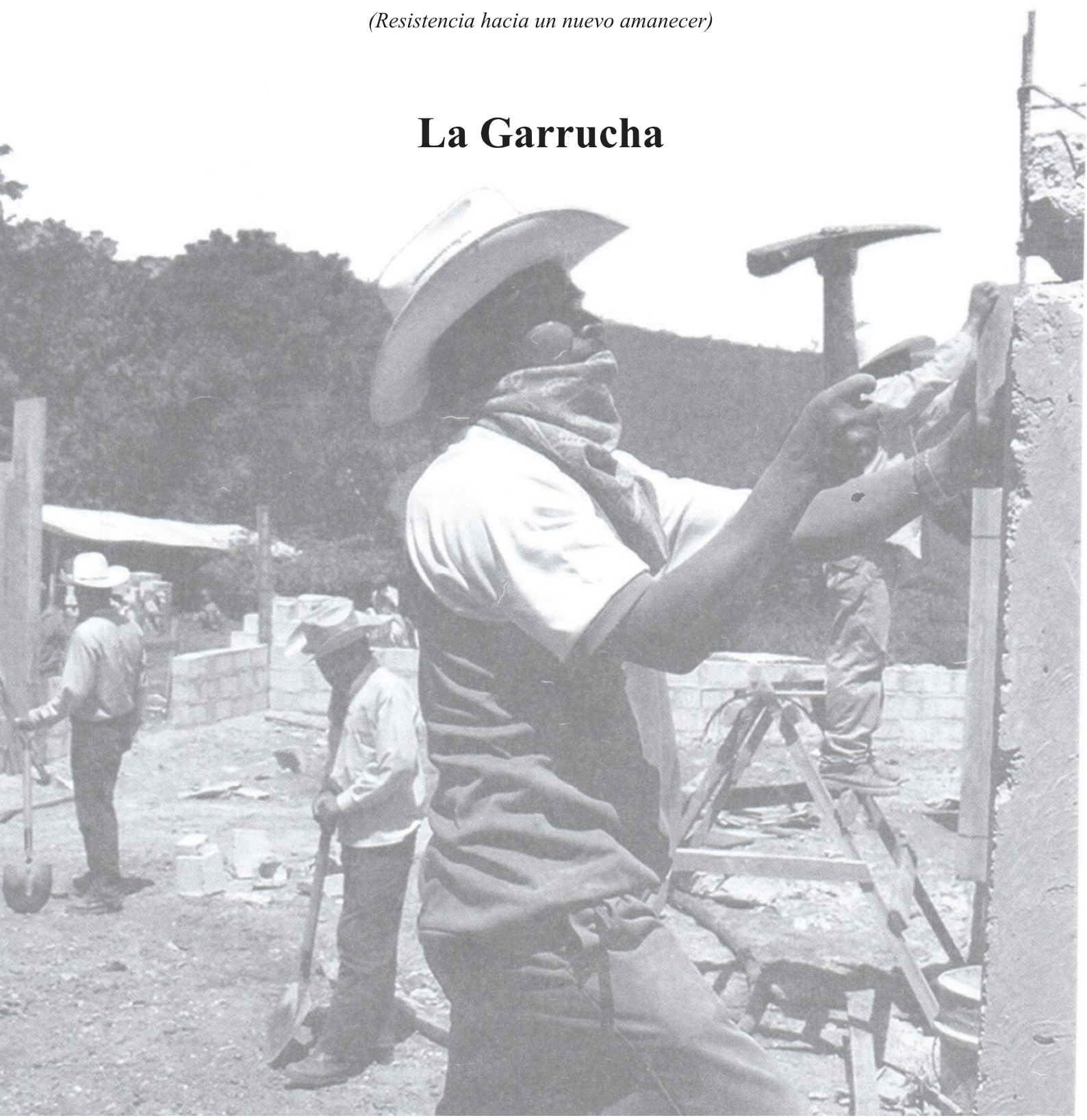
C'est vrai qu'on a reçu toutes sortes d'attaques ; mais ici, à travers nos médias, à travers les radios communautaires on est en train de diffuser notre culture, on doit répondre aussi aux attaques. Parler, c'est aussi une autre façon de résister, de faire savoir que ce que dit le gouvernement, ce n'est pas vrai. Nous ne parlons pas beaucoup. La plupart d'entre nous, nous ne savons pas bien traduire ce qui est en train de se passer, nous ne savons pas bien nous exprimer parce que nous ne parlons pas assez en espagnol, parce qu'ici dans cette zone nous parlons tous notre langue ; mais il n'y a pas de raison d'en avoir honte, parce que c'est notre culture originelle.

Caracol III

Résistance vers une nouvelle aurore

(Resistencia hacia un nuevo amanecer)

La Garrucha



Résistance autonome

Roberto (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Ricardo Flores Magón)

En tant que bases d'appui zapatistes de cette zone, nous nous organisons dans les quatre communes autonomes rebelles : San Manuel, Ricardo Flores Magón, Francisco Villa et Francisco Gómez ; nous nous organisons pour résister à tous les projets et à toutes les agressions du mauvais gouvernement criminel oppresseur.

Nous constituons nos propres autorités autonomes dans différents domaines de travail : des agents et des commissaires, aussi bien hommes que femmes, des conseillers et des conseillères, des commissions agraires, d'honneur et de justice, des Conseils de Bon Gouvernement, des conseils de santé et des conseils d'éducation. Nous créons nos autorités pour administrer nos revendications d'autonomie : terre, toit, santé, éducation, travail, alimentation, justice, démocratie, culture, indépendance, tout cela sans l'intervention des fonctionnaires du mauvais gouvernement et sans entretenir aucun rapport avec eux.

Nous organisons les gens de nos villages pour qu'ils ne se démoralisent pas face aux projets et aux programmes du mauvais gouvernement, nous leur expliquons quelles sont les stratégies ou les ruses auxquelles ont recours ces mauvais gouvernements pour nous faire oublier nos identités culturelles et traditionnelles, nos coutumes – bref, toutes les connaissances de nos aïeux qui maniaient la parole vraie. Nous leur expliquons ce qui est en train de se passer dans notre pays, le Mexique, ce que ces mauvais gouvernements sont en train de provoquer à leurs trois niveaux : au niveau de l'État, au niveau fédéral et au niveau municipal.

Une fois entrés dans la résistance, nous avons constitué nos autorités et nous nous sommes organisés pour travailler tous ensemble : pour travailler avec nos villages, avec nos régions, avec nos communes et même au niveau de la zone. Nous avons mis en place des collectifs pour élever le bétail, pour cultiver le maïs, les haricots, le café, dans le but de renforcer notre autonomie, de faciliter les travaux de nos autorités dans chaque centre et chaque région, dans la commune et dans la zone, de sorte à exercer l'autonomie.

Résister, ça ne veut pas dire qu'on ne va pas travailler. La résistance, c'est pour travailler, parce qu'elle est faite et construite par le peuple : ça veut dire que la résistance est notre maison, notre toit, l'abri où nous allons nous retrouver pour travailler en tant que villages et en tant que familles, en tant que *compañeros* et en tant que *compañeras*.

Alors que nous sommes en train de travailler et de nous organiser, surviennent les attaques, les coups des trois niveaux du mauvais gouvernement qui sont les auteurs, les coupables de ce qui est en train de se passer. Ce sont eux qui ont envoyé les différentes compagnies et corporations policières dans nos villages, dans nos régions et dans les communes de notre zone afin de nous intimider et de venir à bout de la résistance. Mais ils n'ont pas pu venir à bout de la résistance ; bien au contraire, nous continuons à travailler tous ensemble sous forme de collectifs, avec notre peuple.

La tâche du gouvernement autonome zapatiste, la tâche de nous tous qui travaillons dans notre village, dans notre région, dans notre commune et dans la zone, c'est de mener à bien notre travail en coordination avec chaque instance du gouvernement autonome, par exemple avec nos autorités municipales et régionales. Nous devons travailler et nous demander comment faire prospérer notre travail sous forme de collectifs en encourageant la santé et l'éducation de notre peuple, pour qu'on voit les fruits du travail que nous sommes en train de réaliser au sein de la résistance.



Les autorités se sont constituées sous forme d'agents de la santé, de l'éducation. Nous sommes en train de travailler et de tout mettre en œuvre pour que ce soit un exemple dans notre village, dans nos communes et dans la zone, un exemple aussi pour nos *compañeros* qui prendront la relève. Dans chacun des différents domaines, des *compañeros* et des *compañeras* ont été nommés pour mener à bien ces travaux, parce qu'en tant qu'autorités du Conseil de Bon Gouvernement nous ne pouvons pas travailler dans tous les domaines ; nous devons nommer des autorités chargées de travailler, de gérer et de contrôler ces différents domaines, de voir si ça fonctionne ou non. Nous faisons notre travail petit à petit ; je ne dis pas que tout est fait, mais que nous sommes en train de construire le chemin.

Valentín (Membre du Conseil de Bon Gouvernement)

Au *Caracol* III La Garrucha nous avons commencé à résister en 1994, après le soulèvement armé. C'est à cette date-là qu'a commencé la résistance, parce que les *compañeros* des comités nous ont avertis que la résistance commencerait ce jour-là et que nous ne pouvions plus recevoir une seule miette du mauvais gouvernement. C'est ce jour-là qu'a débuté la résistance aux agressions militaires du gouvernement contre nos communautés, contre nos villages. Nous sommes entrés en résistance.

Le 15 février 1994 les militaires du mauvais gouvernement ont essayé d'entrer dans la zone ; nous, les civils, nous n'avons rien fait ; ceux qui sont intervenus, ce sont les *compas* qui sont là pour ça, ils se sont chargés de la défense et n'ont pas laissé entrer les militaires, ils sont retournés chez eux. Le peuple est resté en état de résistance ; les villages n'ont rien fait, parce que nous ne pouvons pas répondre avec des armes ou autre chose, parce que nous savons que les civils eux non plus ne peuvent pas prendre les armes et résoudre les questions d'ordre militaire.

Tout ça, ça s'est passé en 1994 ; mais plus tard, le mauvais gouvernement s'est mis à envoyer des militaires, à former des groupes paramilitaires, des gardes blanches, pour porter un coup à chaque communauté, à chaque *compañero*. C'est à cette date qu'ont commencé les persécutions contre les autorités. Nous, ce que nous avons fait en tant que zapatistes, ça a été de nous organiser toujours plus pour résister.

La résistance, ça veut dire que, pour nous, c'est le mauvais gouvernement qui est l'ennemi. Au mauvais gouvernement, nous ne pouvons rien lui demander, même s'il vient nous l'offrir, même s'il essaie de nous convaincre, de nous acheter. Nous ne pouvons pas le faire, parce que nous ne luttons pas pour qu'on nous donne des miettes, pour qu'on nous fasse cadeau d'un morceau de tôle, d'un sac de ciment, d'un kilo de clous. Non, nous ne luttons pas pour ça. Là-bas, nous pensons que ce que nous allons faire, c'est résister à tous les projets que nous envoie le mauvais gouvernement. Le mauvais gouvernement met en œuvre une autre politique, qui est celle d'acheter les *compañeros*, il essaie d'acheter ou d'offrir de l'argent pour qu'en échange nous livrions nos armes, mais jamais nous ne les avons livrées et jamais nous ne les livrerons.

Après, le mauvais gouvernement a mis en place d'autres groupes paramilitaires : OPDDIC, Chinchulín, Paz y Justicia. Voilà le nom qu'ils ont donné aux groupes qu'ils ont formés là-bas pour venir nous attaquer sur les terres récupérées, pour nous enlever nos terres. Nous, les zapatistes, on est entré en résistance, on ne s'est pas laissé faire. On les a empêchés de nous enlever nos terres, parce que nous, on sait qu'elles ont été récupérées grâce au sang de nos *compañeros* tombés en 1994, on ne peut quand même pas lâcher prise comme ça.

Alors ce qu'on a fait, ça a été de continuer à résister, même si les *priistes* et les paramilitaires essaient d'en finir avec nous, essaient de nous chasser. Alors on a tous résisté : *compañeros* et *compañeras*, enfants, vieillards. On n'a pas lâché les terres. Même si eux prennent position là-bas, nous aussi on a pris position, on ne leur cédera jamais les terres. Ça a duré comme ça pendant plusieurs années : ils voulaient à tout prix nous enlever nos terres ; mais nous, on sait bien qu'on ne peut pas les livrer comme ça. Alors, pour essayer de trouver une solution à ce problème, pour éviter des massacres, on les a laissés prendre position de leur côté, tandis que nous, on a pris position du nôtre : chacun de son côté, comme ça on évite d'avoir des problèmes.

Après, le mauvais gouvernement a fait tout un tas de conneries qu'on connaît bien. Il s'est mis à dire qu'il n'y avait plus de zapatistes, qu'ils étaient tous morts, qu'il n'y en avait plus un seul ; ils ont même annoncé que le Sub (sous commandant Marcos) était mort, qu'il n'existait plus. Voilà ce qu'ils racontent à la télé, à la radio, aux informations ; mais nous, on n'y croit pas, parce qu'on sait bien que c'est pas comme ça.

Comme le gouvernement n'a pas pu en finir avec nous, le plus grand projet qu'il a introduit dans notre zone, c'est celui des planchers en dur. D'après ce qu'ils disent, ce genre de plancher, c'est pour les gens de leur parti, pas pour nous. À eux, ils leur offrent des tôles, du ciment, des armatures métalliques pour la construction. Mais au lieu que ce soient les *priistes* qui aient les meilleures maisons, c'est nous, les zapatistes qui avons plus de maisons avec des toits en tôle, avec des murs en planches, et ce sont les *priistes*, au contraire, qui ont les maisons les plus moches. Les *priistes* se voient offrir ce projet, mais au lieu que ce soient eux qui construisent leurs maisons, c'est nous qui leur achetons les matériaux et qui construisons nos maisons. On leur achète grâce à notre façon de travailler, avec notre argent, on n'a pas besoin du projet du mauvais gouvernement.

Le mauvais gouvernement s'est mis aussi à proposer d'autres choses, d'autres genres de projets ; pour l'élevage, par exemple, ou pour la culture du maïs il offre le programme PROCAMPO. Ça non plus, on ne va pas l'accepter, on n'est pas en train de l'accepter, parce qu'on sait qu'on est en résistance. Les *priistes* bénéficient aussi des programmes d'aide à l'élevage, mais au bout de quinze à vingt jours ils sont déjà en train de vendre le bétail, et c'est nous, les zapatistes, qui l'achetons. Mais nous, on l'achète avec notre argent, on ne reçoit pas l'aide du gouvernement.

De sorte que tout ce qu'a fait le mauvais gouvernement, ça a fini par se retourner contre lui. Cependant, il faut reconnaître qu'il y a quelques *compañeros* qui sont passés de son côté : on n'a pas la conscience tranquille, il faut l'avouer, parce qu'en effet c'est ce qui est en train de se passer. Le mauvais gouvernement a formé des groupes, a acheté certains *compañeros* qui faisaient partie des autorités, des comités ou qui participaient à d'autres genres de travaux. C'est ce qui s'est passé au *Caracol III*. Il y a un ancien *compa* qui s'appelle Constantino, alias El Santo ; et aussi un certain Faustino, qui luttait sous le nom d'Israel ; et un autre encore, Raúl Hernán, qui était connu sous le nom d'Ausencio.

Ces anciens *compañeros* ont formé des groupes pour essayer d'acheter les gens et ils ont créé une organisation nommée ORUGA ; d'autres *caracoles* ont mentionné cette organisation qui est originaire du *Caracol III La Garrucha*. C'est là qu'elle s'est formée, c'est de là que viennent ces *compañeros* et ce qu'ils ont fait, ça a été d'obliger les gens à entrer dans cette organisation, mais ils n'y sont pas arrivés parce que nous les zapatistes, nous sommes plus nombreux dans ma communauté. Je vais vous raconter pourquoi c'est important.

Un de ces anciens *compañeros* est venu dans ma communauté pour former des groupes, il y avait déjà une dizaine ou une quinzaine de frères qui faisaient partie d'ORUGA. Dans cette communauté, certains étaient en résistance ; c'est-à-dire que nous sommes divisés parce qu'il y a des *priistes* et il y a des zapatistes. Nous avons conclu un accord, parce que là-bas dans la communauté il y a plus de zapatistes ; c'est-à-dire que ce que nous disons, les *priistes* vont le faire eux aussi, nous avons un contrôle total. Nous avons expliqué ce que ça veut dire et nous avons dit que cette ORUGA, nous n'allons pas la tolérer dans notre communauté, parce qu'ils sont directement avec le gouvernement et que ce sont eux qui trahissent notre lutte.

Comme ça, nous avons réussi à faire disparaître ORUGA de la communauté, parce que celui qui ne voulait pas abandonner cette organisation, nous lui avons dit que nous allions l'expulser de la communauté, parce que cette organisation ne sert à rien, ce n'est pas une bonne organisation. Voilà comment nous sommes arrivés à éliminer ORUGA de la communauté, mais au niveau de la zone elle continue à exister. Maintenant elle a fait son apparition dans un autre *Caracol* ; je crois qu'il y en a déjà un certain nombre, parce que cet ancien *compa* a cherché ses *compañeros*, il a réussi à mettre en route quelques projets, mais ils ont utilisé des faux noms.

Un autre *compañero*

Ceux qui ont cessé d'être zapatistes, le gouvernement de ce fumier de Sabines les achète. Ce qui s'est passé dans cette communauté, c'est qu'il y avait déjà une dizaine ou une quinzaine de jeunes qui étaient passés à ORUGA. Ces jeunes, ce sont les enfants de ceux de droite, alors ils ont fait pression sur tous les *ejidatarios* qui sont de droite, en leur exigeant un morceau de terre. C'est eux qui voulaient commander là-bas, parce que c'est comme ça qu'ils les entraînent ; c'est comme ça que le gouvernement les prépare pour qu'ils créent un problème. Quand les *compas* ont appris ça, ils ont dit ce que disent les parents :

- Ici, c'est pas les enfants qui vont commander. Qui est-ce qu'ils se croient pour venir nous dire ça ici ?

Ce que ces jeunes voulaient, c'était partager la terre, mais que ce partage soit organisé par le gouvernement. C'était pour créer des problèmes, pour que nous nous disputions entre nous, pour nous faire oublier que le grand ennemi, c'est le mauvais gouvernement.

Ça, ce qui s'est passé avec ORUGA, ça remonte déjà à quatre ou cinq ans. Dans les médias, dans le journal, ils ont dit que tel jour, à telle date, le commandant David, le commandant Tacho, le commandant Zebedeo avaient reçu tant et tant de milliers ou de millions de pesos, qu'ils s'étaient réunis à Ocosingo, et ensuite ils ont dit qu'ils s'étaient réunis à Comitán, et qu'après ils s'étaient réunis à San Cristóbal.

- Eh bien, les zapatistes disent qu'ils sont contre le gouvernement, mais ne voilà-t-il pas que leurs dirigeants font des négociations sous la table, en cachette. C'est le message que le gouvernement diffuse, mais ce sont des mensonges.

Il y a eu plusieurs manigances de ce genre, sans qu'on sache qui était derrière. Le fait est que dans cette zone, des papiers de projets falsifiés sont arrivés aux mains des autorités, aussi bien du Conseil Municipal que du Conseil de Bon Gouvernement. La signature était falsifiée, ils avaient inventé le nom du *compañero* qui était effectivement zapatiste et ils avaient falsifié le cachet du Conseil de Bon Gouvernement.

Tout ça, ils le présentaient au gouvernement pour qu'il voie qu'il s'agissait effectivement de zapatistes, que c'étaient effectivement des autorités autonomes qui demandaient le projet. Par exemple, il y avait un de ces projets disant qu'ils demandaient six millions de pesos pour les veuves de nos *compañeros* miliciens tombés en 1994 à Ocosingo. C'étaient des faux, pour faire croire que les *compañeros* s'intéressaient aux projets du mauvais gouvernement, mais non, c'étaient ceux d'ORUGA.

Les dirigeants d'ORUGA présentaient ces projets, mais les bases n'en savaient rien ; c'est comme ça qu'ils se sont enrichis, qu'ils ont acheté des voitures... ils ont même acheté un Hummer... le dirigeant a eu sa voiture et il a plusieurs maisons. Alors, les bases ont commencé à se demander d'où il sortait tout ça.

- Pourquoi lui, il a tout ça ? Et pourquoi pas nous ? - En fait, ils ont bien sorti un petit projet pour les bases, mais eux, ils demandaient de l'argent au gouvernement, en magouillant.

Quand tout ça s'est passé, les bases d'ORUGA se sont rendu compte de ce que faisaient les dirigeants et au cours d'une réunion ils leur ont demandé des comptes. Alors, ceux d'ORUGA se sont divisés, parce que ceux qui magouillent, ceux qui falsifient, ce sont les dirigeants ; mais ils avaient déjà quelqu'un pour les remplacer ; vous voyez, ils copient notre façon de travailler. C'est donc ces remplaçants, ceux qui ne reçoivent pas tant d'argent, qui se sont rendu compte de ce que tramaient les dirigeants et qui leur ont demandé des comptes.

Alors comme ça ils se sont divisés ; ceux qui étaient les grands chefs dans ORUGA sont partis de leur côté et ils ont été rejoindre un autre petit groupe ; ensuite ils ont créé une autre organisation, mais une fois de plus dans l'intention de demander des projets au gouvernement. Ils ont créé ce qu'ils ont appelé l'URPA, allez savoir ce que ça veut dire.

Quand les gens ont commencé à se rendre compte de tout le bordel qu'ils étaient en train de faire, les nouveaux dirigeants de l'URPA sont allés voir les *compañeros* du Conseil de Bon Gouvernement, en leur disant qu'eux, ils respectaient les zapatistes et qu'en tant que membres de l'URPA ils voulaient travailler avec les zapatistes, c'est-à-dire avec les gouvernements autonomes, et qu'eux ils ne leur voulaient pas de mal comme ceux d'ORUGA.

Ce sont eux-mêmes qui ont dit qui étaient ces faux jetons qui se faisaient passer pour le commandant David, pour le commandant Zebedeo, pour le commandant Tacho et pour le commandant Pedro. C'est comme ça qu'on a fini par savoir qui ils sont, maintenant on sait parfaitement qui ils sont. Ils se sont grillés tout seuls, comme on dit, avec leurs conneries, avec tout le mal qu'ils font.

Mais il se trouve que ces nouveaux dirigeants sont de mèche avec le gouvernement pour faire des projets. Ceux-là même qui avaient été voir le Conseil de Bon Gouvernement sont ensuite allés dire à ce couillon de Sabines qu'en tant que membres de l'URPA, ils entretenaient des bonnes relations de travail avec les conseils de bon gouvernement. Il y a quelques semaines de cela, ils sont allés voir le Conseil de Bon Gouvernement pour dire qu'ils ne font aucun mal et après, ils sont allés dire à Sabines qu'ils ont des relations de travail avec le Conseil de Bon Gouvernement. On dirait que c'est leur propre façon de penser, à ces anciens zapatistes ; mais non, ils sont payés, ils sont financés par les mauvais gouvernements.

Les mauvais gouvernements disent que la politique de Calderón et de Sabines, c'est de protéger l'environnement, et que c'est pour ça qu'ils font tant de voyages aux États-Unis et en Europe : c'est pour protéger l'environnement, pour protéger la Forêt Lacandone, la Biosphère des Montes Azules, et je ne sais pas quoi d'autre encore. Ça, c'est ce que les mauvais gouvernements vont dire à l'extérieur ; mais ici, à l'intérieur, ça ne se passe pas comme ça. C'est de tous les projets que ces mauvais gouvernements présentent à l'extérieur qu'ils sortent l'argent dont ils ont besoin pour payer ces vers de terre, ces parasites, qui sont justement ceux qui veulent nous détruire.

Nous ne disons pas de mensonges, il faut le dire clairement : il y en a certains qui laissent tomber leur travail. Par exemple, il y a certains insurgés, des *compañeros* et des *compañeras* insurgés qui s'en vont, qui laissent tomber ce travail, mais qui continuent à être zapatistes : soit miliciens, soit bases d'appui, ou encore promoteurs de santé, d'éducation, membres du conseil, etc. ; eux, ils n'ont pas totalement perdu le chemin. Mais ces autres dont je suis en train de parler, eux ils se sont transformés en parasites, en vers de terre, ils se sont vendus. Ce sont eux qui surveillent tout, ce sont eux qui sont en train d'écouter pour savoir si quelqu'un est déjà sorti.

- Ah ! - dit ce vers de terre, ce parasite - je vais lui dire qu'il vienne ici lui aussi, et je vais lui montrer tout le fric qu'il me donne, le mauvais gouvernement, et je vais le convaincre. Et le mauvais gouvernement les fait marcher avec toutes ces histoires d'environnement, de la Biosphère des Montes Azules.

Ce que je veux dire, c'est que les *compañeros* des comités, ils les tiennent à l'œil. Alors comme ça, dans un village il y a un ancien insurgé, et ce parasite d'ancien insurgé arrive dans la communauté, ils avaient fait connaissance et il lui dit :

- Tiens, regarde ce que je t'apporte. Si tu me rends ce petit service, je te paie pour que tu lui remettes cette lettre-là à Machin Truc – bref, à tel ou tel *compañero* du comité.

- Eh bien, qu'est-ce que ça coûte d'accepter une enveloppe qui va me rapporter mille pesos, pas vrai ? Ça va me rapporter mille pesos, dans moins de dix minutes je les aurai touchés – dit l'autre.

Et alors ils vont ensemble remettre la lettre au *compañero* du comité, et celui-ci leur demande d'où vient la lettre.

- Ça, je l'ai pas demandé. Mais elle est pour toi.

- Non ! Moi, je n'ai rien à voir avec ces gens-là, je ne reçois pas de lettre d'eux !

- Et quoi, alors ? Mais ouvre-la donc et brûle-la, si tu n'es pas d'accord avec ce qu'on te propose.

- Je ne veux pas de cette lettre, je ne sais pas d'où elle vient.

Alors cet ancien *compañero* est parti avec la lettre et il l'a ouverte : pas le parasite qui, lui, est déjà vendu... non, lui, le *compañero* qui ne s'est pas encore vendu. Et alors, il se rend compte de ce qu'on lui propose, à lui qui fait partie du comité :

- Laisse tomber ton travail, ça ne te rapporte rien : fais le compte de tout le temps que tu as déjà perdu. Si tu veux, on va travailler ensemble et tu vas gagner des millions de pesos – dit la lettre. Et si tu arrives à convaincre tel ou tel *compañero* qui est un ancien insurgé, tu gagneras encore plus.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que là, le gouvernement frappe encore plus fort : il s'ingénie à faire en sorte que nous nous vendions. Il ne se borne plus à nous offrir des programmes d'assistance, des planchers en dur ou bien d'autres programmes de logement, des bourses... bref, des choses que tout le monde peut voir. Non, ce que je vous dis là, ça se voit pas, c'est caché, c'est par en-dessous, c'est réservé à quelques-uns seulement.

Et ça va même encore plus loin, parce qu'il y a un autre groupe qui fait autre chose ; mais ce qui nous fout le plus en rogne, c'est que ce sont des gens comme nous, ce ne sont pas des *güeros* (blancs) : non, ce sont des gens qui ont la même couleur de peau que nous. Tout ça, ça se passe entre nous : par exemple, ils les envoient prendre des photos, et s'ils arrivent à prendre une photo de Tacho comme ça, sans passe-montagne, eh bien cette photo elle vaut 500 pesos. Celui qui était chargé de faire ça, il offrait 500 pesos à un autre *compañero*, à un gamin, en lui disant qu'il prenne l'appareil photo et que si Tacho, par exemple, était assis là-bas, qu'il le prenne en photo. Si ça se passe comme ça, Tacho ne va rien dire, ou peut-être même qu'il va entrer dans le jeu, qu'il va se faire beau ; ce qu'il ne sait pas, c'est que ce gamin est en train de gagner 500 pesos et qu'il est payé par l'envoyé de Calderón ou de Sabines.

Il faut faire attention : même si ce sont des *compañeros* qui te prennent en photo, et que toi, tu es même tout content de poser, tu ne sais pas si ce gamin est payé. Ça vient juste de se passer, maintenant on sait qui sont ceux qui font ça. Faites très attention, parce que quand on fait des fêtes dans les *caracoles*, il faut se méfier de ça, parce que le gouvernement veut connaître notre physique, il veut savoir comment nous sommes sur la photo. Si j'en parle, c'est parce que ça, c'est en train de se passer dans cette zone, et c'est de plus en plus courant. C'est ce qui se passe à la Garrucha, et c'est ce qui se passe à Morelia : dans ces deux endroits il y a des gens d'ORUGA et il y a des gens de l'URPA, et ça va continuer.

Il faut faire très attention à ce que je viens de vous dire. Quand on apprend que des choses comme ça sont en train de se passer, il faut en informer les dirigeants pour qu'ils sachent que c'est un problème de sécurité de notre lutte, de notre organisation. Le problème, ce n'est pas tant qu'ils aient falsifié notre cachet, qu'ils aient falsifié nos noms : si, ça fait partie du problème ; mais le vrai problème, c'est qu'ils font croire qu'il s'agit du commandant David, du commandant Tacho, du commandant Pedro, du commandant Zebedeo. Ce qu'il faut savoir, c'est qui fait ça, comment il s'appelle, où il habite : ce sont eux, les principaux manipulateurs, il faut en informer directement les dirigeants.

Démantèlement des Communes Autonomes

Elena (Membre du Conseil Autonome. MAREZ Ricardo Flores Magón)

Quand les communes autonomes ont été démantelées, dans ma commune nous avons subi les agressions provoquées par le mauvais gouvernement. Le 10 avril 1998 nous avons construit les bureaux de la municipalité pour que nos autorités autonomes puissent travailler. Une fois que nos communes autonomes ont été construites et inaugurées grâce au travail collectif de nos *compañeros* bases d'appui zapatistes, le mauvais gouvernement a organisé des groupes paramilitaires pour nous attaquer.

Pedro Chulín était le dirigeant de l'organisation qui a participé à la destruction de notre mairie dans l'*ejido* Taniperla ; on a été attaqués aussi par la police et par les militaires, qui sont venus avec des mandats d'arrêt contre nos *compañeros*. À cette époque, le président c'était Ernesto Zedillo. Mais ils n'ont pas pu pour autant en finir avec notre autonomie, car l'autonomie, elle est dans nos cœurs. Alors on s'est réunis avec les gens du peuple, en tant que bases d'appui zapatistes, ainsi qu'avec nos autorités, pour analyser ce qui était en train de se passer. On a décidé de chercher un nouvel endroit pour reconstruire les bureaux de la municipalité, et de le faire sous forme de travail collectif avec la participation de tous les villages zapatistes en résistance, pour que nos autorités puissent s'occuper des besoins de chaque village.

Roberto (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Ricardo Flores Magón)

Nous avons inauguré la commune autonome Ricardo Flores Magón, c'est-à-dire l'édifice de la mairie, et nous avons publié un communiqué au niveau national et international, disant que le peuple avait construit cette mairie où allaient travailler les autorités nommées par le peuple afin d'exercer son autonomie et de s'occuper de nos besoins fondamentaux. Alors le mauvais gouvernement officiel, l'ancien président Ernesto Zedillo, a fait détruire la commune autonome pour qu'il n'en reste plus rien.

Les trois niveaux du gouvernement, c'est-à-dire la fédération, l'État et la commune ont envoyé leurs armées et leurs polices ; il y a eu aussi des gardes blanches qui sont intervenues. Nous tous qui étions en train de fêter l'inauguration, nous nous sommes retirés, nous sommes retournés dans nos villages, et quand les différentes corporations policières sont arrivées, elles ont tout détruit, tout brûlé.

On aurait dit que tout notre travail allait en rester là. Mais non, il n'en est pas resté là : nous sommes arrivés dans nos villages, nous nous sommes assis, nous nous sommes organisés, nous avons discuté et nous nous sommes mis à analyser et à étudier ce qui s'était passé. Des familles avaient été agressées parce qu'elles faisaient partie des bases d'appui, tandis que d'autres *compañeros* qui faisaient partie des autorités avaient été formellement arrêtés et emmenés à la prison de Cerro Hueco. Ils ont également emmené un professeur qui s'appelle Checo Valdés, simplement parce qu'il avait appris aux gens à diluer la peinture, à peindre un mur, qui est la peinture murale communautaire des communautés indiennes zapatistes ; c'est pour ça qu'on l'a arrêté lui aussi et emmené à la prison de Cerro Hueco.

Beaucoup de gens ont été agressés dans notre commune. Celui qui a provoqué tout cela, c'est le mauvais gouvernement, qui a détruit tout notre travail collectif. Dans notre village, on s'est mis à constituer des nouvelles autorités locales, régionales et municipales, et à chercher un autre endroit où construire la mairie : ça a été dans l'*ejido* appelé La Culebra. Une fois que nos autorités ont été nommées, elles sont parties travailler là-bas, dans le local où elles s'occupent des affaires de nos villages et de tous les besoins que nous avons. Nous avons nommé ces autorités pour qu'elles s'occupent des affaires auxquelles nous voulons qu'elles trouvent une solution, parce que les mauvais gouvernements ne s'y intéressent pas ou n'ont pas d'idées pour résoudre les problèmes que nos communautés ont besoin de résoudre. Les grands besoins que nous avons, c'est nous tous qui, tous ensemble, allons les résoudre.

Une fois que les autorités ont été nommées, nous leur avons présenté les besoins que nous avons, par exemple en matière de santé et d'éducation. À ce moment-là, nous nous sommes rendu compte que si nous avions pu tenir bon, que si nous avions pu résister à tous les coups reçus, à tout ce qui s'était passé, alors le mauvais gouvernement avait vu que notre autonomie n'avait pas été détruite. On s'est donc mis à travailler et à renforcer l'autonomie, à organiser et à encourager les *compañeros* et les *compañeras* pour faire en sorte que notre municipalité fonctionne.

Les autorités se sont mises à travailler en se relayant pour recevoir les revendications que vont leur présenter chaque village, chaque région et chaque centre de la commune. C'est comme ça, petit à petit, que nous travaillons, que nous avançons. Nous avons mis en place le travail sur la santé et l'éducation.

Nous avons la clinique « *Compañera* María Luisa » et, dans l'*ejido* San Jerónimo Tulijá, se trouve la clinique « *Compañera* Murcia (Elisa Irina Sáenz Garza) », une *compañera* qui a combattu et qui est morte à la bataille de la ferme El Chilar, près d'où nous sommes, sur les limites de notre territoire ; c'est là qu'elle est morte et c'est pour ça que la clinique porte son nom. Il y a un autre centre qui s'appelle « Lorenzo Espinoza », du nom d'un *compañero* du conseil qui a été assassiné par les paramilitaires et les gardes blanches *priistes* ; à Amaitic, c'est un agent municipal et un conseiller municipal qui sont morts. Ceux qui ont assassiné ces *compañeros* ne sont pas en prison, il n'y a pas de justice de la part du mauvais gouvernement, ils sont libres. L'autre clinique, celle de Jerusalén, s'appelle « Guadalupe González ».

Dans notre commune, les cliniques fonctionnent en coordination avec nos autorités. Il y a des *compañeros* et des *compañeras* promoteurs permanents, qui travaillent et se relaient dans chacun de ces quatre centres. Nous bénéficions aussi de la participation de médecins qui sont sur le point de terminer leurs études : eux, ils travaillent vingt jours et ensuite, ils prennent dix jours de repos. Nous travaillons en coordination avec le SADEC de Palenque, si bien que nous recevons l'appui des médecins envoyés par l'UNAM.

Bref, le mauvais gouvernement n'a pas pu détruire l'autonomie. Pourquoi ? Parce que l'autonomie, elle est dans nos cœurs. Lorsque la conscience est mûre, lorsqu'elle ne présente aucune faiblesse, nous pouvons aller de l'avant en travaillant sous forme de collectifs, tous ensemble : les hommes, les enfants, les femmes, les vieux, nous travaillons tous ensemble.

Comme le mauvais gouvernement s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas détruire l'autonomie, alors il nous a envoyé un autre projet, appelé « Planter le palmier à huile ». Les militaires étaient près du village où il a envoyé ce projet, leur caserne était tout près de notre village ; à partir de ce moment on a vu s'aggraver les problèmes de drogue, d'alcoolisme, de prostitution. Ce sont les *priistes* qui ont demandé qu'ils viennent s'installer là ; alors, quand les militaires sont arrivés, on a vu arriver en même temps les projets de plantation du palmier à huile ; mais ce palmier ne sert à rien, il est mauvais pour la terre, c'est une espèce de cancer qui est impossible à enlever : on a beau le couper, l'abattre, il reste là.

Lorsque le gouvernement s'est rendu compte que notre résistance était très forte, il s'est mis à organiser des paramilitaires, des gardes blanches, pour créer des chocs entre les *ejidatarios*. Mais ça n'a pas marché comme il aurait voulu, et quand il s'est rendu compte qu'on ne pouvait pas venir à bout de la résistance, il a créé un autre projet appelé « *Progesa* ». Ce projet est arrivé, mais on a tout de suite vu que ce n'étaient que des miettes. On en a discuté des jours et des nuits, et en prenant un verre de café avec un petit gâteau on a étudié la stratégie que le gouvernement était en train de mettre en place. Tout ça, ça s'est passé en 1997.

Notre commune et notre région se sont mobilisées pour chasser l'armée qui y avait pris position ; il y avait environ 1 500 effectifs qui s'étaient installés ; mais comme on n'a pas pu les chasser, eh bien ils sont restés là jusqu'à présent. On dirait que le mauvais gouvernement a semé la mauvaise herbe, qu'il a divisé la communauté ; et alors, on a vu naître pas moins de quatre partis.

Ce qui se passe là-bas, c'est qu'ils disent qu'ils vont bientôt nommer quatre commissaires. Nous, les autonomes, nous avons nos autorités, telles que le Commissariat Ejidal, le Conseil de Surveillance, nous avons aussi nos autorités. Le mauvais gouvernement veut nommer quatre commissaires au même endroit ; il dit que les leurs sont les bons et que les nôtres sont les mauvais ; mais ce qu'il veut en réalité, ce sont les terres.

L'*ejido* a une superficie totale de 26 000 hectares, à la charge de 532 *ejidatarios* ; sur ces 26 000 hectares, le gouvernement voulait s'emparer de 6 000 hectares, parce que ce sont des forêts de montagne, des terrains accidentés et rocailleux avec beaucoup de cours d'eau. Le gouvernement voulait acheter cette réserve et s'il ne pouvait pas l'acheter, il voulait la mettre aux mains d'autres *ejidatarios*.

Voilà les magouilles du mauvais gouvernement, et c'est avec ces idées-là en tête qu'ils sont allés jusqu'à Palestina. À Palestina, ils disent qu'il y a une zone tampon, qu'il y a des zones urbaines et qu'il y a des terres à travailler, c'est-à-dire des parcelles. Aux *ejidatarios*, ils leur ont dit qu'ils allaient leur donner 2 000 pesos par mois, qu'ils ne travailleraient plus les terres des réserves, c'est-à-dire de la zone tampon. À Palestina, un repas au restaurant coûte 280 pesos, une bouteille d'eau « Ciel » 24 pesos, alors qu'ici, au magasin des *compañeros* d'Oventik, ça vaut cinq pesos. Ce qu'ils ont fait à Palestina, ils voulaient le faire aussi dans notre *ejido*, ils voulaient construire des bungalows, des centres touristiques, des hôtels. Qui va dormir dans cet hôtel ? Qui va prendre ces repas à 280 pesos ? Qui va acheter cette bouteille d'eau à 24 pesos ?



Ça, ce n'est qu'une partie de ce qui est en train de se passer là-bas. À Ricardo Flores Magón il y a de grandes étendues d'eau : il y a les lacs de Nahá et de Metzabob, et à San Jerónimo Tulijá il y a des grands lacs qui font jusqu'à dix hectares, quatre hectares, deux ou trois hectares, ce sont des grands lacs. Ici, ils voulaient faire ce qui est en train de se passer à Palestina, ils voulaient introduire un programme pour que les *ejidatarios* reçoivent 2 000 pesos par mois ou tous les deux mois.

Là-bas, il y avait un *compa* qui travaillait au Conseil de Bon Gouvernement et quand le mauvais gouvernement s'est mis à faire ça, le *compa* a couru avertir le Conseil de Bon Gouvernement. Certains *priistes*, ainsi que des membres d'autres organisations, n'étaient pas d'accord eux non plus avec ce projet et ont demandé au Conseil de Bon Gouvernement de les aider, en lui demandant ce qu'ils pouvaient faire face à tout cela.

Nous, on a fait une lettre en demandant au commissaire ejidal *priiste* de ne pas introduire ce projet parce qu'il porte atteinte à nos *compañeros*. On a expliqué qu'on est en résistance et qu'on ne peut pas recevoir ces choses qui sont envoyées par le gouvernement, et que dans cet *ejido* il y a des *compañeros* et des *compañeras* bases d'appui. Après, ce que nous avons fait, ça a été de nous réunir : il y avait beaucoup d'*ejidatarios*, ici c'est le plus grand *ejido* de toute cette zone.

Ceux qui se sont réunis, c'étaient autant des zapatistes que des non zapatistes. Ils ont établi un plan pour aller à l'encontre des ordres du gouvernement. Il y avait d'autres *priistes*. Parce que les *priistes* se sont divisés en deux : ceux qui étaient d'accord et ceux qui n'étaient pas d'accord. On a envoyé cette lettre et, en plus, on a fait la réunion. Maintenant, on attend que le problème trouve une solution, mais c'est un problème interne, qui concerne les *ejidatarios* eux-mêmes. Nous, ce qu'on a fait, ça a été de leur dire de ne pas accepter ce projet, et eux aussi ils l'ont respecté.

Maintenant, on est dans l'attente d'une solution, mais, je le répète, c'est une question interne des *ejidatarios*. On leur a dit que c'est à eux de résoudre le problème, parce que nous, en tant qu'autorités du Conseil de Bon Gouvernement, nous ne pouvons pas trop intervenir, parce qu'il ne s'agit pas de terres récupérées. C'est entre eux qu'ils doivent s'arranger pour voir qui a la majorité.

Gerardo (Coordinateur d'éducation de la zone. MAREZ Francisco Villa)

Dans notre commune aussi ces choses-là se sont passées. En 1999, un contingent de police est arrivé à Paraíso, dans notre commune. Ils prétendaient déloger tout le monde de la communauté, mais les *compañeras* bases d'appui se sont organisées et les ont chassés : elles ont résisté et elles ont trouvé un moyen de les chasser. Et nos *compañeros* d'autres communautés, d'autres villages de la même commune, sont arrivés eux aussi. Quand les policiers ont vu arriver les *compañeros*, ils se sont mis à tirer des coups de feu... parfois, ils tiraient en l'air pour nous faire peur : ils n'avaient pas l'intention de tuer nos *compañeros*, ils ont juste tué le chien d'un habitant du village.

Comme ces policiers se sont rendu compte que les *compañeros* n'avaient pas eu peur, mais qu'au contraire ils n'avaient pas hésité à leur fait face, ils sont allés chercher des renforts dans la commune d'Ocosingo. Trois jours après ils sont revenus, mais cette fois au lieu de rester dans la commune où ils étaient arrivés au début, ils sont allés dans un *ejido* qui s'appelle Nazaret. Ce groupe de policiers a pris position là-bas et s'est mis à organiser des groupes de l'ORCAO et à les entraîner.

Au bout d'un certain temps il y a eu un problème là-bas : ils ont arrêté un *compañero* du comité et ils ont tiré avec une arme sur un membre du Conseil Autonome. Les *compañeros* qui étaient dans cet *ejido* ne pouvaient plus travailler leurs terres, ils étaient en danger : ils ont dû s'en aller dans les montagnes parce que l'ennemi était là, tout près. À ce moment, les autorités se sont réunies pour savoir ce qu'elles allaient faire. Les villages se sont organisés pour voir comment s'y prendre afin de chasser la police.

Une fois organisés, les *compañeros* ainsi que les *compañeras*, et même les enfants, sont partis pour expulser les policiers. Mais les *compañeros* de là-bas nous ont devancés, et quand on est arrivés sur place ils les avaient déjà fait partir : oui, on est arrivé à chasser la police. On est restés là-bas pendant un certain temps pour surveiller les lieux, avant qu'on parvienne à chasser la police, ils avaient préparé un autre groupe de paramilitaires dans ce même *ejido* ; ce sont eux qui sont restés là pour nous faire face, si bien que les *compañeros* ne pouvaient pas travailler, c'était ça le problème. Mais la police n'est plus revenue, de sorte que nous, qui étions là-bas, nous avons pu tenir bon, parce que nous nous sommes rendu compte que ce genre de choses s'est toujours passé dans différentes communes.

Une autre fois, il y a eu un autre problème dans notre commune : un groupe d'ORCAO est arrivé pour envahir la commune. Les autorités se sont organisées et se sont demandé comment résoudre ce problème. La solution qui a été trouvée pour ne pas avoir à nous affronter entre nous, entre *compañeros*, même s'ils ne sont pas zapatistes, parce que nous savons fort bien que ceux qui ne sont pas zapatistes, ils sont trompés par le mauvais gouvernement, eh bien ce qu'on a fait, ça a été de passer un accord pour répartir la terre en parties égales. Là où se trouve le centre de cette commune, c'est un terrain de deux hectares : alors, un hectare a été pour la commune autonome, et l'autre hectare pour l'autre groupe. L'accord a été conclu comme ça, et jusqu'à présent il a été respecté.

Chaque fois qu'il y a des problèmes qui se posent comme ça, avec un peu de patience on arrive toujours à les résoudre. Parfois ils mettent du temps à accepter la solution, mais en cherchant la façon de les résoudre on est arrivé à les résoudre. Voilà comment on a pu résister jusqu'à présent.

Défense des terres récupérées

Mauricio (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ San Manuel)

Le mauvais gouvernement forme des groupes violents pour nous provoquer et pour nous enlever les terres récupérées. En 1996, un groupe de l'organisation ORCAO est arrivé à Peña Chabarico pour nous dépouiller de nos terres. Là, nous avons résisté et le groupe de cette organisation s'est retiré. Ils sont sortis de cette localité, mais en 2007 ils sont revenus nous prendre les terres récupérées. Au même moment, en 2007, un autre groupe de l'ORCAO est arrivé au village de Benito Juárez. Là, nous avons résisté pendant six mois.

L'organisation ORCAO est revenue à Peña Chabarico, ils ont pris les terres récupérées sur un terrain qui s'appelait La Pimienta. Ces groupes de personnes se sont emparés de ces terres de 40 hectares et n'en sont plus sortis. Ces gens-là ont gardé les terres, et jusqu'à présent il n'y a plus eu moyen de les récupérer. Voilà comment ça s'est passé, voilà les problèmes qu'on a eu à affronter.

Il y a eu un autre problème qui a commencé au mois d'août 2009 et qui a continué jusqu'en 2010. Cette fois-là, les groupes d'ORCAO sont entrés dans la localité de Santo Domingo, on a dû résister pendant un an. On s'est relayés avec les bases d'appui de cette commune pour garder la terre. Une fois qu'on s'est rendu compte que la situation était plus ou moins contrôlée, on a réduit le nombre de *compañeros* qui gardaient les terres récupérées de ce village. On a réduit leur nombre, on en a laissé là quarante, qui étaient chargés de garder la terre. On ne savait pas qu'un grand problème allait arriver.

On a résisté pendant un an à Santo Domingo, et quand les ingénieurs autonomes sont allés nettoyer la ligne qui marquait la limite des terres récupérées, c'est alors que s'est produit le problème le plus grave, parce qu'à ce moment-là on n'avait pas de forces : on était tout juste quarante pour défendre les terres récupérées de cette localité. Il s'est produit un affrontement avec les groupes d'ORCAO. Nos *compañeros* ont été blessés et arrêtés. Quatre de nos *compañeros* ont été arrêtés et torturés dans un *ejido* qui s'appelle Santo Tomás.

Mateo (Membre du Conseil Autonome. MAREZ San Manuel)

C'est à Santo Tomás qu'a eu lieu l'affrontement le plus dur. Nous, on était en train de résister avec les bases d'appui zapatistes, mais quand cet affrontement s'est produit, ça a été un coup très dur pour nous parce que, sans savoir ce qui allait nous arriver, nous étions tout juste quarante personnes pour garder la terre, le jour de la première attaque. Nos *compañeros* étaient là-bas au village, en train d'ouvrir la ruelle, à la sortie du chemin par où venaient ces groupes d'autres organisations, et c'est là qu'ils se sont disputés et affrontés. C'est comme ça que ces quatre *compañeros* ont été arrêtés.

En fin de compte, ceux des autres groupes n'ont pas pu tenir le coup, parce que nous, on était habitués à résister à n'importe quoi, à n'importe quelle provocation de la part des autres organisations, de ce ceux qui se vendent au gouvernement, c'est pour ça qu'ils n'ont pas pu l'emporter. Cette fois, on a gardé la terre récupérée pendant plus d'un an, parce qu'il y avait des menaces, il y avait des insultes ; ils ont même continué à nous menacer quand ils sont sortis de cette localité, en nous disant qu'ils reviendraient. C'est pour ça que la commune et la région se sont organisées et qu'on est restés là pendant un an pour voir s'ils revenaient.

Mais en fait il ne s'est rien passé, parce qu'ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient rien contre nous avec leurs mauvaises idées. Nous qui luttons, nous savons parfaitement que ce que nous faisons, nous ne le faisons pas par intérêt, nous ne le faisons pas pour de l'argent, mais parce que nous sommes en résistance. Si nous sommes parvenus à résister, c'est parce que les communes et les villages se sont organisés pour mettre en place des travaux collectifs. C'est grâce à ça qu'on a pu résister. Quand il y a un mouvement, tout ce qu'on fait, c'est grâce aux travaux organisés dans les communes.

L'idéologie du mauvais gouvernement

Ramón (Coordinateur de la zone. MAREZ Ricardo Flores Magón)

On voit bien que c'est par la modernité des médias, comme les portables, la radio, la télévision, les films, qu'ils nous attaquent dans nos communautés, dans les villages. Là-bas, dans notre zone, on voit des *compas* qui sont dans la misère, mais de toute façon ils ont leur portable, même s'ils ont à peine de quoi le payer.

Avec ces trucs-là aussi le gouvernement essaie de nous couillonner, parce que même si on n'a pas d'argent, il faut quand même qu'on s'efforce d'acheter toutes ces choses-là. Par exemple, il y a des frères qui vivent dans des habitations précaires – mais ça, par contre, ils ont des télévisions, des chaînes hi-fi – bref, tous ces trucs que le gouvernement utilise pour nous dominer, pour nous couillonner. Pourquoi ? Parce que même si on n'a pas d'argent – parce que nous, on n'a pas grand-chose pour vivre – eh bien, tout ce qu'on a, on le dépense pour acheter ces trucs-là.

Là-bas, dans la zone, on travaille aussi au niveau de l'éducation, parce qu'on explique tout ça aux promoteurs d'éducation, et les promoteurs d'éducation, dans les communautés, montrent aux enfants le chemin à suivre pour conserver nos coutumes, pour ne pas continuer à gaspiller l'argent avec ces choses-là. C'est ce qu'on est en train de faire dans notre zone pour que les enfants comprennent quels sont leurs droits et sachent quelle culture ils ont. En ce qui concerne l'éducation, on dit aux formateurs d'apprendre aux enfants quels sont les droits des populations, et comment ils sont, ces droits, parce que c'est ça, justement, que le gouvernement attaque. Mais nous aussi, on est en train de préparer notre autonomie.

Tout ce que les gouvernements nous font, c'est parce qu'ils ne trouvent pas le moyen d'en finir avec nous ; c'est pour ça qu'ils inventent qu'ils ont pris contact avec nos autorités... et plein d'autres choses qu'ils inventent. Mais nous, au niveau des villages, on fait des réunions municipales et on visite les communautés, pour expliquer aux *compañeros* que ce n'est pas vrai, et pour leur expliquer les progrès de notre organisation.

Résistance en matière de santé et éducation autonome

Darinel (Coordinateur de santé de la zone. MAREZ Francisco Villa)

À travers la résistance que nous avons vécue en tant que bases d'appui, nous avons exercé l'autonomie sans avoir eu besoin d'établir des rapports avec le mauvais gouvernement. Nous avons formé des promoteurs dans différents domaines, par exemple des promoteurs de santé générale. Si nous avons réussi à mettre en place le travail de santé générale dans notre zone, c'est grâce au fait que les promoteurs et les promotrices de santé sont nommés depuis les villages et qu'ils reçoivent la formation nécessaire pour promouvoir la véritable santé de notre population. Les *compañeros* et *compañeras* promoteurs de santé qui travaillent dans les communes et les villages le font de manière consciencieuse, disciplinée et respectueuse, afin de servir la population. Les *compañeros* qui travaillent dans le domaine de la santé évaluent la maladie dont souffre le patient : ils déterminent s'il peut être soigné à la clinique ou s'il doit être transféré à un hôpital ; les patients sont envoyés à l'hôpital quand ils ont la feuille de référence du promoteur.

Dans la zone, nous disposons déjà de gens qui travaillent dans le domaine de la santé sexuelle, aussi bien au niveau des villages que des communes. Les *compañeras* de la santé sexuelle travaillent à la clinique de la zone, où elles se relaient. Leur objectif est de faire diminuer la mortalité maternelle et infantile. Ces *compañeras* ont réussi à détecter certaines maladies chez les *compañeros* et les *compañeras* qui vont se faire soigner dans la zone. Les *compañeras* qui font ce travail présentent des exposés de sensibilisation sur les infections sexuellement transmissibles (IST) ; elles déterminent si la maladie dont souffrent certaines patientes, qu'il s'agisse ou non de *compañeras*, peut être soignée à la clinique, ou s'il faut les transférer à un hôpital. En outre, les *compañeras* ont commencé à travailler dans les trois domaines (rebouteuses, herboristes et sages-femmes), même si ça ne fonctionne pas encore à 100%. Les *compañeras* travaillent ensemble, les travaux en faveur de la santé de la population se font toujours de façon coordonnée.

Ramón (Coordinateur de la zone. MAREZ Ricardo Flores Magón)

C'est grâce à l'éducation autonome que nous résistons face au mauvais gouvernement qui introduit des instituteurs officiels dans les communautés. Dans certaines communautés où il y a des *compañeros* zapatistes et où il y a aussi des gens du PRI, le mauvais gouvernement en a profité pour s'y introduire, et c'est pour ça qu'il y a les enseignants de l'éducation officielle à côté des promoteurs de l'éducation autonome. Ce qu'ils font pour en finir avec l'éducation autonome, c'est de se moquer des promoteurs. Dans les écoles officielles, la conception qu'ils ont des promoteurs d'éducation, c'est qu'ils ne savent rien ; en plus, ils se moquent de nous, parce que ceux qui ne sont pas *compas*, leurs enfants reçoivent des bourses et des aides alimentaires. C'est au moyen de ces idées-là qu'ils prétendent venir à bout de l'éducation autonome ; mais nous autres, comme nous travaillons avec les coordinateurs, avec les conseils d'éducation et avec les conseils municipaux, nous disons que ces idées-là n'ont d'autre but que d'essayer d'en finir avec nous ; mais nous, au contraire, nous allons continuer à avancer sur le chemin de l'éducation autonome.

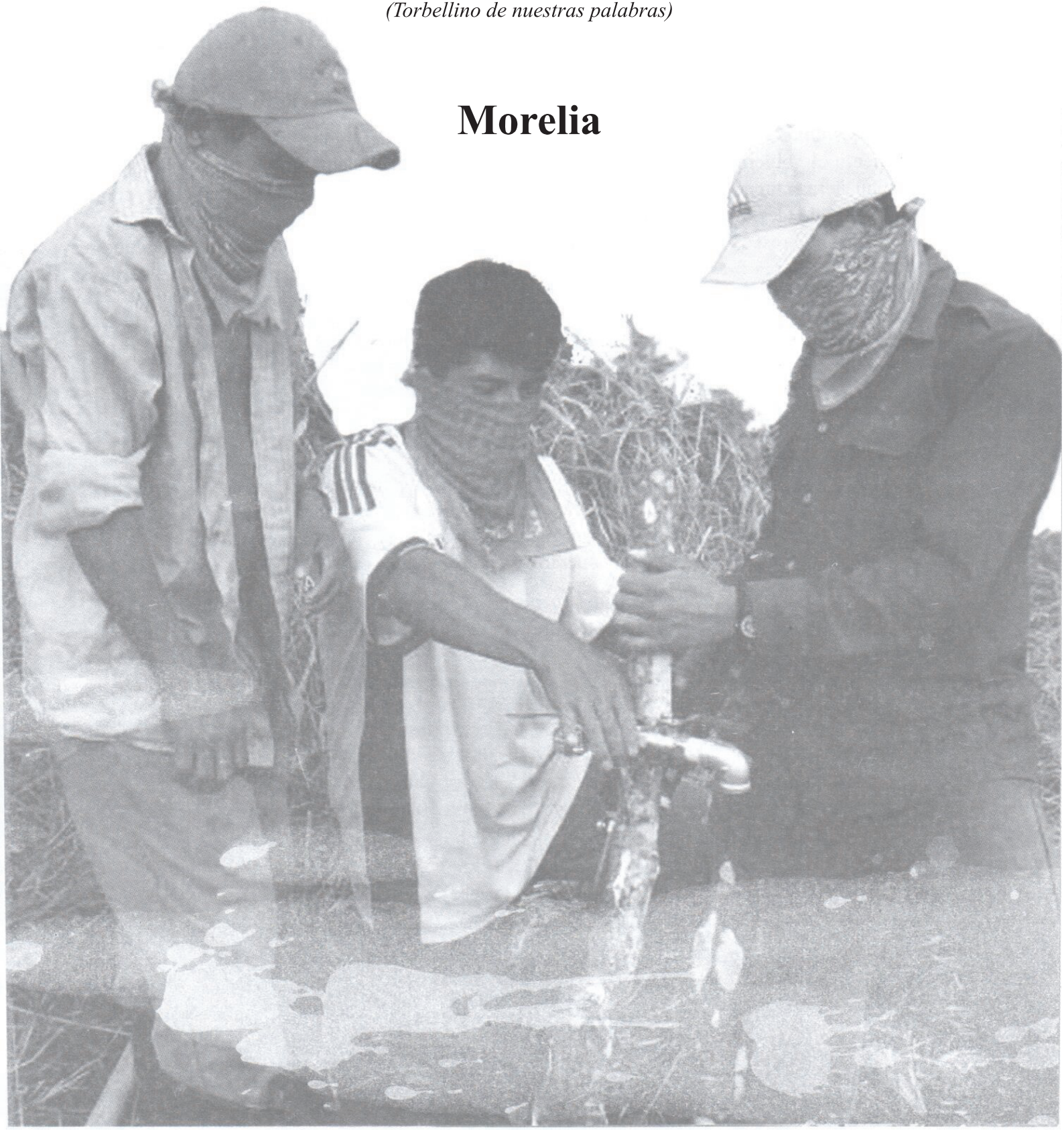
Dans les endroits où il y a des enseignants officiels et des promoteurs d'éducation, les *compas* ne se sont jamais laissé faire : ils continuent à avancer avec les enfants, tout en assurant leur éducation. Il y a certains *compañeros* promoteurs qui disent qu'ils ont honte de travailler et qu'on se moque d'eux ; les critiques qu'on leur adresse les empêchent de se concentrer sur leur travail, si bien qu'ils s'en vont, qu'ils cessent d'être promoteurs ; cependant, ils continuent à faire partie des bases d'appui ; quand ça arrive, on nomme d'autres promoteurs pour qu'ils continuent à travailler comme enseignants. Au lieu de reculer, l'éducation autonome tient bon : c'est là qu'on fête l'anniversaire des *compañeros* tombés, qu'on hisse le drapeau, qu'on représente des pièces de théâtre dans nos communes. À travers toutes ces choses-là, ceux de l'école officielle voient qu'on ne recule pas, mais qu'au contraire on continue à résister, malgré toutes leurs critiques, toutes leurs moqueries. C'est comme ça qu'on a réussi à résister, autant qu'on a pu le faire.

Caracol IV

Tourbillon de nos paroles

(Torbellino de nuestras palabras)

Morelia



Introduction

Rosa Isabel (Base d'appui. MAREZ 17 de Noviembre)

En 1994, quand on a pris les armes, le gouvernement a réprimé les gens des villages avec ses armées, en utilisant des tanks, des avions et des hélicoptères. Beaucoup de villages ont été attaqués, comme Morelia et Nueva Esperanza. Ils nous ont attaqués en 1995, en 1996 et en 1998. Ils ont toujours essayé d'entrer à Aguascalientes, ils ont voulu détruire nos communes, ils ont voulu détruire nos travaux collectifs.

Nous, les *compañeras*, on était unies aux *compañeros*, on était nombreuses. Mais quand on s'est soulevés, le gouvernement a envoyé toutes sortes de choses pour diviser nos villages et nos communes. Certaines de nos *compañeras* se sont laissé dérouter par les programmes du gouvernement, comme *Progresa* et *Oportunidades* ; avec ces programmes, ils voulaient en finir avec les travaux collectifs ; mais ils n'ont pas pu en venir à bout. Nous, on a dû résister et on continue à travailler la terre qu'on a prise. Chaque fois que le gouvernement prétend venir à bout de nos efforts, nous tous, les *compañeras* et les *compañeros*, on s'organise pour se défendre, surtout nous les *compañeras*, qui avons chassé les soldats de nos communautés.

C'est comme ça qu'on a résisté à la répression du mauvais gouvernement, en travaillant sous forme de collectifs. Maintenant, la terre est entre nos mains, mais auparavant on travaillait déjà sous forme de collectifs, et maintenant les villages, les communes et la zone, on continue tous à travailler de façon collective pour nous soutenir les uns les autres dans la résistance.

Dans les villages il y a différents types de collectifs : il y a les collectifs des femmes et les collectifs des hommes. On s'est rendu compte que c'est très important de continuer à travailler sous forme de collectifs, parce que quand on a besoin de faire une coopération dans la zone ou dans la commune, ou qu'il y a d'autres besoins dans nos villages, on a recours à l'argent que nous rapportent nos travaux collectifs. Par exemple, si on a besoin d'une radio de communication, on partage les frais entre tous, *compañeros* et *compañeras*. Si les *compañeras* ou les *compañeros* sont un peu en avance dans leurs travaux collectifs, ils peuvent coopérer pour faire face à ce genre de besoins.

Voilà comment on travaille. Mais il y a encore des villages qui ne donnent pas beaucoup d'importance aux travaux collectifs. Dans notre zone, dans nos communes et dans les villages, on continue à exiger qu'on travaille la terre, parce que c'est la seule chose que nous avons ; on s'est rendu compte qu'on a besoin de la terre dans nos villages et on a créé des *ejidos*. Nous, on continue à travailler la terre.

Nos villages se sont rendu compte aussi de la nécessité d'avoir une bonne éducation, une bonne santé, une bonne production. C'est pour ça qu'on s'est mis à constituer nos autorités. Maintenant, on a nos autorités municipales ; avant, c'étaient des parlements, et ensuite ça a changé, on a fondé les communes autonomes, on a créé les conseils autonomes et jusqu'à présent on continue à travailler avec le Conseil de Bon Gouvernement.

C'est grâce à cette organisation qu'on a mis sur pied qu'on continue à résister aux agressions du mauvais gouvernement. Quand on voit ce qui se passe au niveau national, surtout l'analyse de la réalité, ça explique aussi les contre-attaques du gouvernement à tout ce qu'on fait. Mais on continue d'autant plus à résister, à travailler la terre, à nous organiser pour voir comment s'y prendre pour faire avancer nos travaux collectifs, tous ensemble, les *compañeros* et les *compañeras*.

Gerónimo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Lucio Cabañas)

En ce qui concerne la répression du mauvais gouvernement, on sait qu'il y a eu des attaques de toutes parts ; mais là-bas, au *Caracol IV*, le rôle joué par les *compañeras* dans la résistance à ces attaques a été fondamental. C'est au *Caracol IV* que se trouve la communauté de Morelia, qui est très grande ; avant, la majorité c'étaient des *compas*, mais ensuite elle s'est divisée, et maintenant la majorité ce sont des *priistes*, des *perrédistes*, des panistes. Avant, quand l'armée arrivait, les *compañeras* se réunissaient dans cette communauté et elles étaient les premières à leur faire face.

Il y a eu un problème à Nueva Esperanza. L'armée a occupé le village pendant deux ou trois jours. Ensuite, il y a eu une grande mobilisation des *compañeras* : elles se sont organisées au niveau de la commune, de la zone, et elles ont fait cette grande mobilisation. C'est grâce à cette mobilisation des *compañeras* que l'armée s'est retirée, mais ils n'ont jamais cessé de nous embêter. Ils n'ont jamais pu venir à bout de nous avec leur répression et ils ont cherché d'autres façons de nous réprimer.

En ce moment, c'est très dur ce qui est en train de se passer : les organisations ORUGA et ORCAO continuent à sévir dans notre zone, et en plus les projets économiques du gouvernement sont en train de nous porter un coup très dur. Dans l'*ejido* Morelia, qui est une grande communauté, ils essaient de faire, ou peut-être même qu'ils vont créer une cité rurale. Le but de tout cela, c'est de nous montrer à nous, les zapatistes, que le gouvernement nous vient en aide ; ils s'imaginent que nos bases d'appui vont se démoraliser. Mais non : bien au contraire, les travaux collectifs qu'on a faits ont renforcé encore plus la résistance.

C'est à Morelia que se trouve le siège de notre *Caracol IV* ; l'expérience que nous avons eue là-bas, c'est que le gouvernement a construit beaucoup de logements, il a installé le tout-à-l'égout. Mais à quoi bon installer le tout-à-l'égout, si dans cette communauté il n'y a pas d'eau ? Ça prouve bien que tout ça, ça ne sert qu'à tracasser les gens. Les frères qui sont du côté du gouvernement ont travaillé là-bas pendant un an ; ils n'ont pas cultivé leurs champs, ces frères-là... bref, ils n'avaient ni maïs, ni haricots, parce que pendant tout ce temps-là ils n'ont fait que travailler à la construction.

Maintenant, ils n'habitent même pas dans ces maisons, parce qu'ils avaient déjà leur petite maison à eux ; mais là où le gouvernement s'est vraiment moqué des gens, c'est le tout-à-l'égout : pourquoi voulez-vous un tout-à-l'égout s'il n'y a même pas d'eau ? Ils ont construit des petites maisons avec un endroit pour mettre la cuisinière, la salle de bains, mais les gens n'ont rien de tout ça, c'est tout vide ! Tout ça, ça ne sert qu'à tromper les gens : la voilà, la politique du gouvernement actuel.

Résistance idéologique

Saulo (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ 17 de Noviembre)

Ici, il se passe la même chose que dans les autres *caracoles* : le mauvais gouvernement contre-attaque avec ses projets, mais nous et nos villages, on ne fait pas attention aux aides que reçoivent les gens des partis. Nous, ce qui nous intéresse dans nos villages, avec les gouvernements autonomes, c'est de travailler la terre, soit de façon individuelle, soit de façon collective : d'une façon ou de l'autre on fait avancer notre lutte, parce qu'il y a des villages où ils ne travaillent pas les terres récupérées, bien qu'ils aient des terres où travailler ; dans ces villages ils travaillent leurs champs de maïs, ils ont leurs plantations de café, et parfois ils ont du bétail ou d'autres choses encore, comme des ruches et des volailles.

Voilà notre façon à nous de résister, pour nous les travaux collectifs représentent une aide importante, parce que les travaux collectifs nous aident à mettre en marche nos commissions. Par exemple, si les membres du commissariat se réunissent dans la commune, nos travaux collectifs nous permettent de leur payer une partie des frais de transport, comme ça chacun des *compañeros* n'a pas besoin d'y mettre de sa poche pour le transport ; mais l'argent ne sort pas toujours des travaux collectifs ; parfois, c'est la base qui coopère quand il s'agit de faire quelque chose de plus grand.

On est en train de se rendre compte que les travaux collectifs et le travail individuel représentent un pas en avant dans notre lutte, dans notre organisation. Il y a des villages où les *compañeros* et les *compañeras* travaillent sous forme de collectifs ; parfois, le travail des *compañeras* permet de faire face à un imprévu qui se présente dans le village, par exemple si on a besoin d'acheter quelque chose ou de donner une aide au délégué ou à l'éducateur ; là, les *compañeras* se disent :

- Si on va aider tout le temps les *compañeros*, pourquoi ne pas mettre à contribution le peu que nous rapporte notre travail collectif ? Avec ça, on pourra aider les éducateurs.

Dans certains villages, ça fonctionne comme ça, et c'est là qu'on se rend compte que le travail collectif des *compañeras* porte vraiment ses fruits ; parfois, on fournit une aide à l'éducateur, où s'il vient à se présenter un autre imprévu dans les villages, un besoin local, dans ces cas-là aussi les *compañeras* apportent leur contribution. Ça ne se passe pas toujours comme ça, parce que s'agissant des travaux collectifs on ne peut pas dire qu'ils rapportent tous les jours des grands bénéfices. Quand il y a un besoin urgent, il faut voir si on peut faire appel à l'argent qui provient de ces travaux, parce que si on utilise constamment cette même source de revenus, elle ne tardera pas à s'épuiser.

Voilà comment on travaille dans certains villages, pas dans tous. Dans les villages où les autorités, où le gouvernement autonome est dynamique, dans ces villages ça marche bien ; mais si les autorités sont apathiques, parfois il n'y a aucun travail collectif, et ça, c'est mal. C'est comme si une idée nous vient à l'esprit et qu'on ne la met pas en pratique parce qu'on s'imagine que ça ne va pas marcher, eh bien, il ne va rien se passer du tout ; si on la met en pratique, peut-être que ça ne va pas marcher, mais c'est dans la pratique qu'on pourra peut-être en voir le fruit.



Voilà en gros comment on fait les travaux dans la résistance. Dans ces travaux, les *compañeros* qui cultivent le maïs ou le café, ou s'ils ont du bétail, ils vendent de temps en temps une partie de leur production, ou alors ils vendent leurs animaux, et comme ça ils obtiennent un peu d'argent. Mais le mauvais gouvernement nous attaque avec ses projets de planchers en dur, de logement, d'amélioration de l'habitat et autres programmes qu'il envoie aux frères *priistes*, à ses partisans d'autres communautés ; eux, ils sont très habitués à l'argent, ils tournent plutôt les yeux du côté du gouvernement, ils attendent qu'on leur donne encore plus d'argent et aussi tous ces projets qu'ils reçoivent.

Parfois, ces frères vendent de la tôle que leur envoie le projet du gouvernement. Le gouvernement croit qu'il améliore les conditions de vie des gens de son parti, mais c'est tout le contraire qui se passe : les gens de son parti vendent ces choses qu'on leur envoie, et ce sont nos *compañeros* en résistance qui les achètent avec le fruit de leur travail. Par exemple, si une plaque de tôle coûte 180 pesos à la quincaillerie, les frères des partis la vendent à 100 ou même à 80 pesos. On leur donne aussi des parpaings pour construire ; si ces parpaings coûtent, supposons, cinq, six ou sept pesos à la quincaillerie, eux ils les vendent à trois ou à deux pesos.

Peut-être que vous verrez, dans ces nouvelles unités d'habitation, des maisons avec des toits en tôle. Eh bien, ça, en réalité, c'est le fruit du travail des *compañeros* ; nous, nous sommes en résistance et nous ne sommes pas habitués à dépenser le produit de notre travail ; ce sont eux, les gens des partis, qui vendent ces choses-là.

Le gouvernement s'est rendu compte que son projet va finir ailleurs, que ce ne sont pas les gens de son parti, que ce ne sont pas les *priistes* qui en bénéficient, parce que quand ils vendent ces choses-là, ce sont les zapatistes qui en profitent, et c'est pour ça qu'il a mis en place ses constructions de logements : dorénavant, ils ne se contentent plus de livrer le matériel, mais en même temps ils envoient un maçon pour que le matériel ne puisse pas être vendu. Maintenant, quand le matériel arrive, le maçon est là lui aussi, parce que le gouvernement s'est rendu compte que les zapatistes améliorent leurs maisons, c'est pour ça qu'il a changé sa façon de procéder.

Dès 1994 et jusqu'à présent, les mauvais gouvernements s'y sont pris de bien des façons pour nous attaquer. Ils persévèrent dans l'idée de venir à bout de nous, ou bien de nous convaincre pour que nous nous découragions de lutter. Le mauvais gouvernement veut nous convaincre d'abandonner la lutte. Mais nous, nous avons en tête l'idée que notre espoir c'est de résister et nous espérons voir l'avenir de nos travaux ; même si le gouvernement envoie des milliers de pesos ou de constructions, nous n'abandonnerons pas notre lutte parce que nous l'avons dans notre conscience, nous ne sommes pas impliqués dans ces choses que fait le gouvernement, nous ne pensons pas à cela. Voilà ce qui est en train de se passer là-bas avec ces projets du mauvais gouvernement, ça a fini par se retourner contre lui.

Au niveau du gouvernement municipal aussi nous résistons, nous cherchons le mécanisme ou les façons de faire les travaux collectifs. En tant que gouvernement des communes autonomes, nous résistons aux idéologies du mauvais gouvernement, et c'est pour ça que dans chaque commune on est en train d'encourager les travaux collectifs.

Dans la commune 17 de Noviembre, ils ont un collectif de bétail, et ils ont aussi un magasin municipal qui est dans la région d'Independencia. Nous avons le projet de mettre en marche un collectif de *compañeras* au niveau municipal ; elles sont sur le point de faire démarrer un travail d'élevage ; rien ne s'est encore concrétisé, mais on y a réfléchi et on en a discuté avec les villages. Ce qu'on a fait dans la région d'Independencia, ça a été de cultiver du maïs et de semer des plantes fourragères dans cette partie-là, pour l'utiliser comme pâturage pour le bétail des *compañeras*.

Dans la commune de Lucio Cabañas, région de Puente, se trouve le magasin Maya, qui est né de l'effort des villages. Il y a aussi un collectif de café, qui est récent : on compte beaucoup sur lui pour qu'à l'avenir il nous aide à faire face aux besoins de la commune.

Dans la commune d'Olga Isabel, nos *compañeros* ont un collectif de café, au siège d'Olga Isabel. Ils ont aussi un magasin municipal, qui s'appelle « Nuevo Amanecer » et qui se trouve au centre de Chilón.

Ces travaux collectifs municipaux sont conçus dans le but de nous aider à avancer dans notre résistance ; mais en plus, comme l'a mentionné le gouvernement autonome, les communes, les villages et le Conseil de Bon Gouvernement unissent leurs efforts pour encourager l'éducation et la santé autonome. Voilà l'idéologie qu'on est train de parvenir à implanter dans nos communes. Mais le mauvais gouvernement a lui aussi ses plans pour essayer de venir à bout de nous ; en ce qui concerne l'éducation, par exemple, il envoie ses projets à travers les bourses pour les enfants et il fait la même chose dans les écoles secondaires. Avant 1994, on n'en entendait pas parler, mais avec ces programmes qu'il envoie dans les communautés *priistes*, il veut venir à bout de nos idées.

En matière de santé, c'est nous qui sommes en train d'avancer : maintenant, on a des cliniques municipales et dans certains endroits on a aussi des cliniques au niveau des régions et des micro-régions. Le mauvais gouvernement s'en prend aussi aux travaux de santé que nous sommes en train de réaliser, il envoie ses cliniques dans les communautés *priistes*, mais ces cliniques ne fonctionnent pas : ils se contentent de construire des bâtiments, et ça reste fermé.

Parfois, on peut voir ces frères des partis aller prendre rendez-vous dans les cliniques des communes ou des régions. L'idée, le projet du mauvais gouvernement ne marche pas, parce qu'ils construisent des bâtiments, un point c'est tout ; mais il n'y a pas de médicaments, il n'y a pas de bons docteurs. Dans nos cliniques, on voit les progrès qui sont faits, et qui dépendent aussi beaucoup des connaissances des *compas* qui travaillent comme promoteurs.

Le Conseil de Bon Gouvernement encourage aussi quelques travaux collectifs, tels que le magasin d'Arcoiris, la banque autonome et le collectif d'élevage. Si on a l'idée de faire tout ça, c'est parce qu'on s'est dit que ce collectif pourrait nous aider par la suite : on ne dit pas qu'on en voit déjà les fruits, mais qu'on pense améliorer les choses, qu'un jour ces collectifs peuvent nous aider dans notre marche vers l'autonomie.

Quelque chose de nouveau qu'on a pensé faire dans la zone, c'est de créer un collectif de café ; ce collectif de café se trouve dans la région d'Independencia, dans la commune autonome 17 de Noviembre. On a eu aussi l'idée, il n'y a pas longtemps, de mettre en place un collectif de cacao, le travail est en train de se faire à Bolon Ajaw, dans la commune d'Olga Isabel ; mais ces travaux font partie de la zone, et on a l'espoir qu'un jour ils nous aideront. Je ne dis pas que ces travaux portent déjà leurs fruits, mais qu'on est en train de se demander comment améliorer les choses à l'avenir.

Gerónimo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Lucio Cabañas)

Les travaux qu'on est en train de faire ne sont pas faciles, il y a parfois des difficultés ; mais ces difficultés nous obligent à chercher la façon de mieux faire le travail pour que les travaux collectifs se développent. Les travaux qui se font aux trois niveaux (gouvernement local, municipal et Conseil de Bon Gouvernement) se font de façon coordonnée.



La tâche principale du Conseil de Bon Gouvernement, c'est d'encourager les travaux collectifs dans les communes, dans les villages, pour qu'on ait aussi de quoi vivre. On vient de parler des problèmes qu'il y a avec le gouvernement ; les frères qui sont d'un autre parti ont parfois des problèmes, parce que comme ils acceptent les projets que leur envoie le gouvernement, ils ne s'occupent pas de leurs terres, ils ne travaillent plus la terre. En ce moment, il est dur le problème économique que leur ont donné *Progresá, Oportunidades*, 70 et autres programmes, qui sont soi-disant pour les personnes âgées ; ces programmes, c'est vrai qu'ils les donnent, mais ils sont réservés à des petits groupes de quelques communautés.

Prenons l'exemple des cliniques créées par le gouvernement. Dans la région d'Independencia, de la commune autonome 17 de Noviembre, il y a deux cliniques du mauvais gouvernement. Il y en a une qui se trouve dans l'*ejido* Venustiano Carranza, c'est un grand *ejido* où la plupart des gens sont *priistes* ; eh bien, la clinique, ce ne sont que des murs, un simple édifice. Le responsable de la santé de cette clinique a sa voiture, et il se consacre plus à emmener des passagers dans sa voiture qu'à être à la clinique, si bien qu'il n'y a pas de services médicaux, il n'y a rien. Il y a une autre clinique dans une très grande communauté, aussi à majorité *priiste*, qui est celle de Belisario Domínguez, dans la région d'Independencia : là aussi, ce ne sont que des murs qui servent parfois de magasin, mais pas de clinique.

Les gens du parti se rendent peut-être compte par eux-mêmes que le gouvernement ne fait que les tromper. Nous, avec le peu de travail qu'on fait, on est en train d'améliorer les choses. En matière de santé, on organise des ateliers de rebouteuses, des ateliers de sages-femmes, des ateliers de promotrices de santé. Tous ces travaux qu'on est en train de faire ont pour but de contrecarrer cette idéologie politique que le mauvais gouvernement prétend introduire dans nos communautés.

Résistance économique

Floribel (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ Lucio Cabañas)

Avant 1994, nous les zapatistes on n'avait rien, parce qu'on n'avait pas encore récupéré ces parcelles qu'on a maintenant. Mais on ne s'est pas laissé faire, on s'est organisé pour faire avancer notre organisation. On a vu la façon dont on travaillait dans nos villages et c'est comme ça qu'on a avancé petit à petit dans notre résistance économique, qui est une nécessité importante de notre organisation.

C'est après 1994 qu'on a récupéré les parcelles, et c'est à ce moment-là qu'on s'est organisé dans les villages pour faire les différents travaux collectifs : volailles, légumes, magasins et autres choses encore, si bien qu'en ce moment on a plus ou moins avancé – disons, pas vraiment beaucoup, mais plus ou moins quand même. Par exemple, dans la plupart des villages de la zone on a des travaux collectifs, mais il y a d'autres villages qui n'ont pas de travaux collectifs, parce qu'il n'y a pas beaucoup de *compañeros* dans ces villages-là. C'est pour ça qu'on ne peut pas dire que tous les villages ont leurs travaux collectifs, bien que ce soit quand même le cas de la plupart.

Les *compañeros* travaillent aussi dans des collectifs de maïs, de haricots, et dans certains villages plus importants ils ont leur travail collectif du bétail et du café. C'est comme ça qu'on a avancé dans la zone, petit à petit. Maintenant, on a le collectif du magasin, on a le collectif du café, qui est récent, et celui du bétail.

Il y a aussi deux centres touristiques qui nous permettent d'avoir un peu d'argent. Le premier est celui d'Agua Clara, qui appartient à la commune de Comandanta Ramona ; l'autre est celui de Tzaconejá, qui appartient à la commune du 17 de Noviembre, c'est un collectif de la zone. Ces deux centres nous ont aidés à faire face aux nécessités de la zone : si le Conseil de Bon Gouvernement a besoin d'argent, ces centres lui en fournissent une partie ; en plus, ces deux centres ont reçu un certain nombre d'améliorations. Ces deux centres touristiques nous ont aidés dans notre organisation, l'argent qu'ils rapportent est parfois partagé entre les communes ; chaque commune se sert de cet argent pour faire face à certains besoins ou pour l'investir dans d'autres travaux collectifs. Parfois, il est utilisé pour faire d'autres choses, comme pour payer les frais de transport des commissions.

Questions

Comment avez-vous fait pour récupérer ou pour aménager les deux centres touristiques en question ?

Les terres situées à l'intérieur de la commune de Comandanta Ramona sont des terres récupérées, mais ces terres récupérées étaient aux mains des *priistes* : les frères d'Agua Clara ; ce sont eux qui avaient la mainmise sur ce centre touristique ; mais comme on s'en souvient, il s'agit là d'une partie de notre territoire qui a été récupérée en 1994 : alors, on a dû s'organiser pour défendre cet endroit.

D'abord, on a organisé la commune pour défendre le site, mais on n'a rien pu faire, et alors on est passé à l'assemblée générale au niveau de la zone, où on a décidé qu'il fallait défendre cette terre. Il y a des terres à nous, 30 hectares environ, et c'est précisément sur ces terres que se trouve le centre touristique. C'est pour ça que le Conseil de Bon Gouvernement s'est mis à faire de la publicité pour ce centre touristique qui existait déjà, il était aux mains du gouvernement fédéral. Mais nous, nous avons dû l'utiliser pour qu'il nous rapporte un peu d'argent.

Le centre touristique de Tzaconejá se trouve au chef-lieu officiel d'Altamirano ; avant, c'était le gouvernement officiel qui l'exploitait, et il y avait beaucoup de gens de Comitán et de Teopisca qui allaient y passer la Semaine Sainte. Mais quand on s'est emparé de ces terres et qu'elles ont été incorporées à notre territoire, on n'a plus permis au gouvernement officiel de les exploiter. Il y a eu des problèmes, le maire a voulu lui aussi mettre son nez dans cette affaire : soi-disant qu'il allait construire des paillotes, des toilettes, qu'il allait tout moderniser. Mais une fois ces terres entre nos mains, nous nous sommes organisés, et ce sont ces entrées d'argent qui nous ont servi à construire les paillotes, à réparer les toilettes. Quoiqu'il se passe, les gens arrivent, mais c'est au Conseil de Bon Gouvernement de contrôler ce territoire. Ça n'a pas été facile, ce qu'on a fait, on a eu du mal, mais on l'a récupéré, parce que c'est à nous, parce que c'est à l'intérieur de notre territoire.

*Et les femmes qui travaillent au collectif de bétail, comment est-ce qu'elles s'y prennent ? Est-ce qu'elles reçoivent de l'aide de la part des *compañeros* ?*

Les *compañeras* qui font de l'élevage dans certains villages ont bénéficié de l'aide des *compañeros* ; ce sont eux qui les aident à aller voir les animaux, à les prendre au lasso ou à les vacciner ; elles se font aider aussi par les *compañeros*.

Le travail des femmes

Miriam

Le travail collectif n'a pas commencé en 1994, il a commencé avant, dès 1988. À cette époque, on travaillait dans la clandestinité ; on ne savait pas très bien ce que ça voulait dire, le travail collectif. Mais bon, on s'y est mis, et voilà tout. Quand on a commencé à travailler en collectif, ça a été pour élever des poulets ou faire pousser des légumes sur un petit lopin – mais pas dans tous les villages, non... Seuls certains villages ont commencé à le faire. C'est de cette époque que date la résistance, parce que la situation était très difficile.

C'est à Morelia qu'est né le premier collectif, un grand village où tous les habitants étaient des *compañeros*. Avec les bénéfices qu'on en tirait, on a acheté plusieurs choses pour notre organisation : des radios pour pouvoir communiquer et d'autres choses encore qu'il nous fallait pour nous préparer en vue de l'année 1994. C'est comme ça qu'on a aidé les *compañeros*.

Après 1995, avec la trahison de Zedillo, on est tous partis parce que l'armée est arrivée. Alors, on s'est retiré, on a abandonné tous les collectifs et tout a été fichu. Trois mois se sont passés, on est retourné à la communauté : il n'y avait plus rien, parce que tous les frères qui étaient restés là et qui sont *priistes*, n'en avaient pas profité. Après ça, on s'est mis à réorganiser les travaux collectifs, mais on ne savait pas très bien comment s'y prendre, parce que si un village travaille et peut partager avec un autre, celui-ci ne comprend toujours très bien de quoi il s'agit. Mais petit à petit on a fini par comprendre, et jusqu'à présent on continue à travailler sous forme de collectifs.

Le travail collectif des *compañeras* servait à payer le transport des *compañeros* qui allaient aux réunions ; mais les bénéfices obtenus étaient réinvestis dans un autre travail : c'est comme ça qu'on a monté des magasins collectifs. Les bénéfices que rapportaient ces magasins collectifs ont permis d'acheter le bétail des *compañeras* : dans certains villages il y a effectivement des élevages de bétail. Mais, comme nous avons l'habitude de le dire, ce que nous cherchons par le travail dans l'organisation, c'est l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est pour ça que nous disons que ce travail collectif ne nous appartient pas seulement à nous, les femmes, mais qu'il appartient aussi aux *compañeros*.

La pratique, l'expérience des villages qui sont en train de faire des progrès en matière de travail collectif, qui ont saisi l'importance du travail collectif, c'est qu'il faut s'aider les uns les autres. Ce sont les *compas* qui débroussaillent les pâturages, ce sont elles qui achètent le bétail, qui achètent le sel, les médicaments, et ce sont elles qui administrent ces médicaments. Mais quand un village a besoin de quelque chose en particulier, si par exemple la radio est en panne, s'il faut acheter une batterie, eh bien les femmes vendent leur bétail et apportent leur contribution, de même que les *compañeros*. C'est comme ça que nous avançons tous ensemble grâce à notre travail.

Quand on organise des fêtes, par exemple celle de la fondation d'un village, si ce sont les femmes qui vendent une partie de leur bétail, eh bien l'année suivante c'est aux *compañeros* de mettre à contribution le revenu de leur travail collectif. Voilà comment on s'aide les uns les autres, les *compañeros* et les *compañeras*. Voilà comment fonctionnent les collectifs où il y a des *compañeras* qui ont compris comment il faut faire, qui se débrouillent toutes seules, parce qu'auparavant il fallait attendre l'arrivée des responsables régionaux ou de ceux du CCRI pour qu'ils viennent nous donner des idées ; mais comme les *compañeras* ont compris comment ça marche, maintenant elles n'ont plus besoin de personne pour avoir leurs propres idées.

Mais ça ne se passe pas comme ça dans tous les villages, il faut bien le reconnaître. Dans d'autres communes il nous reste encore à nous organiser, parce que les gens n'ont pas saisi l'importance des travaux collectifs. Il y a des communes avec de tout petits villages, où habitent seulement quatre ou cinq *compañeros*. Dans ces tout petits villages nous n'avons pas encore pu organiser des travaux collectifs. C'est ce que nous sommes en train d'essayer de faire maintenant au niveau de la zone.

Gerónimo (Ex-membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ Luicio Cabañas)

En ce qui concerne le programme de travail des *compañeras* qui se consacrent à l'élevage, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que nous, les *compañeros*, nous n'allons pas laisser les *compañeras* faire toutes seules ce travail : parce que c'est difficile d'ouvrir un pâturage, c'est difficile de planter des poteaux. Mais celles qui vont gérer ce collectif, ce sont les *compañeras*. C'est à elles qu'appartient le collectif ; nous, pour notre part, nous nous contenterons de les aider à faire les travaux, de la même façon qu'elles nous aident à faire les travaux collectifs des *compañeros*, de la même façon qu'elles participent elles aussi à nos travaux. C'est un travail d'équipe.

Il n'y a pas encore de travaux collectifs des *compañeras* dans toutes les communes, et ce pour différentes raisons. Les *compañeras* ne peuvent pas cultiver toutes seules le maïs : ça aussi, ça doit être un travail collectif. Par exemple, c'est dans la commune du 17 de Novembre qu'il y avait les plus grandes exploitations ; il y avait des fermes où vivaient les Castellanos, les Kanteres, et d'autres encore. Il s'agissait là d'exploitations de 500 à 1 000 hectares, qui couvraient de grandes étendues ; ces fermiers occupaient tout le fond de la vallée, toutes les rives de la rivière. Maintenant ça a changé : ces terres sont des nouveaux *ejidos* qui se sont déclarés en résistance. C'est là qu'il y a beaucoup de travail à faire, c'est là qu'on doit nous dire, par le biais des assemblées de zone, comment défendre la terre. Il faut travailler dur, sans répit : le maïs, le café, l'élevage, les collectifs. C'est là qu'on est en train de travailler parce qu'on a récupéré ces terres qui appartenaient à nos aïeux ; on les a récupérées, parce qu'avant on n'avait pas de terre où travailler, et maintenant qu'on a la terre, c'est pour qu'elle nous aide à soutenir notre économie.

Si un *compañero* a récolté son maïs, ses haricots et d'autres produits, c'est pour qu'il puisse les vendre et qu'il dispose ainsi de ressources lui permettant de pourvoir aux besoins de sa famille. Nous ne voulons pas faire comme nos frères des partis qui dépendent des miettes que leur donne le mauvais gouvernement, qui attendent les projets que celui-ci voudra bien leur donner. Ces frères-là vivent dans l'attente du mois où on leur donnera leur *Progresa* ; quand ils savent qu'il va arriver, les femmes courent acheter à crédit, parce que leur *Progresa* est sur le point d'arriver ; ils dépendent de leur projet, mais qu'est-ce qui va se passer quand tout ça se terminera ?

Notre responsabilité à nous, c'est d'orienter nos *compañeros* et *compañeras*, de leur dire que nous devons travailler dur ; et ça, nous le faisons par le biais du Conseil de Bon Gouvernement, des communes, des villages, parce que c'est de ces terres-là que sont sortis les propriétaires des grandes exploitations, et nous devons montrer que nous sommes en train de les travailler. Oui, nous sommes en train de travailler, même si ce n'est pas toujours facile de voir le fruit de notre travail. Avant, quand certains d'entre nous vivaient dans la nature parce qu'on n'avait aucun endroit où vivre, on n'avait pas de bonnes maisons, on habitait dans des cabanes en paille. Maintenant, grâce au travail qu'on a réussi à faire, les *compañeros* ont des maisons au toit de tôle, même si les murs sont parfois faits de simples planches ; mais ce sont des maisons qui prouvent qu'on est en train de travailler. Et l'argent de cette maison, d'où est-ce qu'il est sorti ? Eh bien, il est sorti de ce même travail que nous sommes en train de faire sur la terre récupérée.



Voilà comment on fait les travaux dans les constructions de chaque village, dans les communes, dans les communautés. C'est au Conseil de Bon Gouvernement d'encourager les programmes de travail, de vérifier qu'ils sont bien respectés, de s'assurer que le village ne reste pas à la traîne. Le Conseil de Bon Gouvernement doit superviser la bonne marche du travail : est-ce que le travail avance ou non ? Ou bien, est-ce que ça a été un échec ? Quels sont les problèmes qui se posent ? Comment est-ce qu'ils ont été résolus dans les villages ?

Résistance culturelle

Manuel (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ 17 de Novembre)

Nous, les zapatistes, dans la zone de Morelia, quand nous procédons à l'élection de nos autorités des trois niveaux (local, municipal et le Conseil de Bon Gouvernement), nous ne faisons pas de campagnes politiques, nous n'allons pas aux urnes et nous n'utilisons pas de carte pour voter. Pourquoi est-ce que nous ne le faisons pas ? Parce que nous ne voulons pas faire la même chose que ce que fait le mauvais gouvernement dans notre pays, dans nos états.

Au *Caracol IV*, c'est à travers l'assemblée que nous procédons à l'élection de nos autorités. Si une autorité locale doit être élue dans les villages – que ce soit un commissaire ou une commissaire, un agent (homme ou femme), un conseiller ou une conseillère de surveillance ou n'importe quelle autre autorité locale –, on le fait à travers une assemblée générale locale : là, parmi tous les *compañeros* et toutes les *compañeras* on en propose deux ou trois pour qu'ils soient les autorités en question, et une fois cette proposition faite on procède au vote. C'est l'assemblée qui défend celui ou celle qu'elle préfère pour qu'il ou qu'elle soit son autorité.

Quand on mentionne le *compañero* ou la *compañera* proposé(e), on lève la main : s'il obtient la majorité, c'est lui qui devient l'autorité : voilà comment on fait dans la communauté, dans les *ejidos*. Une fois les autorités locales nommées, le *compañero* ou la *compañera* désigné(e) comme commissaire, comme agent, ou désigné(e) pour occuper le poste correspondant à chacun d'entre eux, doit aller se présenter dans la commune autonome pour aller y chercher les informations et s'informer des travaux que le Conseil Autonome va distribuer : c'est son travail.

Pour élire une autorité municipale, on procède de la même façon. Tout le monde se réunit, on convoque une assemblée municipale, toutes les autorités se rassemblent pour faire une proposition afin d'élire une autorité. Par exemple, s'il s'agit de nommer le Conseil Municipal, on propose trois, quatre ou cinq *compas* ; c'est la majorité de l'assemblée qui décide qui va être le président, qui va être le conseiller, et ainsi de suite jusqu'au moment où toutes les commissions ont été assignées. Certains *compañeros* qui sont présents lors de l'assemblée municipale sont élus ; mais il y en a d'autres qui ne sont pas présents, parce qu'ils sont en train de travailler dans leur village, sans savoir qu'ils ont été élus comme autorités. Quand ça se passe comme ça, le ou la commissaire, le responsable, se rend au village de ce *compañero* ou de cette *compañera* et lui annonce qu'il a été nommé comme autorité dans la commune. Alors, ce *compañero* ou cette *compañera*, même s'il n'était pas présent lors de sa nomination, accepte le poste parce qu'il sait parfaitement d'où il est et qu'il connaît son devoir en tant que membre de l'organisation.

Dans la zone, on fait aussi des assemblées municipales, chaque commune se charge de nommer son délégué au Conseil de Bon Gouvernement. Quand on nomme un *compañero* ou une *compañera*, ça dépend de sa discipline, de son comportement. Voilà comment on a fait dans notre zone quand il s'agit de choisir les trois niveaux de gouvernement.

Une fois que les trois niveaux de gouvernement ont été nommés, par exemple au niveau municipal, la prise de fonction des nouvelles autorités a lieu selon nos coutumes. Les anciens, les nouvelles autorités et les autorités sortantes utilisent le costume traditionnel. On procède à la présentation de nos anciens : ceux-ci donnent des conseils aux nouvelles autorités pour qu'elles gouvernent bien au cours des trois années à venir ; de même, les anciens prennent congé des autorités qui s'en vont ; quant à celles qui entrent en fonction, ils leur demandent de se soucier des besoins du peuple. Les anciens suivent la coutume : ils brûlent de l'encens, jouent leur musique régionale, etc. Comme dans notre zone et dans nos communes on suit la coutume tojolabal et tzeltal, tous les anciens se réunissent au niveau municipal et font leur travail.

Voilà comment s'effectue le travail en ce qui concerne le gouvernement des trois niveaux. Une fois que les autorités municipales sont en place, nous les respectons, parce que ce sont les autorités que nous avons nous-mêmes désignées. Les autorités coordonnent leurs travaux pour organiser une assemblée générale de la commune et vont y présenter leurs propositions. Tous les commissaires, hommes et femmes, se rendent à cette assemblée. Il y a certains points qui peuvent être définis lors de cette assemblée, mais il y en a d'autres qui ne peuvent pas l'être, de sorte que les commissaires retournent chez eux avec la mission de présenter ces questions au village. Le village analyse le point en question et lui apporte une réponse qui sera présentée lors de la prochaine assemblée.

La fonction des autorités est d'encourager les travaux collectifs avec l'aide des coordinateurs, pour que personne n'oublie de les faire : ils insistent sans cesse pour que les travaux soient effectués. Voilà comment a été gérée la politique culturelle dans notre Conseil de Bon Gouvernement.

Rosa Isabel (Base d'appui. MAREZ 17 de Noviembre)

Le travail des anciens et des anciennes consiste à réaliser le changement d'autorités. Quand les nouvelles autorités vont entrer en fonction, les anciens préparent leur encens, le drapeau, le tambour, la flûte, l'eau bénite. On cherche un emplacement approprié pour que les nouvelles autorités s'y installent ; les autorités sortantes revêtent le costume traditionnel et rendent le bâton qui leur a été remis lors de leur prise de fonction. Les nouvelles autorités vont les rejoindre, emmènent le drapeau, le tambour et leur costume, arrivent à l'endroit où elles sont attendues, par exemple dans le kiosque. Quand les nouvelles autorités arrivent, elles vont prendre place au pied du kiosque, et les anciennes autorités elles aussi y sont installées avec leur bâton. Chacune des autorités sortantes remet son bâton, salue les nouvelles autorités, puis les autorités sortantes cèdent la place aux nouvelles autorités ; alors, chacun prend sa chaise et reste à sa place.

Les anciens s'installent dans un endroit, en rang eux aussi, le chef des anciens a déjà été choisi. Quand on a terminé de remettre les bâtons, les anciens qui sont les plus âgés donnent des conseils aux nouvelles autorités ; parfois ils prient pour qu'ils fassent bien leur travail, parce qu'être une autorité, ce n'est pas un jeu. Les anciens le savent bien, parce qu'eux aussi ont été des autorités auparavant, ils servaient leurs communes. Ce sont les anciens qui nous conseillent, comme c'est l'habitude dans notre culture, parce qu'il faut prendre au sérieux la responsabilité d'être une autorité. Les anciens nous conseillent d'être responsables. Après avoir donné leurs conseils, les anciens se disposent en rang et donnent une bénédiction aux nouvelles autorités. Voilà en quoi consiste le travail des anciens, nous le respectons beaucoup.



Lorsque nous sommes investis de notre poste, nous dansons trois ou quatre fois au son de la musique régionale. Lorsque les autorités précédentes vont laisser leur poste et que les nouvelles vont le recevoir, les *compañeros* et les *compañeras* bases d'appui sont présents, parce que ce sont eux qui vont donner un caractère légal à ce changement d'autorités. Lorsque chacun a été investi de son poste, tout cela prend fin. Alors, toutes les bases d'appui qui sont dans l'assemblée vont rejoindre les nouvelles autorités et on se réunit pour manger tous ensemble. À la fin du banquet, on organise parfois un événement culturel, on fait la fête et on danse. Voilà comment se passe le changement d'autorités dans nos communes ; et dans la zone aussi, ça se passe de la même manière.

À l'intérieur de notre autonomie nous devons un grand respect à nos autorités, même s'il s'agit d'un mineur : que ce soit un jeune ou une personne âgée, on leur doit le même respect parce que ce sont des autorités. Ce pouvoir, ils ne l'ont pas acheté, comme ça se passe dans les partis politiques où il s'agit de conquérir, où on achète les votes, où on distribue gratuitement de la nourriture, des bières, de l'alcool, pour faire venir les partisans du candidat. Chez nous, ça ne se passe pas comme ça. Chez nous, c'est le peuple, ce sont les *compañeros* et les *compañeras* qui choisissent les autorités, et comme ça, eux aussi ils doivent être contents de donner leur travail pour que les autorités elles aussi fassent bien le leur. Bien sûr, si quelqu'un ne fait pas bien son travail au cours des trois ans que dure son poste, il doit être critiqué par les bases d'appui, par les autorités.

Le changement d'autorités se produit au milieu d'une grande allégresse, parce que les autorités sortantes remettent le travail qu'elles ont fait : elles ont présenté un compte rendu de la façon dont elles ont géré les comptes, les dons, les revenus qui sont entrés au Conseil de Bon Gouvernement ou à la commune ; le compte rendu a été présenté, le peuple l'a accepté, et c'est pour ça que tout le monde est content. Le soir, les *compañeros* dansent parce que le changement d'autorités a eu lieu et que les nouvelles autorités ont été investies de leurs fonctions ; mais le peuple est content, personne n'est en désaccord parce que le compte rendu a été présenté au peuple.

Si on compare cela avec le gouvernement officiel, celui qui est actuellement aux mains de Juan Sabines et de Calderón, on s'aperçoit qu'eux, ils dépensent des millions de pesos pour faire leurs campagnes ; mais le pire, c'est qu'ils offrent plein de choses quand ils sont en campagne et qu'ils ne tiennent pas leurs promesses quand ils arrivent au gouvernement. La différence avec nous, c'est que les *compañeros* qui font partie de nos gouvernements autonomes occupent leur poste parce que c'est le peuple qui le leur a offert, ce ne sont pas eux qui se sont proposés pour l'occuper : eux, ils ont été élus, et c'est pour ça qu'ils doivent accepter le travail dont a besoin notre peuple.

Comme on le voit, le mauvais gouvernement dépense beaucoup d'argent qui est l'argent du peuple : ça, c'est mal. C'est pour ça que nous, nous ne dépensons pas l'argent de nos peuples. Le peu que nous dépensons, ce n'est pas pour que les autorités l'empochent. Nous ne dépensons que ce qui est nécessaire pour nos peuples, pour que ce soient de bonnes autorités.

Questions

En ce qui concerne la culture, certaines coutumes et traditions sont en train de se perdre, de même que la langue maternelle, la question de l'habillement. Qu'en est-il dans votre zone et quels projets est-ce qu'il y a afin de récupérer tout ce qui est en train de se perdre ?

Les langues de notre zone sont le tzeltal et le tojolabal, ainsi que le tzotzil dans certaines parties de la zone. Il y a quelques communes, comme 17 de Noviembre, où on parle le tzeltal et le tojolabal : dans ces communes, le gouvernement est assuré à parts égales par les tzeltales et les tojolabales, pour qu'il y ait une communication avec le peuple. Pour travailler, le Conseil de Bon Gouvernement et les communes autonomes partagent leurs langues : comme on parle le tzeltal, on parle aussi le tzotzil, on parle aussi le tojolabal : on doit s'informer dans sa propre langue, et il y a quelqu'un qui traduit pour ceux qui comprennent le castillan.

C'est comme ça que nous travaillons, et c'est pour ça qu'il y a une bonne communication entre nous ; mais si tout le monde comprend le castillan, ça ne fait rien : on continue à partager les langues. En ce qui concerne l'utilisation des costumes régionaux, la plupart portent les vêtements qu'ils préfèrent ; pour ce qui est de notre habillement traditionnel, il n'y en a plus que quelques-uns qui continuent à l'utiliser. On ne peut pas mentir et dire que nous le portons tous.

En quoi consiste le travail des anciens pour pouvoir aider les autorités grâce à leur expérience de la vie ?

Dès 1994, à l'époque où il y avait le parlement, les anciens occupaient alors les postes en tant qu'agents et avaient d'autres commissions, quand c'étaient eux qui étaient le modèle à suivre. Maintenant, les *compañeros* les plus âgés doivent être respectés, ce sont eux qui nous donnent les travaux à faire. Nous, nous les respectons parce qu'ils nous font profiter de leur expérience, parce qu'ils nous expliquent, ils nous font réfléchir sur les raisons pour lesquelles nous sommes ici en tant qu'autorités. Voilà comment les anciens nous accompagnent dans le déroulement de nos activités, quand c'est nécessaire ; mais quand ce n'est pas nécessaire, ils font d'autres activités avec les gens de notre peuple.

En ce qui concerne la façon dont nous résistons au niveau culturel, on voit que chaque communauté, surtout les communautés qui sont majoritairement priistes ou qui se réclament d'un parti donné, possèdent des écoles secondaires, des bachilleratos, des COBACH ; dans ces écoles du gouvernement, ce qui est le plus encouragé est l'apprentissage du castillan et de l'anglais.

Dans ma zone, le Caracol I, il n'y a pas manière de lutter contre cette tendance dans nos écoles autonomes, parce que là-bas on parle le tzeltal, le tzotzil et le tojolabal (et ce qui est le plus en train de se perdre, c'est le tojolabal), mais malheureusement il n'existe aucun programme d'enseignement ni aucune filière où on puisse étudier sa langue maternelle. Est-ce que vous, dans vos écoles, vous avez un projet visant à éviter la perte de ces langues, ou est-ce que les enfants de votre zone parlent à 100% leur langue maternelle ?

Pour lutter contre la perte de la langue maternelle, nos élèves de l'école secondaire suivent des cours où ils apprennent cette langue ; dans chaque village ou chaque commune il existe un espace consacré à l'enseignement de la langue : concrètement, ça se fait en troisième année de l'école primaire. Chaque éducateur ou promoteur donne son cours en tzeltal si les *compañeros* élèves sont tzeltales ; s'ils sont tojolabales, le promoteur leur parle en tojolabal ; s'ils sont tzotziles, il leur parle en tzotzil. Dans toutes nos écoles on pratique les langues de nos cultures.

Ça ne veut pas dire que nous parlions nos langues à 100%, que ce soit le tojolabal, le tzeltal ou le tzotzil ; mais dans les écoles locales ou secondaires, on pratique les différentes langues que nous parlons. Il se passe toujours la même chose : un gamin arrive, qui vous demande comment on dit tel ou tel mot en tojolabal, par exemple. Quand on le sait, on lui répond ; mais pour certaines choses, on ne sait plus vraiment comment ça se dit en tojolabal, et c'est là qu'il nous reste encore beaucoup de travail à faire. Bien sûr que l'utilisation de la langue maternelle est encouragée dans nos écoles, mais ça n'empêche que bien des choses se sont déjà perdues : on mastique ces mots en les mélangeant avec le castillan.

C'est pour cela que dans les ateliers d'éducation il est beaucoup question de sauvegarder notre langue maternelle. Quand on ouvre un atelier d'enseignement au niveau de l'école primaire, beaucoup de *compañeros* promoteurs et promotrices qui parlent leur langue y assistent ; et alors, celui qui parle tzeltal reçoit son matériel et son plan de travail en tzeltal, parce qu'il sera appelé à donner ses cours en tzeltal ; celui qui parle tojolabal reçoit son matériel en tojolabal ; et il y a des villages où la langue maternelle s'est perdue et où on parle le castillan : dans ce cas, les promoteurs reçoivent leur matériel en castillan. Voilà ce qu'on fait pour essayer de sauvegarder les langues maternelles, et si ce n'est pas facile, on s'efforce cependant de le faire. Aussi bien au niveau des communes que de la zone, il existe toute une politique visant à sauvegarder notre langue maternelle ainsi que nos coutumes.



Politique sociale

Omar (Ex-délégué du Conseil de Bon Gouvernement. Région Che Guevara)

Pour aborder ce sujet, nous allons tout d'abord parler de l'éducation. Pourquoi est-ce que nous parlons tant de l'éducation ? Parce que l'éducation est très importante pour nous, elle nous permet d'avoir la théorie et la pratique avec les élèves.

Cependant, nous n'avons pas toujours eu notre éducation autonome. Nous avons dû tout d'abord nous convaincre nous-mêmes, parce que beaucoup, de nous qui sommes maintenant *compañeros*, avant 1994 nous étions *priistes* ; d'autres étaient zapatistes dès le départ, et beaucoup d'entre nous, nous sommes devenus zapatistes à partir de 1994. Mais à ce moment-là nous avons encore quelques idées héritées de l'époque où nous étions *priistes*. Quand on s'est vu dans l'obligation d'éduquer nos enfants et que les enseignants officiels sont partis, on leur a dit : « Ça suffit comme ça » et on s'est demandé comment faire notre propre éducation. C'est alors que sont arrivées les critiques :

- Tu ne vas pas me faire croire que tu sais enseigner... Toi, comme zapatiste, tu ne sais rien - disaient-ils.

Ce n'étaient que des mensonges. Nous avons entrepris de faire notre propre éducation. Tous ensemble, nous sommes en train de la faire. Un exemple : dans mon village, qui appartient à la région Che Guevara, des *compañeros* qui avaient quatre enfants ont quitté l'organisation. Un de ces enfants était en première année de notre enseignement, et les autres en deuxième et troisième année. Ces anciens *compañeros* habitent dans la même communauté, un village qui s'appelle San Antonio, où a été fondée une nouvelle école officielle. Leurs enfants sont allés à cette école. Les instituteurs sont arrivés et les inspecteurs ont dit :

- Ces quatre enfants sont déjà allés à l'école.

Pourquoi est-ce qu'ils ont dit ça ? Parce qu'ils sont passés très rapidement en première et en deuxième année, et l'un des enfants de ces anciens *compañeros* qui avait fréquenté notre école autonome est même passé en sixième année. Cet ancien élève a participé à un concours dans la commune officielle et ensuite il a même participé à un autre concours au niveau de l'État. Les instituteurs bilingues de l'école officielle se posent toujours la même question :

- Où est-ce que vous avez été à l'école ?

- Chez les zapatistes, qu'ils leur répondent.

- Mais qui donc était ton maître ?

- Mon maître est le fils de nos *compañeros* zapatistes.

- D'où sortent-ils donc cette façon d'enseigner et pourquoi est-ce que nous, nous ne savons pas enseigner ce genre de choses ? Mais d'où sortent-ils leurs formateurs, ces zapatistes ?

Autant de questions que se posent les inspecteurs, autant de choses que se demandent les instituteurs.

Voilà comment elle est, notre éducation ; c'est pour ça que nous travaillons dur. Mais quand on a commencé, on a reçu des menaces de la part des *priistes*, des gouvernements, de l'armée fédérale. Et ça a été pire encore en 1995, avec la trahison de Zedillo, quand les soixante mille soldats ont envahi notre territoire. On a subi une répression terrible, on s'est fait brimer, malmener, harceler par les militaires, parce qu'on voulait avoir notre propre éducation, mais on n'a pas eu peur. Au contraire, on s'est mis à organiser notre éducation pour leur faire face et pour faire le travail.

Et maintenant on peut le voir, le résultat de notre éducation. Ce n'est pas en vain que nous avons enduré la faim, que nous avons mangé des *tortillas* dures pour arriver à bâtir notre éducation : la *tortilla* dure donne des forces et donne de la sagesse. Quand on a commencé à affronter le problème de l'éducation, le collectivisme nous a été fort utile : on a beaucoup appris de bien des *compañeros* et *compañeras* dans chaque village, dans chaque commune ; on a tenu tête à ces fichus soldats qui étaient venus s'installer chez nous, qui ne cessaient de nous harceler. C'est comme ça que les *compañeras* ont appris à se défendre : les soldats, elles les ont chassés à coups de bâton, à coups de pierres, en poussant des cris, en les insultant. C'est comme ça qu'elles se sont organisées, les *compañeras*. Je les ai vu faire et je n'oublierai jamais qu'elles ont décidé de leur tenir tête, et qu'elles ont montré à tout le monde qu'elles pouvaient le faire.

Le problème politico-social du gouvernement vis-à-vis de nous, c'était qu'il voulait en finir avec nous ; il ne voulait pas que nous formions notre propre éducation. Mais il n'a pas pu pas venir à bout de nous, parce que nous nous sommes organisés pour travailler au niveau de l'éducation, au moyen des collectifs. C'est donc grâce à notre organisation, grâce à nos *compañeros* qui nous ont donné cette idée, que nous avons pu faire le travail en matière d'éducation, sous forme collective.

Les années ont passé, les choses se sont un peu calmées. Le temps a passé et les attaques du gouvernement contre notre éducation autonome sont devenues plus insidieuses, plus sournoises ; le gouvernement nous a bombardés de projets pour construire ses propres écoles, surtout des COBACH. Dans ma commune, ils ont voulu construire plusieurs *bachilleratos* : pour l'instant, il y a deux COBACH que le gouvernement a construits au cours de la même année ; avec ces écoles, ils prétendaient donner le coup de grâce à notre école secondaire, mais ils n'y sont pas arrivés parce qu'il y a eu des problèmes et ce sont eux qui sont en train de perdre la bataille.

Dans un village qui s'appelle Cuxuljà, il y avait des centaines d'élèves qui fréquentaient les écoles officielles ; ils avaient à leur disposition des dortoirs, des cantines, etc. Mais le problème, c'est que les jeunes filles sont tombées enceintes et qu'on a commencé à voir circuler de la drogue : quelqu'un a introduit deux ou trois kilos de drogue dans l'établissement. Comme ça, les frères *priistes* se sont rendu compte que ça ne marche pas ; certains d'entre eux avaient été nos *compañeros* à partir de 1994, mais maintenant ils ont cessé d'être zapatistes, et il y en a même certains qui étaient *priistes* dès le départ.

- Pourquoi est-ce que nous avons fait confiance au gouvernement ? Maintenant, nos filles ont des problèmes, elles se droguent – voilà ce qui préoccupe maintenant ces frères-là. Tandis que les frères zapatistes, eux, continuent à être dans la résistance et ont des élèves bien préparés, les enseignants sont des gens du peuple – disent-ils.

Voilà de quoi ils sont en train de se rendre compte, ces frères-la qui sont du côté des partis. Mais ce que nous ne savons pas, c'est pourquoi avec les miettes que leur offre le gouvernement, ils continuent à se taire. Avec ce genre de politique sociale, le gouvernement prétend en finir avec nous ; mais il ne parvient pas à le faire.

En l'an 2000, on a eu un problème avec notre magasin d'Arcoíris, quand les frères de l'ORCAO ont voulu s'emparer de cet endroit. Ces frères de l'ORCAO ce sont d'anciens zapatistes et lorsque nous avons ouvert notre magasin d'Arcoíris dans une maison que nous avons récupérée, nous avons été attaqués par des membres de l'ORCAO. Le magasin était à un carrefour, et on a vu arriver ceux d'Altamirano, d'Ocosingo et de San Cristóbal ; ils ont sorti nos affaires, ils ont entassé les marchandises que nous avons à l'intérieur du magasin, et comme cette fois-là nous n'avons pas pu nous défendre, nous avons été obligés d'accepter qu'elles restent là.

Mais on ne s'est pas croisé les bras : pendant que ces membres de l'ORCAO s'emparaient de la maison, nous nous sommes mis à vendre au carrefour. Bon gré mal gré, nous avons dû nous installer pour vendre à l'air libre. Nous n'avions plus de maison, nous n'avions plus qu'une bâche pour protéger ce que nous vendions. Pendant un mois on est restés comme ça, et après on s'est mis à réfléchir et à se demander comment récupérer notre maison.

Au niveau de la zone on a dû défendre notre place pendant six ou sept mois en montant la garde, en faisant toutes sortes de travaux. Ça a été des moments très durs, et ces foutus membres de l'ORCAO n'ont pas pu nous chasser ; mais ils nous emmerdaient tout le temps et ils nous menaçaient parce que, comme ils avaient été zapatistes, ils savaient tout sur nous. Nous, on n'a pas voulu les provoquer, et on a dû chercher la façon de récupérer notre petite maison pour relancer notre économie, pour faire redémarrer le travail du collectif dans la zone.

On a eu un autre problème en matière politique et sociale, ça a été un problème de terre avec des membres de l'ORCAO. Parce qu'ils ont envahi notre terre, parce qu'ils entrent comme ils veulent, sans crier gare, et ils s'emparent de la terre.

Tu m'fais pas peur, qu'ils te disent ; cette terre, elle est à moi.

Et avant même qu'on ait pu s'en rendre compte ils étaient déjà là, en train de la cultiver. Ce problème, on l'a affronté de façon collective. La meilleure idée qu'on a eue pour se défendre, ça a été de faire appel à nos animaux, aux quelques têtes de bétail du collectif qui appartient à la zone et au village où ils ont provoqué le problème. On a fait passer les animaux devant nous, pour les obliger à les affronter d'abord, même si on se demandait si notre bétail n'allait pas mourir. Mais non, il n'est pas mort ! Ça a été le premier endroit où nos animaux ont défendu la terre récupérée.

Voilà comment s'est passé cet affrontement avec des membres de l'ORCAO et avec les gens de l'OPDDIC, sans parler de ceux qui viennent maintenant de La Garrucha et envahissent notre zone, qui sont les membres de l'ORUGA et de l'URPA. Le gouvernement se demande comment et par où les faire entrer sur nos terres, parce qu'ils voudraient nous baiser une fois pour toutes, mais ils n'y arrivent pas. C'est grâce à tous ces problèmes que nous avons eu à affronter que naît toujours une nouvelle façon de se défendre : il suffit de s'asseoir et de se mettre à réfléchir. Les conseils autonomes, le Conseil de Bon Gouvernement, les commissaires et les agents, et aussi notre CCRI, nous aident à trouver les moyens de résoudre les problèmes et de défendre nos terres récupérées.

On a aussi entendu dire que le gouvernement fédéral et celui de l'état avaient affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y avait plus de zapatistes, ou que les principaux chefs, les commandants, s'étaient vendus. Les gens du peuple ont écouté ces nouvelles dans les informations que transmettent les médias, à la radio ou à la télévision. Alors, on s'est demandé comment expliquer aux *compañeros* pourquoi on veut leur faire croire de tels mensonges.

Certains *compañeros* qui ont entendu ces informations se sont demandé si c'était vrai ; mais grâce à quelques mobilisations de notre organisation ils se rendent compte que ce n'est pas vrai. Par exemple, avec la marche de 1 111 zapatistes en septembre 1999, avec les cinq mille délégués qui sont allés visiter toutes les villes du pays, où tous ceux qui ont eu la chance de faire entendre leur voix au niveau national ont montré la réponse de nos *compañeros*, ont montré que les choses ne sont pas comme on les présente, que les zapatistes ne sont pas morts et que nos commandants ne se sont pas vendus.

Le gouvernement s'ingénie par tous les moyens à baisser le peuple en ayant recours à la psychologie. C'est pour ça aussi que ces rencontres et ces travaux sont importants : ils nous permettent de partager nos expériences et nous aident à trouver de meilleures façons de nous organiser.

L'aide des frères solidaires

Saulo (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ 17 de Noviembre)

Les projets de nos frères solidaires nous aident à résister, car ils nous ont apporté leur aide afin de financer certaines constructions qui ont aidé nos peuples. Auparavant, les nouveaux *ejidos* étaient appelés nouveaux centres de peuplement ; mais ça a changé le 14 février 2009, quand ces terres sont devenues des *ejidos* ou des *colonias*. Ces *ejidos* disposent désormais de l'électricité, grâce à l'appui que nous avons reçu des frères solidaires. Dans les endroits où nous nous sommes installés depuis 1995, nous avons l'électricité ; par contre, ceux qui se sont formés plus tard ne l'ont pas encore.

Ils nous ont aussi aidés avec les projets d'eau. La plupart des nouveaux villages ont désormais des canalisations d'eau potable. À ce niveau-là aussi, ils nous ont aidés, ainsi qu'avec quelques constructions ; comme nous ne disposons pas de beaucoup de ressources économiques dans les communes, dans le Conseil de Bon Gouvernement, avec ces appuis que nous ont apportés nos frères solidaires nous avons toujours fait des choses utiles dans nos communautés et dans nos communes. Parfois, leur aide a été investie pour équiper soit les écoles secondaires, soit les cliniques municipales. Parfois encore, on l'a utilisée pour la formation dans le domaine de la production. Voilà comment on est en train de gérer les projets de nos frères solidaires, qui nous ont réellement aidés.



Provocations du mauvais gouvernement

Manuel (Ex-membre du Conseil Autonome. MAREZ 17 de Noviembre)

En ce qui concerne les provocations du mauvais gouvernement, nous savons bien que nous avons été trahis par Zedillo le 9 février 1995, quand il a envoyé soixante mille soldats dans nos zones. La difficulté que nous avons connue à cette époque, c'est que des villages et des zones ont dû se réfugier dans la montagne pour ne pas avoir à affronter l'ennemi. Nous avons dû supporter tout ça et nous ingénier pour aider les nôtres. Ça a été une des plus graves provocations de ce gouvernement fédéral qui, voyant qu'il ne pouvait pas venir à bout des zapatistes, a dû trouver d'autres moyens de nous empêcher de faire avancer notre organisation.

Nous, les zapatistes, nous avons été obligés de chercher les moyens de résister. Une chose importante que nous avons faite pour organiser nos communes autonomes, ça a été de recourir à l'aide des *compañeras*. Comment est-ce que nous avons fait passer nos documents, nos plans de travail, aux postes de contrôle ? Ce sont les *compañeras* qui ont dû nous aider, parce qu'elles, on ne les fouillait pas ; alors, elles ont beaucoup participé. Comme le mauvais gouvernement s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas venir à bout de nous avec les militaires, alors il a organisé les paramilitaires. Dans notre zone du *Caracol* de Morelia, les *compañeros* qui ont eu le plus à souffrir des paramilitaires, ce sont ceux qui soutiennent la Comandanta Ramona, du côté de Bachajón, de Chilón. Ce sont eux qui eu le plus à souffrir de l'OPDDIC, des Chinchulín et des Aguilares, de Paz y Justicia. Ce sont ces groupes paramilitaires qui ont provoqué les *compañeros* bases d'appui et qui voulaient nous enlever les terres récupérées.

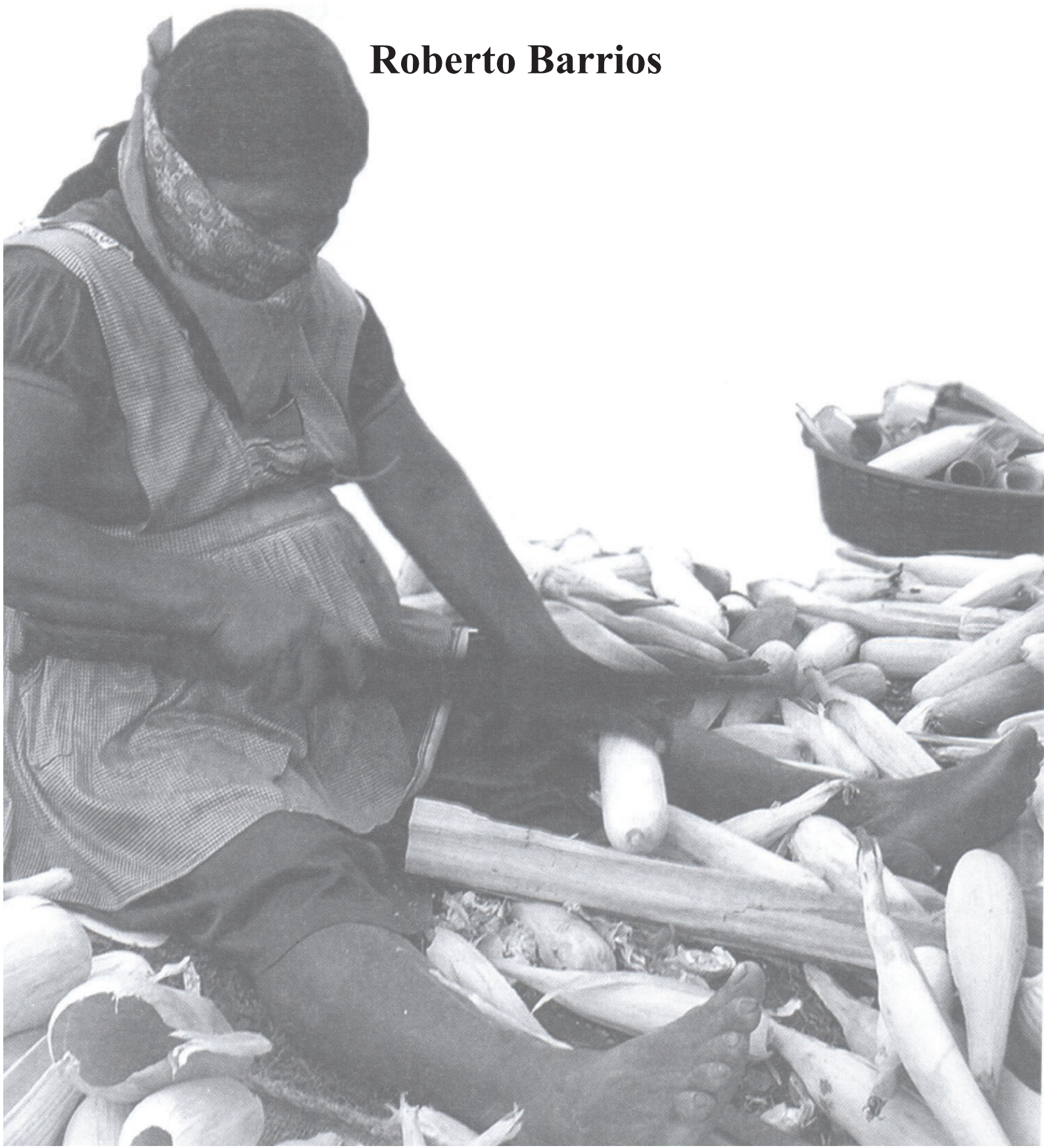
Nos *compañeros* bases d'appui ont enduré tous les coups des paramilitaires, et jusqu'à présent on est en train de travailler ces terres. Actuellement il y a un problème de provocation dans la commune 17 de Noviembre, dans un endroit qui s'appelle Ranchería El Nance ; là-bas aussi, l'ORCAO, l'OPDDIC sont présentes. Ces derniers mois, les *compañeros* n'ont cessé de monter la garde pour défendre la terre.

Caracol V

Qui parle pour tous

(Que habla para todos)

Roberto Barrios



Gouvernement autonome en résistance

Ana (MAREZ El Trabajo)

La résistance de nos peuples, la résistance que nous pratiquons dans la lutte, n'a pas commencé en 1994, ni en 2003 ; nous, les peuples indigènes, ça fait plus de 500 ans que nous résistons.

La résistance a commencé quand les Espagnols sont venus conquérir nos peuples, ont voulu nous imposer un autre mode de vie, ont voulu détruire nos gouvernements pour pouvoir commander ou gouverner à leur place. Ils ont voulu enlever toutes les terres à nos ancêtres pour les accaparer et pour contrôler les gens dans les grandes exploitations, pour qu'ils travaillent à leur service. Ils ont voulu nous faire changer d'idées en nous faisant croire que c'étaient eux qui étaient les bons, les savants, les plus avancés au niveau de la langue, en nous imposant leur éducation, leur religion. Ils ont voulu nous inculquer l'idée que pour vivre heureux et dans l'abondance, il faut que règne l'inégalité, pour que quelques-uns vivent dans le luxe sans se soucier de ceux qui n'ont rien.

Tout cela, c'est la façon de penser ou l'idéologie qu'il y a maintenant dans le système capitaliste. Mais nos ancêtres ont compris que la vie ne devait pas être comme ça, et c'est pour cela qu'ils ont dû se battre pour refuser cette imposition, fuir dans les montagnes pour échapper à l'esclavage dans les grandes exploitations. Dans d'autres cas ils se sont révoltés contre les patrons, tuant ceux qui les opprimaient. Ils ont risqué leur vie pour conserver la langue qu'ils parlaient, la religion qui existait, les savoirs qu'ils possédaient.

Malgré la dureté des châtements imposés par les autorités de l'Église lors de la Sainte Inquisition et bien qu'à certains moments ils aient prétendu anéantir nos ancêtres, ceux-ci ont conservé dans leur mémoire la vie de nos ancêtres, ils se sont transmis tout cela de père en fils, de génération en génération. C'est pour cela que nous sommes ici et que nous continuons à être en résistance.

Mais la résistance ne consiste pas seulement à refuser les aides du mauvais gouvernement et à ne pas payer l'impôt foncier ou l'électricité ; la résistance, ça consiste à bâtir tout ce qui nous permet de maintenir nos peuples en vie. C'est pour cela que la résistance est une arme de lutte pour affronter ce système capitaliste qui nous domine.

La politique du mauvais gouvernement

Valentina (Commission de vigilance)

Ce sont les riches qui commandent au gouvernement, et c'est pour cela qu'ils mettent en œuvre leur politique néo-libérale, qui consiste en ce que tous ceux qui ont de l'argent sont libres d'acheter et de vendre tout ce qui sert à produire les marchandises. Les riches qui commandent, qu'ils soient mexicains ou qu'ils viennent d'autres pays, sont propriétaires de grandes fabriques, d'entreprises, de commerces, de grandes exploitations foncières.

Le mauvais gouvernement possède différentes structures, comme le gouvernement fédéral, qui est l'autorité suprême qui exerce le pouvoir dans l'ensemble du pays ; ensuite viennent les gouverneurs des états qui détiennent le pouvoir dans chacun des états du pays ; puis suivent les maires, qui exercent le pouvoir dans leurs communes ; il y a aussi d'autres structures, comme le commissariat des *ejidos*. Toutes ces instances gouvernementales fonctionnent comme des moyens de contrôle, parce qu'elles doivent s'assujettir à la loi qui est contenue dans la constitution et les gouvernants réforment cette loi au profit des riches.

Au Mexique, il existe trois pouvoirs de l'État : le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif. Ces trois pouvoirs font partie d'une structure qui s'unit pour affaiblir le peuple en résistance, parce qu'ils ont la même façon de penser que les riches. On organise des élections où les gens votent en faveur d'un candidat appartenant à un parti politique, que ce soit le PRI, le PAN ou le PRD. Mais les candidats de n'importe lequel de ces partis politiques ne sont qu'au service des riches : ce sont eux, et non pas le peuple, qui choisissent celui qui leur convient le mieux.

Le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'état et le gouvernement municipal nomment ceux qui se chargent de gérer les institutions publiques, telles que la Commission Fédérale de l'Électricité, le Ministère du Développement Social, le Ministère de l'Éducation, et tous les services dont le peuple a besoin. Ils nomment des amis et des membres de leur famille pour qu'ils occupent ces postes qui sont censés être au service du peuple. Mais en réalité ce n'est pas comme ça : eux aussi, ils sont issus des riches qui commandent, et c'est pour cela que ce sont eux qui décident comment doit être le service dont a besoin le peuple pour favoriser les riches chefs d'entreprise.

Ce sont les paysans, les ouvriers, les vendeurs ambulants, les étudiants, les enseignants et tous les pauvres qui supportent tout le poids du travail pour entretenir ce système de gouvernement qui nous contrôle au moyen des impôts que nous payons. Ce système paie mal les produits que nous vendons et vend mal nos ressources naturelles comme le pétrole. Voilà la politique du mauvais gouvernement.

Politique du gouvernement autonome

Valentín (Ex-membre du Conseil Autonome)

La politique à laquelle aspirent nos peuples et leurs gouvernements autonomes est la construction de l'autonomie ; c'est pour cela que notre pensée et notre idée, c'est de changer la situation que subissent nos peuples à cause des mauvais gouvernements des riches : pauvreté, inégalité, exploitation, injustice. Nous nous battons pour que tous les enfants, les jeunes, les hommes, les femmes et les personnes âgées aient une vie digne et pour que tous aient des chances et une place, sans exclure personne.

Voici comment nous concevons la structure du gouvernement autonome : c'est le peuple qui a le pouvoir de décider comment devra être son organisation politique, économique, idéologique et sociale, depuis le bas jusqu'en haut. Les différents niveaux des autorités ne sont que les représentants des peuples.

Chaque village possède ses autorités locales, formées par le commissariat Ejidal, le juge, le conseil de surveillance. Dans des domaines tels que la santé, l'éducation, les femmes, ils ont également leurs comités qui travaillent en coordination avec les autorités.



La commune autonome possède ses autorités comme le Conseil Autonome formé par son suppléant, son trésorier et son secrétaire; il travaille avec d'autres membres qui sont les commissions de santé, d'éducation, des femmes, de la justice, le registre civil et la commission agraire.

À l'intérieur de la zone il y a le Conseil de Bon Gouvernement, où travaillent les délégués qui sont les bases d'appui nommées dans leurs communes. Dans le Conseil de Bon Gouvernement il y a une commission de surveillance qui a été nommée par les villages dans chaque MAREZ ; sa fonction est de superviser le travail des gouvernements autonomes, ainsi que les erreurs qu'ils peuvent éventuellement commettre.

Politique idéologique

Jacinto (Formateur d'éducation. MAREZ El Trabajo)

On m'a demandé de parler de la politique idéologique. Je vais le faire en deux parties ; la première concerne la politique idéologique du mauvais gouvernement. Nous considérons qu'il est important de le dire, parce que nous allons expliquer aussi un peu en quoi consiste la politique idéologique au sein de la résistance.

En ce qui concerne la politique idéologique du mauvais gouvernement, nous savons et entendons dire tous les jours que l'une des manières dont il diffuse ses idées, c'est à travers les médias : il le proclame à tout moment, aussi bien dans les informations que dans les annonces. Une des choses qu'on entend dire sans cesse, c'est que le gouvernement est en train d'en finir avec la pauvreté et qu'il combat l'insécurité que l'on vit dans le pays ; on sait que ce sont des mensonges, mais c'est un instrument qu'ils utilisent pour diffuser leur idéologie.

Une autre chose qu'on entend dire et qu'ils mentionnent tout le temps, c'est que les services dont a besoin le peuple dans le pays, tels que l'éducation, la santé et tous les besoins des peuples, ne peuvent être obtenus que grâce l'investissement privé ; pour le gouvernement, c'est la seule façon de résoudre le problème des besoins qu'il y a dans les villages. Les médias nous disent aussi qu'avec plus d'éducation et une meilleure éducation tout le monde va avoir sa chance. Ça aussi, ça fait partie de l'idéologie qu'ils imposent : ils nous font croire que si on étudie, que si on se prépare, on aura une meilleure vie. Voilà ce qu'ils nous mettent dans la tête, dans tous les coins du pays. Mais ce n'est pas vrai : beaucoup de gens étudient et n'ont pas de travail, et ne vivent pas bien non plus.

Les partis politiques, on les entend dire qu'ils sont contre le populisme ; mais ce qu'ils veulent en réalité, c'est que les gens ne puissent pas penser et qu'ils ne puissent pas dire comment ils veulent vivre. Alors, quand il y a des organisations sociales c'est terrible pour le gouvernement, parce qu'elles l'affaiblissent. Comme ils ne veulent pas que les gens s'organisent, eh bien ils parlent d'unité, ils disent que si on est tous unis tout va mieux aller, que le pays va progresser : voilà ce qu'ils veulent nous mettre dans la tête.

Les partis politiques, à travers les médias, veulent nous inculquer l'idée que ce sont eux qui vont résoudre le problème des besoins, de la pauvreté, et que ce sont eux qui vont nous donner tous les services dont le peuple a besoin. Les partis politiques et les candidats se présentent comme les sauveurs, comme si c'étaient eux qui allaient sauver le pays : voilà l'idée à laquelle ils veulent nous faire croire. Et en plus, à travers leurs médias ils veulent nous inculquer l'idéologie du vote : quand ils parlent de démocratie, ils disent qu'il suffit de mettre un « X » sur le bulletin pour faire la démocratie.

Il y a une autre partie de l'idéologie des riches qui n'est pas dite, mais qui est la façon dont eux, ils envisagent la vie : c'est la propriété privée. Ils croient, eux, que la propriété privée est très importante : chacun doit être propriétaire de ce qu'il a, doit être propriétaire de la terre, des richesses naturelles, doit accumuler son propre capital individuel : ils croient que c'est ce qu'il y a de mieux pour bien vivre. Cela n'est pas dit, mais dans l'enseignement officiel ils nous mettent dans la tête cette idée que c'est la meilleure manière de vivre.

En histoire, on a vu une des phrases de Benito Juárez, qui disait : « Le respect du droit d'autrui, c'est la paix ». Les riches se sont empressés d'applaudir quand il a dit ça, parce que ça veut dire qu'il faut respecter les choses, la propriété privée, et que comme ça on vivra tous en paix. C'est pour ça que les riches ont applaudi, parce que personne ne toucherait à tout ce qu'ils avaient, aux grandes terres qu'ils avaient accaparées. C'est pour ça que dans l'histoire nationale Benito Juárez est présenté comme celui qui a sauvé le pays, alors qu'en réalité ce qu'il a sauvé, ce sont les biens des riches.

Voilà la politique idéologique des mauvais gouvernements. Quelle va être la politique idéologique dans notre résistance ? Nous, nous pensons que le changement ne peut pas être fait depuis le gouvernement, mais qu'il doit partir des bases, des peuples, quand ce sont les peuples qui décident, qui donnent leur avis.

C'est pour cela que la pratique au sein de notre organisation est la démocratie participative : ce sont les peuples qui choisissent directement leurs autorités, et non à travers un vote comme le font les mauvais gouvernements. Voilà l'une de nos façons de résister à ce qu'on veut nous présenter comme étant la meilleure façon de vivre.

Quand les gouvernements autonomes exercent leurs fonctions, ils tiennent compte, pour pouvoir bien gouverner, de nos sept principes : servir et non se servir ; représenter et non supplanter ; construire et non détruire ; obéir et non commander ; proposer et non imposer ; convaincre et non vaincre ; descendre et non monter. Voilà l'idéologie qu'il y a dans le gouvernement autonome.

Nous nous fondons aussi sur d'autres choses que nous avons dites, par exemple : « un monde où il doit y avoir de la place pour beaucoup de mondes », parce que c'est l'une des idées qui guident notre lutte : nous luttons pour qu'il y ait une place pour tous, sans exclure personne. Nous luttons, nous sommes en train de construire cette autonomie pour que tous les hommes, toutes les femmes, tous les enfants, toutes les personnes âgées aient leur place.

La devise « tout pour tous, rien pour nous » fait partie de l'idéologie que nous défendons en tant que zapatistes. Nous avons notre nom, qui est EZLN ; nous luttons pour ce que nous voulons, nous luttons pour tous, même si nous, nous n'avons rien. Même si nous donnons notre vie, même si nous tombons en chemin, même s'il nous arrive ce qu'ont dit certaines de nos autorités, des *compañeros* déjà âgés : que nous ne verrons pas le fruit de notre lutte, mais si nous sommes en train de nous battre, c'est pour que nos enfants aient une meilleure vie. Ça, ça fait partie de notre idéologie, parce que le pari que nous faisons, c'est de ne pas lutter seulement pour nous, mais pour tous.

Une des façons dont nous avons résisté à la politique des gouvernements concernant la propriété privée de la terre, c'est que le gouvernement autonome a appris à gérer la terre pour que tous y aient accès ; autrement dit, à mettre en pratique le droit de jouir de la terre. Le mode de jouissance de la terre qui existe dans la plupart des villages et des communautés de la zone Nord, c'est l'*ejido*.

L'*ejido* s'est formé grâce aux luttes pour la défense de la terre qui ont eu lieu il y a des années ; ce qu'a fait le gouvernement de l'époque, ça a été de légaliser la terre en délivrant des papiers selon lesquels la parcelle ne serait pas la propriété de chaque individu en particulier. Puis il y a eu un processus de parcellisation, c'est-à-dire que chaque ejidatario a reçu sa part : ça a été une façon d'introduire la propriété privée dans l'*ejido* ; et à plus forte raison quand le *Procede* est entré en vigueur, on a commencé à diviser, à fractionner, en affaiblissant l'assemblée qui était l'autorité suprême en matière de prise de décision.

Avant, dans certains villages un ejidatario n'était pas propriétaire de sa parcelle ; quand il voulait s'en aller il pouvait le faire ; mais il ne pouvait pas vendre la parcelle, parce que le propriétaire, c'était l'*ejido*. En introduisant le *Procede*, le gouvernement a dénaturé la jouissance de la terre dans l'*ejido* : c'est une autre façon qu'a le gouvernement de nous attaquer, mais de façon très cachée.

Ce que les gouvernements autonomes de notre zone ont fait avec la terre récupérée, c'est qu'ils ont compris qu'il fallait en finir avec la propriété privée de la terre ; ils ont compris pourquoi on ne va pas en donner une partie à chaque *compa*. Par exemple, il y a eu un cas où les *compañeros* ont occupé la terre récupérée et on avait dit qu'on allait la travailler en communauté ; mais dès ce moment-là il y a eu des problèmes. Ensuite, on a accepté qu'elle soit fractionnée et qu'on leur donne cinq hectares de terrain. Mais chaque *compañero* ne va pas être propriétaire de cette terre : c'est la propriété du village.

Il faut bien comprendre les avantages qu'il y a à ce que la terre soit en propriété commune, parce que si on en est propriétaire, il n'y en a pas pour tous. Par exemple, quand chacun possède sa parcelle, il existe cette coutume selon laquelle c'est le fils cadet de l'ejidatario qui en est l'héritier – ou enfin, quelque chose comme ça. Et s'il a d'autres enfants, ceux-ci n'ont droit à rien. Alors, la question qui se pose est de savoir où ses autres enfants vont aller vivre. Voilà une de ces pratiques que le gouvernement autonome de la zone Nord est en train d'apprendre à changer.

Si on touche ce point, c'est parce que nous autres qui sommes en train de nous battre, nous devons nous demander comment faire pour que nous ayons tous la possibilité de jouir de la terre, qu'il s'agisse d'*ejidos* ou de terres récupérées, parce que comme nous l'avons dit, dans cette lutte il ne doit pas y avoir d'exclus.

Il y a des choses que nous avons réussi à faire dans la résistance, mais il y en a d'autres qui restent encore à faire. Là-bas, dans la zone Nord, il y a des *compañeros* qui pensent qu'ils sont dans la résistance s'ils ne paient ni électricité ni impôt foncier : il y a des *compañeros* qui pensent comme ça. Nous ne savons pas comment ça se passe dans les autres zones, mais soyons réalistes : dans notre zone, des choses comme ça, ça arrive. Il se passe encore une autre chose encore, qui semble être générale : il y a des *compas* qui se découragent et qui passent à nouveau du côté du gouvernement.

Il y a des problèmes que le gouvernement autonome de la zone Nord n'a pas pu résoudre. Par exemple, quand une communauté reçoit une aide pour faire une construction – supposons, une école autonome – et que cette école a été construite sur le terrain d'un *compa*, si ce *compa* abandonne la lutte et passe du côté du gouvernement, il garde l'école pour lui. Il y a certains cas dans lesquels un collectif de magasin-coopérative d'une communauté est construit sur le terrain d'un *compañero* ; si ce *compañero* abandonne la lutte, il garde le local. La plupart de ces problèmes se posent sur les *ejidos* où il y a peu de *compañeros* : par exemple, s'il y a dix *compañeros* et que la plupart sont *priistes*, il se passe des choses de ce genre.

Ça, c'est une des difficultés que le gouvernement autonome n'a pas pu résoudre dans la zone. Une autre difficulté, à propos de la résistance idéologique, c'est que dans les communautés où il y a peu de *compañeros*, deux ou trois familles seulement, quand ils sentent qu'ils sont peu nombreux, ils sont parfois pris de découragement, le doute commence à s'installer. Parfois leur idéal s'affaiblit, leur conscience aussi, et s'ils ont des enfants ils se demandent quel avenir attend leurs enfants au sein de cette lutte. Alors, ils commencent à avoir des doutes, à entrevoir la possibilité de suivre deux chemins en même temps.

Certains veulent avoir les documents du gouvernement, que leur fils ait une carte d'électeur pour qu'il puisse aller travailler en ville si tous les *compas* de sa communauté abandonnent la lutte. Là-bas il y a des gens qui ont ce doute, il y a des communautés où ils veulent suivre deux chemins. Ces gens-là, le gouvernement autonome n'a pas encore réussi à les convaincre, n'a pas trouvé la façon d'aider ces *compañeros* à demeurer fermes au sein de la résistance, de notre idéal et de notre façon de penser.

Politique sociale du mauvais gouvernement

Rosalía (MAREZ Rubén Jaramillo)

Dans les communautés, il y a les partis politiques : ça fait que nous sommes divisés, que nous nous disputons d'un groupe à l'autre. Et il se passe la même chose avec les religions, parce que maintenant il y a beaucoup de religions qui s'introduisent dans les communautés et qui se critiquent les unes les autres : ça aussi, ça provoque des divisions.

Le gouvernement a créé le programme *Procede* qui trompe les paysans en leur faisant croire qu'ils obtiendront facilement des appuis économiques ; mais son objectif est de détruire le système d'organisation des communautés, c'est-à-dire les *ejidos*, et que les gens puissent ainsi vendre leur parcelle sans que l'assemblée s'y oppose parce que chacun est un petit propriétaire. Les autorités ejidales officielles font pression sur les *compañeros* bases d'appui pour qu'ils abandonnent la lutte, exigent d'abandonner la résistance, veulent les obliger à payer l'impôt foncier et l'énergie électrique.

Le gouvernement leur demande d'accepter le programme *Procede* pour qu'ils continuent à recevoir les ressources de Procampo : voilà comment s'y prend le gouvernement pour continuer à bénéficier de l'appui des communautés *priistes*. Quand le programme *Procede* arrive dans les communautés, c'est pour que les paysans puissent vendre leurs terres aux riches. Beaucoup d'habitants des communautés des alentours vendent leurs parcelles, et une fois qu'ils n'ont plus de terres, qu'ils les ont vendues aux riches, ils émigrent vers la ville, ils vont travailler comme ouvriers.

Ce sont surtout les jeunes qui ont été obligés d'émigrer vers les villes, parce que dans les écoles on ne leur a pas appris pas à travailler la terre. Dans les écoles officielles on ne leur apprend pas à travailler, à faire produire la terre, à obtenir des récoltes. En d'autres termes, les connaissances acquises ne sont d'aucune utilité pour le peuple. En plus, quand les jeunes gens et les jeunes filles vont travailler en ville, les études qu'ils ont suivies dans les écoles officielles ne leur sont pas reconnues pour qu'ils puissent trouver un bon travail.

Un autre problème, c'est la discrimination dont nous sommes victimes, nous les indigènes, à cause de notre façon d'être, et c'est pour ça que beaucoup ne veulent plus être indigènes. Certains indigènes ne veulent plus l'être parce qu'on les discrimine à cause de leur façon de s'habiller ou de parler, parce que nous parlons comme des paysans, parce que nous avons des langues différentes.

Germán (Membre de la commission de vigilance. MAREZ Benito Juárez)

Pour résister face à tous ces problèmes, nous avons les projets, l'éducation autonome, la santé autonome ; mais il y a des points faibles, et c'est là que le gouvernement nous attaque, parce que partout le gouvernement tend ses pièges. Par exemple, dans le cas des religions, beaucoup d'entre nous sont catholiques, et nous continuons d'aller à l'église. Mais si nous voulons faire un baptême à l'église, on nous demande l'acte de naissance, et si les *compañeros* n'ont pas d'acte de naissance officiel parce que nous sommes en résistance, il faut qu'ils aillent le demander pour pouvoir célébrer le baptême, la première communion ou n'importe quoi dont chacun de nous peut avoir besoin. Le ministre, le président à l'église, exige des *compas* qu'ils aillent sortir un acte de naissance pour pouvoir baptiser leurs enfants. Moi j'ai vu dans ma commune, qui est celle de Benito Juárez, qu'il y a des *compañeros* qui continuent à être catéchistes ou présidents, c'est pour ça que le gouvernement sait que nous n'avons pas encore compris cette partie-là : nous continuons à croire ce qu'on nous dit, que si nous n'allons pas à l'église, nous sommes contre Dieu. Mais non, ce n'est pas vrai, et ça, c'est quelque chose qu'il nous reste encore à comprendre.

Résistance aux attaques et aux provocations du mauvais gouvernement

Salomón (Membre du Conseil Autonome. MAREZ Benito Juárez)

Le mauvais gouvernement nous attaque de toutes sortes de manières : dans certains villages de notre zone il y a des patrouilles de militaires et de policiers, parfois les hélicoptères militaires survolent les villages et leurs alentours, la police fédérale installe des postes de contrôle sur les routes, des bases militaires sont implantées à des endroits stratégiques, il y a des groupes paramilitaires qui se forment pour attaquer les *compañeros* sur les terres récupérées.

Le gouvernement pose des limites aux appuis économiques que la société civile fait parvenir à la lutte zapatiste et qui ont servi à améliorer l'éducation, la santé, etc. Ils ont modifié les lois : par exemple, il est désormais interdit de verser plus de cent mille pesos en liquide, sous peine d'être accusé de blanchir de l'argent provenant du trafic de drogues.

Le gouvernement a édicté des lois pour que toute organisation désireuse d'aider les communautés grâce à certains projets soit obligée de payer des impôts et de réaliser ses achats au moyen de factures. Comme exemple des limitations qu'ils imposent à nos magasins municipaux, mentionnons le fait qu'ils nous empêchent d'acheter des marchandises à la fabrique, parce que nous n'avons pas les permis ni les registres qu'ils exigent ; ou encore que nous n'avons pas le droit de commercialiser certains produits dans d'autres États parce que nous ne sommes pas enregistrés auprès de la SAGARPA.

Quand la lutte zapatiste a commencé, nous avons créé les travaux collectifs dont on a déjà parlé ; mais par la suite le gouvernement nous a attaqués en copiant tout ce que la lutte zapatiste s'efforce de promouvoir : ça, il le fait pour que les gens cessent de combattre et pour essayer de convaincre les zapatistes d'abandonner l'organisation. Le gouvernement a organisé les femmes *priistes* pour qu'elles élèvent des poules pondeuses, des porcs, pour qu'elles montent des boulangeries, et il leur a fourni des moulins et tout un tas d'autres choses. Mais est-ce que ces communautés ont vraiment profité de ces appuis ? Ça ne leur a servi à rien, parce tous ces projets sont tombés à l'eau.

Comment est-ce que nous résistons à ces attaques ? Dans certains villages nous continuons à encourager les travaux collectifs, bien qu'il existe de la concurrence dans les travaux que nous réalisons, tels que les coopératives, les collectifs de boulangerie, d'artisanat, d'élevage de poulets, de porcs, de moutons et de bétail. Nos peuples et nos autorités n'ont pas répondu aux agressions du mauvais gouvernement. On a dialogué avec les autorités officielles des communautés où il y a des problèmes, pour chercher une alternative pacifique et ne pas tomber dans les provocations. Le Conseil de Bon Gouvernement a dénoncé les agressions des paramilitaires qui se produisent dans notre zone.

Les paramilitaires sont largement intervenus dans la partie basse de la zone Nord. Il y a eu beaucoup de problèmes, des *compañeros* ont été assassinés, on a parfois recueilli des corps totalement mutilés ; c'est dans mon village qu'on a pratiqué l'autopsie légale, parce que c'est là qu'on les amène. Mais comment est-ce que ces corps sont arrivés ? Ils ne sont pas arrivés entiers, ils sont arrivés dans des sacs, comme s'il ne s'agissait pas d'êtres humains. C'est lamentable, ce qui est arrivé de ce côté-là. Des *compañeros* ont été portés disparus.

Les principaux chefs des paramilitaires se trouvent dans le village d'où je viens, certains sont encore en prison. Les principaux dirigeants sont Samuel Sánchez, ancien député ; Raymundo Hernández Trujillo ; et Miguel Moreno Arcos, originaire de Tumbalá. Ce sont eux qui sont les principaux dirigeants des paramilitaires de cet endroit-là. Qui donc fournit des armes et des uniformes aux paramilitaires ? La mairie, le maire lui-même, ainsi que le DIF municipal. Tard dans la nuit on voit arriver la police du secteur, qui leur remet des armes. Voilà comment ont agi les paramilitaires de Paz y Justicia.

Juventino (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. MAREZ El Campesino)

Le 18 juin 1996, les paramilitaires de Paz y Justicia sont arrivés et ont volé tout ce que nous avons, notamment le bétail et des volailles, et ont réduit en cendres les maisons des *compañeros*. Les communautés qui ont subi cette agression sont celles de Huanal, de Jolnixtie, de Patastal et de Corozil. Ces groupes paramilitaires étaient de la communauté de Huanal elle-même, de sorte que les *compañeros* ont été déplacés de ce village et sont allés vivre dans d'autres communautés. Les membres de Paz y Justicia sont de Panchuc, de Miguel Alemán, d'Agua Fría et de toute la zone basse de Tila : c'est dans cette zone qu'ils se sont organisés pour nous attaquer, nous et notre lutte.

À cette époque-là, les *compañeros* ont dû aussi supporter la présence des militaires, des forces de l'ordre et des gardes blanches ; ils ont dû attendre près de six mois pour pouvoir rentrer chez eux. On a dénoncé ce qui était en train de se passer dans ces villages, suite à quoi est arrivée la société civile des droits de l'homme et d'autres encore, pour enquêter sur la façon dont les choses étaient en train de se passer.

Ana (Formatrice d'éducation. MAREZ El Trabajo)

Il y a eu aussi des attaques dans la commune de La Dignidad. Moi, c'est de là que je suis. Quand on a été déplacés, j'avais neuf ans. Les paramilitaires ont brûlé toutes les maisons, ils ont fait disparaître tous les biens des *compañeros* et ils ont tué le *compa* responsable ; ils l'ont attaché à une corde et l'ont traîné à travers toute la communauté comme une bête : ils l'ont traité comme un chien mort. Quand on a été déplacés, on était environ 600 au total, y compris les enfants, les vieillards et les jeunes. En 1996, les attaques ont été très dures : ils arrivaient dans les maisons, ils ouvraient le feu et les enfants se baissaient. Je me rappelle qu'on se cachait sous le lit parce qu'on avait peur des menaces qu'il y avait dans cette communauté.

L'*ejido* où on vivait avant s'appelle Jesús Carranza : c'est de là qu'on a dû partir ; on est allés dans une petite communauté et avec quatre ou cinq autres familles on s'est installés dans une maison ; on a été assez nombreux à devoir partir. On est partis, on n'est pas restés longtemps, seulement une quinzaine de jours dans cette communauté et on a dû déménager à nouveau. On est restés huit mois dans une autre communauté, puis on est repartis. Comme il y a des terres récupérées près de là, qui portent maintenant le nom de San Marcos, c'est là qu'on nous a envoyés, et c'est là que vivent maintenant les *compañeros* ; mais pas tous, parce que beaucoup de ceux qui avaient été déplacés n'ont pas tenu le coup : ils sont rentrés chez eux, et maintenant ils sont membres du PRD ou du PRI.

Maintenant, ceux qui vivent dans la communauté de San Marcos sont tous des *compas*, et ce sont ceux qui sont restés vivre là-bas. Mais pour nous qui habitons là-bas, la vie est dure, parce que ce ne sont pas seulement les *compañeros* de San Marcos qui travaillent ces terres : il y a trois communautés qui sont là-bas ; les terres sont très morcelées. Les terres où les *compas* cultivent leur maïs, leurs haricots, ils les louent souvent à d'autres *compañeros* de Moyos qui sont tzotziles : ce ne sont pas des *compañeros*, ce sont des *priistes* ; mais ils louent leur terre ; voilà comment font les *compañeros* de là-bas pour manger.

Il n'y a pas beaucoup de *compañeros* qui vont travailler leur terre sur l'*ejido* de Jesús Carranza ; d'après ce qu'ils racontent, ils ont peur, ils ne se sentent pas en sécurité parce qu'ils continuent à nous détester. Quand les *compas* arrivent – moi, je ne suis jamais retournée là où était autrefois ma communauté –, ils disent qu'ils ne sont pas bien traités, ils disent qu'on se moque d'eux quand ils sont là-bas. C'est dans cette communauté que les *compañeros* ont leur lopin de terre, ceux qui ont là-bas leur maison savent qu'elle est envahie par la végétation ; mais elle est toujours là, ils n'ont pas permis que les enfants des *priistes* s'emparent de leur lopin de terre : ça, ils ne l'ont pas permis, parce que quand ils essaient de s'en emparer, les autorités interviennent toujours pour défendre les *compañeros*.

Les attaques du mauvais gouvernement ont touché diverses communautés, en plus de celle de Jesús Carranza : les *compañeros* de Bebedero et ceux de Moyos ont souffert eux aussi. Dans plusieurs communautés il y a eu beaucoup de problèmes et d'assassinats. Quand on a été déplacés, on a dû s'en aller sans emporter de vêtements, sans rien. Il y a eu beaucoup de maladies, et beaucoup de choses se sont passées. C'est peut-être pour ça que les *compañeros* disent qu'ils sont là à cause de ce qui leur est arrivé et ils continuent à ressentir cette colère qu'a provoquée en eux l'histoire qu'ils ont vécue.

Politique économique du mauvais gouvernement

Ana (Formatrice d'éducation. MAREZ El Trabajo)

Comment est-ce que le mauvais gouvernement nous attaque sur le plan économique ? Il augmente tous les jours le prix des produits de base, tels que le savon, le sucre, le riz, les outils de travail pour les champs, les matériaux de construction des maisons, l'essence, les médicaments, etc. Le prix des produits de base est tous les jours plus élevé, mais le salaire des travailleurs ne cesse de baisser.

Les produits que nous vendons, tels que le café, le maïs, les piments, les haricots et le bétail, ils nous les paient à un prix très bas, parce que les coyotes (intermédiaires) qui achètent les produits les accaparent et les placent sur le marché international. Ceux qui fixent le prix de leurs produits, ce ne sont pas les gens du peuple qui travaillent à la campagne : ce sont les coyotes qui le fixent, eux qui accaparent tous les marchés ; c'est le système financier mondial qui met le prix aux produits.

Comme le mauvais gouvernement sait que les gens pauvres ont de grands besoins, il achète leur conscience : il leur donne des miettes à travers le programme *Oportunidades*, il donne des aides aux personnes âgées, des bourses aux enfants et aux jeunes qui étudient, des appuis en matière de logement, des planchers en dur, la construction de toilettes, des appuis destinés à la campagne, Procampo, des produits chimiques pour l'agriculture, des plants de palmier, de caoutchouc et d'agrumes, des graines améliorées ; les graines améliorées qu'ils distribuent sont des graines de maïs, mais au lieu d'être améliorées, il s'agit en réalité de graines transgéniques.

Les cadeaux du gouvernement sont des miettes, ce sont des restes qu'il leur envoie, parce qu'il sait que le peuple souffre de faim et qu'avec ça il ne l'aide pas et le rend au contraire de plus en plus dépendant. On voit clairement que même si les gens reçoivent tous les appuis du gouvernement, celui-ci ne les aide pas à progresser ; au contraire, il les appauvrit sans cesse.

C'est comme un enfant qu'on habitue très tôt à toutes sortes de cadeaux ; en grandissant, il va croire qu'on va continuer à lui donner de tout. Voilà comment est le peuple maintenant. Si ces miettes n'arrivent plus, tout le monde se met à pleurer, il y a une petite révolte dans les communautés quand l'argent n'est pas arrivé, parce qu'ils se sont endettés en pensant qu'ils allaient toucher cet argent. Les gens s'endettent parce qu'ils font confiance au gouvernement, ils pensent qu'ils vont recevoir cet argent. Par exemple, dans la communauté de Las Gardenias nous avons notre propre épicerie : elle est à nous les zapatistes, et les *priistes* viennent y acheter des marchandises et paieront quand ils toucheront l'aide du gouvernement.

Politique économique dans l'autonomie

Alondra (Membre de la commission des femmes. Région Jacinto Canek)

Nous, les *compañeros* qui faisons partie de l'organisation, nous sommes arrivés à pourvoir à certains de nos besoins, parce qu'il y a des *compañeros* qui ont appris à cultiver leurs parcelles en semant des légumes ou en faisant d'autres cultures qui nous permettent de nous alimenter. Cela a aidé à satisfaire les besoins de notre famille, mais il y a beaucoup de familles qui ne le font pas encore.

Nos *compañeros* autorités se sont engagés à encourager chaque famille zapatiste à cultiver ses parcelles, en semant ce qui pousse dans la région. Il faut apprendre quelles plantes poussent sur notre terrain et récupérer tout ce que faisaient nos ancêtres, par exemple élaborer des marmites et des *comales* en terre cuite, planter l'arbre qui produit les Calebasses, parce que c'est une façon d'être moins dépendant des capitalistes.

Le peu que nous rapporte la vente de nos produits, nous devons apprendre à l'administrer : il ne faut pas le gaspiller, il faut savoir le faire fructifier. Dans ma communauté nous avons encore des marmites en terre cuite, des tasses, des *comales* ; il y a des *compañeras* qui savent fabriquer des objets en terre cuite ; et nous aussi, nous utilisons des Calebasses pour boire le café et le pozol. C'est comme ça que nous pouvons économiser le peu que nous gagnons, nous devons apprendre à administrer ce que nous avons pour ne pas le gaspiller.

Économie communautaire : les communautés ont consolidé leur économie en créant les travaux collectifs, surtout en ce qui concerne les travaux des champs. Ceci nous a beaucoup aidé dans notre lutte, ça nous sert à payer le transport des *compañeros* quand ils s'en vont faire leur travail. Les communautés qui n'ont pas de travaux collectifs se sont engagées à créer les leurs.

Il y a aussi des communautés qui ont leurs magasins-coopératives, ainsi que d'autres qui n'en ont pas. Les *compañeros* qui travaillent dans le magasin-coopérative ont obtenu de bons résultats, même si d'autres ont eu des problèmes à cause de la concurrence. Mais les *compañeros* ont pris un accord : il ne faut pas se décourager, et c'est pour ça qu'il faut continuer à vendre des produits qu'on ne trouve pas dans les autres magasins, par exemple les produits de la région tels que le maïs, les haricots, etc.

Nous devons prendre soin de nos semences créoles, parce que ce sont les meilleures et parce qu'elles nous permettent d'être forts dans la résistance. Certaines communautés pratiquent l'agroécologie ; les *compañeros* qui le font expliquent que ça leur a permis d'améliorer la production et l'alimentation. C'est pour cela qu'on veut que ça se pratique dans toutes les communautés. Les *compañeros* des cinq communes qui produisent du café sont parvenus à s'organiser et à monter une coopérative, où eux-mêmes vont exporter leur café à un bon prix.

Économie municipale : certaines communes font leurs travaux collectifs tels que la culture du maïs, des haricots, l'élevage du bétail et la vente de denrées alimentaires dans des épiceries régionales. Ces travaux ont été très utiles dans la lutte ; c'est pour ça qu'on a décidé qu'il est très important que toutes les communes aient leurs travaux collectifs. Les autorités municipales doivent être parfaitement conscientes de la nécessité d'organiser, d'administrer et de superviser ces travaux et de faire en sorte qu'ils progressent.

Économie au niveau de la zone : on est en train de faire des travaux au niveau de la zone, tels que les projets productifs d'élevage, qui ont débuté il y a à peine un an. Ce travail se fait sur une terre récupérée et on a 101 têtes de bétail. Le genre de travail qu'on est en train de faire, c'est d'engraisser les animaux. Au niveau des communes, on s'organise pour travailler en équipes avec dix *compañeros* par semaine. Pour l'instant le travail marche bien et aucun problème ne s'est présenté.

Alex (Membre du Conseil de Bon Gouvernement. Région de Jacinto Canek)

Les *compañeras* et *compañeros* font leurs travaux collectifs, aussi bien au niveau local, familial et municipal qu'à celui de la zone. Au niveau familial, les *compañeras* ou le *compañero* cultivent leur champ de maïs et leurs légumes ; si la *compañera* ne peut pas sortir, elle travaille dans la cour de sa maison en cultivant des légumes. L'homme aide la femme quand il peut, parce que dans certaines communautés on élève aussi des cochons ; ce genre de travail ne se fait pas dans toutes les communautés : seuls quelques *compañeros* ont commencé à le faire.

Dans les assemblées générales des autorités on discute toujours de cela, si bien que les autorités ont maintenant pour tâche de faire en sorte que les *compañeros* apprennent à faire les travaux, que l'économie commence à se développer parmi nous, que personne n'attende les programmes du mauvais gouvernement : on sait qu'on ne dépend pas d'eux, on sait qu'on est en résistance.

On fait la même chose dans les communautés. Il y a des *compañeros* dans les villages qui ont des collectifs de maïs et de haricots. C'est comme ça qu'on travaille dans les villages. Ils nomment leur comité directeur qui coordonne tous les travaux et qui travaille en coordination avec les autorités du village. Dans les communes aussi, il y a des *compañeros* qui ont leurs collectifs : collectif de maïs, collectif d'épicerie. On travaille aussi comme ça au niveau municipal. Il y a des communes qui ont un collectif de miel, elles ont un collectif qui élève des abeilles et produit du miel ; ensuite elles vendent leur production.

Questions

En ce qui concerne le travail d'élevage, vous avez dit que vous avez 101 têtes de bétail. Avec combien avez-vous commencé et sur combien d'hectares est-ce que vous engraissez ces animaux ?

Nous n'avons pas d'ingénieur qui s'occupe de mesurer quelle étendue nous utilisons ; mais on sait en gros qu'on doit couvrir un terrain de la zone qui est de 110 hectares. L'idée, c'est de cultiver tout ce terrain ; mais on se rend compte peu à peu de la façon dont avancent les travaux et des progrès qu'on est en train de réaliser ; et c'est aussi à travers les besoins qui se présentent qu'on couvrira tout ce terrain qu'on a.

Ce travail est récent, c'est la zone qui s'en charge. On n'avait pas encore fait ce genre de travail, mais comme on dit, nécessité oblige. La surface clôturée mesure environ 60-65 hectares, mais cette parcelle n'a pas d'eau. Quand on a commencé avec les *compañeros*, on a utilisé un étang qui avait été aménagé par le fermier ; mais à la saison sèche il a commencé à s'assécher et il nous a fallu clôturer une grande étendue de terrain, de dix à quinze hectares, pour que les animaux puissent s'abreuver.

Pour l'instant on n'a pas encore vendu de bétail, parce qu'on vient à peine de sélectionner une vingtaine d'animaux, qui pèsent entre 280 et 300 kilos, de façon à les engraisser un peu plus et à leur trouver acquéreur ; mais on avance pas à pas. Le Conseil de Bon Gouvernement s'efforce de mener à bien tout ces travaux, mais il doit investir encore un peu plus pour que les animaux engraisserent comme il faut, parce que sinon on ne trouvera pas à les vendre. On n'a pas encore de marché où les écouler, mais dans la zone où on vit ça va se vendre comme des petits pains : les acheteurs se déplacent pour aller voir le bétail sur place.



Comment est-ce que vous avez obtenu les fonds nécessaires pour acheter ces 101 têtes de bétail ? Est-ce que ça a été le fruit de vos propres efforts ou comment est-ce que vous y êtes arrivés ?

Ça, c'est un travail de la zone. Donc, le Conseil de Bon Gouvernement a dû rassembler l'argent qu'il restait de petits dons qui lui avaient été faits. Certains de ces dons étaient destinés à l'éducation, mais après réflexion on a estimé que la meilleure façon de les utiliser, c'était qu'ils servent plus tard à créer un centre d'entraînement pour les jeunes que nous sommes en train de former ; ce que nous voulons, c'est qu'un jour ou l'autre ces dons aident à mettre sur pied ce genre travail. Ça, c'est l'idéal auquel aspire le Conseil de Bon Gouvernement, parce que sinon, tant pis : il faudra se résigner à ce que nos jeunes émigrent pour trouver du travail.

Quelle somme avez-vous investie dans ce travail ?

Dans l'achat des génisses, le Conseil a investi 500 000 pesos et des poussières. Mais si on y ajoute les poteaux, les barbelés, le transport, le carburant pour amener les poteaux et tout le reste, ainsi que le transport des *compañeros* bases d'appui, on arrive à près de 700 000 pesos. En plus de tout ça, on vient de réparer une girouette qu'ils sont venus démolir exprès, une fois que cette terre a été récupérée, pour que les *compañeros* ne puissent plus s'en servir. Et comme si c'était pas encore suffisant, en plus de cette canaillerie ils ont rempli le puits profond de bâtons et de pierres : ça nous a obligés à investir encore un peu plus pour le nettoyer, on a dû installer une motopompe pour pouvoir utiliser à nouveau l'eau de ce puits. Mais maintenant il marche à nouveau, on va l'équiper d'un réseau de distribution avec plusieurs divisions. C'est pour ça qu'on a pensé y installer un collectif de zone permanent, qui reste tout le temps sur place : c'est nous qui allons mourir et les générations suivantes iront là-bas pour continuer à travailler, pour faire prospérer les travaux. C'est ça, notre objectif.

Politique culturelle

Gerardo (Délégué du Conseil de Bon Gouvernement. Région Felipe Ángeles)

Comment est-ce que le système capitaliste attaque notre culture ? Il le fait à travers les médias tels que la télévision, la radio, internet, sky, les revues, si bien qu'il confond les jeunes et transforme leurs idées et leurs connaissances. La mode de la musique moderne et ses instruments, les programmes de télévision, les endroits pour se divertir comme les discos, les cinés, les bars, sans parler de la drogue, de l'alcoolisme et des soirées. Les façons de parler, de s'exprimer, les changements dans la façon de s'alimenter, de travailler, l'éducation, la façon d'exploiter l'environnement, le mariage et la religion.

Comment est-ce que nous résistons face à ces attaques à notre culture ? Nous sommes en train de construire nos propres médias, comme la station de radio et la vidéo communautaire. Sur le plan de l'éducation, on encourage l'utilisation, l'écriture et la lecture de la langue maternelle. Les savoirs et les connaissances de nos ancêtres sont enseignés aux enfants dans les écoles autonomes, au moyen de contes, de légendes, de croyances et d'histoires. Nous conservons les différentes manières de célébrer les fêtes religieuses et civiles. Nous conservons et encourageons les soins à apporter à nos semences créoles, ainsi que notre façon de nous alimenter de produits issus de nos communautés, parce qu'ils sont sains et organiques. Nous conservons et encourageons les différentes manières de prendre soin de la mère terre, les implorations, le respect de la terre et de tout ce qu'il y a dans notre nature.

Nous encourageons la vie en commun sous toutes ses formes, la camaraderie, la fraternité et les services que nous devons rendre pour le bien de nos peuples. Dans la zone Nord il se passe encore un certain nombre de choses entre les gens de notre peuple, parfois même entre camarades, entre nous qui sommes dans l'organisation : on se dispute parfois entre voisins, on se dispute dans la famille, il y a des querelles entre belles-sœurs, belles-mères, beaux-pères, beaux-frères. Tout cela continue à exister, et c'est pour ça qu'on en parle là-bas ; les *compañeros* comités ont dit eux aussi qu'il nous reste encore beaucoup à faire pour comprendre ce mot de « fraternité ». Nous, pour notre part, on en a discuté et on est arrivé à la conclusion que plus on est divisés, plus le système rigole. En effet, le système aime voir le peuple divisé, parce qu'il sait bien qu'un peuple divisé est un peuple faible. Voilà pourquoi on essaie de changer toutes ces choses-là.

Travaux en vue de la résistance

Nazario (Membre du Conseil Autonome. MAREZ Rubén Jaramillo)

Certaines communautés sont en train de créer des collectifs grâce à leur propre effort, sans aucun projet des frères solidaires. Les travaux qui ont été faits sont des collectifs de maïs, de haricots, entre autres, en fonction de ce qui pousse le mieux dans chaque village, parce que dans notre zone il y a des terres chaudes et des terres tempérées, alors on doit voir ce qu'on peut cultiver à chaque endroit.

Citons, par exemple, l'expérience d'un travail collectif des *compañeras* d'une communauté qui s'appelle Victorico Grajales, du MAREZ Vicente Guerrero. Les *compañeras* de cette communauté se sont organisées pour monter tout d'abord un travail de légumes et de haricots ; mais elles ne l'ont pas fait toutes seules : elles l'ont fait avec les *compañeros*, parce que comme nous l'avons dit, le travail se fait de façon collective, entre hommes et femmes.

Les *compañeras* se sont donc organisées et elles ont dû coopérer pour acheter des semences afin de pouvoir commencer le travail. Et au fur et à mesure que le travail avançait, elles sont parvenues à amasser un petit pécule ; alors, elles se sont organisées pour prendre un certain nombre d'accords et mettre sur pied d'autres travaux : l'élevage de cochons, un magasin-coopérative, la boulangerie et l'élevage de poulets. Les *compañeras* sont dans ces groupes, mais il ne s'agissait pas pour chacune d'entre elles de suivre son propre chemin : au contraire, elles se sont mises à travailler toutes ensemble. Après avoir rassemblé l'argent que leur rapportait chaque travail, elles ont décidé de le dépenser en commun.

C'est donc comme ça qu'elles ont destiné ce pécule à l'achat de bétail. Mais ces animaux, elles les ont achetés peu à peu, et les *compañeros* ont dû eux aussi apporter deux hectares de terrain chacun pour y mettre le bétail. Mais comme le nombre de têtes de bétail ne cessait d'augmenter, elles se sont demandé ce qu'elles pouvaient bien faire avec leur pécule ; alors, elles se sont organisées à nouveau pour acquérir plus de terrain : c'est comme ça qu'elles ont décidé d'acheter vingt hectares en plus pour y mettre le bétail qui était à elles.

Après ça, il y a eu des divisions entre eux ; certains ne comprenaient pas bien en quoi consistait notre lutte, et alors ils sont partis. Ceux qui sont partis se sont plaints de leur travail, mais les *compañeros* leur ont donné leur part pour qu'il n'y ait pas de problèmes entre eux. Mais le terrain qu'ils ont acheté, les *compañeros* qui restent dans la lutte l'ont toujours défendu : il n'a jamais été divisé, les *compañeros* ont toujours été là avec eux, et jusqu'à présent ils continuent à être avec eux.



Ce travail a continué à se développer, et maintenant ils ont mis sur pied un autre travail collectif : la boucherie, à laquelle ils ont fait participer les jeunes eux aussi. Comme il y a quelques têtes de bétail à vendre, ils ont acheté la machine qu'il faut pour faire marcher la boucherie. Cette machine leur a coûté 40 000 pesos, et l'argent nécessaire à cet achat est venu d'un magasin-coopérative des *compañeras*. C'est comme ça que tous les travaux ont avancé de façon collective, et c'est comme ça que ça continue à marcher jusqu'à présent.

Avant 1994 nous avons fait démarrer ce travail collectif des *compañeras* ; les fonds, on les a rassemblés grâce à l'argent que rapportent les travaux des *compañeras*. Maintenant, elles ont réalisé un certain bénéfice et elles ont acheté du bétail, on a le bétail dans cette communauté- Pour ce travail elles n'ont demandé ni argent ni prêt... rien ! Tout ça, ça a été grâce à leur propre effort ; mais elles ont reçu aussi l'aide des *compañeros* qui ont nettoyé, défriché les pâturages et vacciné les animaux. Voilà le travail que les *compañeros* ont dû faire sans aucun projet de la part des frères solidaires, et ceux qui sont restés dans l'organisation, ceux qui sont en train de faire ces travaux, savent parfaitement en quoi on va dépenser l'argent qu'ils rapportent et connaissent très bien les travaux qu'on est en train de réaliser. Nous savons qu'on a besoin de ces ressources pour aider les *compañeros* autorités des différentes branches à se déplacer : voilà comment sont utilisés les bénéfices que rapporte ce travail.

Bref, voilà où on en est... Et il faut bien savoir que tout a commencé par la culture des légumes et des haricots. C'est comme ça qu'on est en train de travailler dans l'une des communautés, même s'il faut reconnaître que ce n'est pas la même chose dans toutes. Mais en tout cas, dans d'autres travaux ils sont en train de s'y prendre de cette façon pour pouvoir continuer à résister, pour que les *compañeros* autorités puissent continuer à travailler dans les différents endroits où ils le font.

Il y a aussi quelques communautés où les projets productifs sont dus à l'aide des frères solidaires. Les projets de ces communautés permettent sans aucun doute de soutenir la lutte, ils ont servi à aider les *compañeros* autorités à payer leurs frais de déplacement quand ils vont assister à des réunions. Les projets productifs dont ont bénéficié les villages, comme ceux de santé et d'éducation, ainsi que celui des femmes, leur ont beaucoup servi et ils se sont efforcés de les faire prospérer, d'éviter que le capital investi ne soit gaspillé.

La plupart des travaux collectifs que nous avons sont ceux qui sont issus des projets des frères solidaires ; mais il y a certaines communautés où les *compañeros* sont peu nombreux, où il n'y a que deux ou trois familles : là, on ne peut pas les faire. Il y a aussi des villages qui font le travail collectif parce qu'ils entretiennent ainsi leurs autorités.

Glossaire Général

Atole : boisson chaude sucrée à base de farine de maïs très fine diluée puis cuite dans de l'eau.

Bachillerato : correspond à notre baccalauréat et aux études qui y préparent.

BANAMAZ : Banque Autonome des Femmes Zapatistes

BANPAZ : Banque Populaire Autonome Zapatiste.

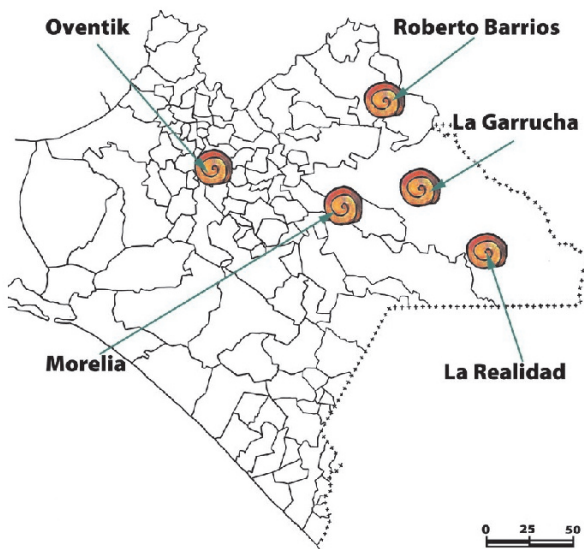
Calhidra : chaux utilisée dans la confection de la pâte des tortillas. Étalée sur le comal pour éviter que les tortillas n'attachent.

Campamentistas : on nomme « campamentistas » les hommes et les femmes extérieurs aux communautés zapatistes, qui viennent dans les campements de solidarité afin d'assurer une présence et témoigner des éventuelles attaques militaires et paramilitaires dont peuvent faire l'objet les communautés zapatistes.

Cantiflas : comique populaire humoristique mexicain de la première moitié du XXème siècle. Ce personnage précaire, hâbleur, au discours sans profondeur, vivant dans les quartiers populaires du Mexique, apparaît souvent en défense de familles nombreuses qui ont du mal à s'en sortir.

Caracoles - escargots : centres politiques et administratifs des cinq régions gérées par les Conseils de Bon Gouvernement Zapatistes. Ils abritent généralement les bureaux des différentes commissions, une clinique, une école, le lieu pour les assemblées, etc. Il y a cinq Caracoles : La Realidad, Oventik, La Garrucha, Morelia et Roberto Barrios, qui couvrent presque la moitié du territoire de l'État du Chiapas. (Forêt frontalière, Hauts Plateaux, Forêt tzeltal, Tzots Choj, Zone Nord).

Localisation des Caracoles / Zones



Caracol I de La Realidad - Mère des Escargots, Mer de nos rêves - Madre de los Caracoles, Mar de nuestros sueños

- **Zone** : Forêt frontalière - *Selva Fronteriza*
- **Conseil de Bon gouvernement** : Vers l'espérance - *Hacia la esperanza*
- **Communes autonomes** : General Emiliano Zapata, San Pedro de Michoacán, Libertad de los Pueblos Mayas et Tierra y Libertad.

Caracol II d'Oventik - Résistance et rébellion pour l'humanité - Resistencia y rebeldía por la humanidad

- **Zone** : Les Hauts Plateaux - *Los Altos*
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Cœur Central des Zapatistes devant le Monde - *Corazón Céntrico de los Zapatistas delante del Mundo*
- **Communes autonomes** : San Andrés Sakamchén de los Pobres, San Juan de la Libertad, San Pedro Polhó, Santa Catarina, Magdalena de la Paz, 16 de Febrero et San Juan Apóstol Cancuc.

Caracol III de La Garrucha – Résistance vers une nouvelle aurore - *Resistencia hacia un nuevo amanecer*

- **Zone** : Forêt tzeltal - *Selva Tzeltal*
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Le chemin du Futur - *El Camino del Futuro*
- **Communes autonomes** : Francisco Gómez, San Manuel, Francisco Villa et Ricardo Flores Magón.

Caracol IV de Morelia – Tourbillon de nos paroles - *Torbellino de nuestras palabras*

- **Zone** : Tzots Choj
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Cœur de l'arc-en-ciel de l'espérance - *Corazón del Arcoiris de la Esperanza*
- **Communes autonomes** : Comandanta Ramona, Lucio Cabañas et 17 de noviembre.

Caracol V de Roberto Barrios - Qui parle pour tous - *Que habla para todos*

- **Zone** : Nord - *Zona Norte*
- **Conseil de Bon Gouvernement** : Nouvelle semence qui va produire - *Nueva Semilla que va a Producir*
- **Communes autonomes** : Vicente Guerrero, El Trabajo, Acabalná, Dignidad, La paz, Benito Juárez, Francisco Villa, Rubén Jaramillo et Campesino.

CCRI : Comité clandestin révolutionnaire indigène formé par cinq représentations des langues indigènes parlées dans chacun des cinq Caracoles qui leur correspondent, c'est l'instance politique des commandants et commandantes.

CELMRAZ : Centre d'Espagnol et de Langues Mayas Rebelle Autonome Zapatiste.

CG-CCRI de l'EZLN : Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène – Commandement Général de l'EZLN.

Chaquiste : sorte de moucheron transparents ou de moustiques minuscules apparaissant principalement au lever et au coucher du soleil. Très nombreux au Chiapas surtout pendant la saison des pluies.

Chaya : plante aux larges feuilles considérée comme une plante miracle pour ses vertus, du fait notamment de sa richesse en calcium et en potassium. Ses feuilles s'utilisent un peu comme celles des épinards.

Chayotte : christophine ou chou chou. Plante potagère de la famille des courges. Elle s'utilise de la même manière que la courgette (bouillons, légumes à la vapeur, farcie, etc.) ou crue et râpée.

CIOAC-H : Centrale Indépendante des Ouvriers Agricoles et des Paysans Historique. Cette organisation est connue pour ses multiples relations avec l'État mexicain et les partis politiques.

COBACH : Colegios de Bachilleres de Chiapas. Système gouvernemental d'éducation qui fait référence aux lycées de l'État du Chiapas.

Colonias : nom donné aux quartiers.

Comal : plaque de métal ou de fonte (à l'origine en terre cuite) placée directement sur les braises du foyer - ou sur la cuisinière - pour cuire les galettes de maïs (*tortillas*). Ustensile de cuisine de base.

Compañeros et Compañeras : ce terme, utilisé par les zapatistes pour désigner ou interpeller un membre de l'organisation, est également partout en usage au Mexique pour désigner des personnes avec lesquelles on entretient un lien privilégié souvent lié aux luttes, au travail, à la solidarité, etc. En France, il recouvre le terme « camarade ».

Compas : abréviation de *compañeros* et *compañeras*

Conseils de Bon Gouvernement - Juntas de Buen Gobierno, JBG : ce sont les instances qui animent la vie des Caracoles depuis 2003.

Coyotes : terme utilisé pour désigner les intermédiaires dans tous types de transactions ou opérations financières. Les coyotes sont ceux qui achètent les récoltes et fixent les prix des marchés comme ceux du café, soumettant les paysans à leur bon vouloir. Le coyote renvoie en effet à l'animal portant ce même nom qui a la réputation de voler les volailles dans les fermes.

Ejido : Un *ejido* désigne une propriété collective attribuée à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles. Les terres y sont exploitées en commun. Par extension le terme *ejido* désigne un « village » ou plutôt un regroupement d'habitations et de familles ainsi que les terres nécessaires à leur survie.

Enlace Civil : Le travail d'Enlace Civil est d'accompagner et promouvoir les projets répondant aux nécessités expresses des communautés et décidés par elles et elles seules.

ESRAZ-LN-ZACH : École Secondaire Rebelle Autonome Zapatiste de Libération Nationale de la zone des Los Altos du Chiapas.

EZLN - Ejército Zapatista de Liberación Nacional : Armée Zapatiste de Libération Nationale.

IMSS : Institut Mexicain de Sécurité Sociale, une institution du gouvernement fédéral dédiée au service de santé et de sécurité sociale des personnes qui y ont une affiliation.

MAREZ - Municipios Autonomos Rebeldes Zapatistas : Communes Autonomes Rebelles Zapatistes.

Marimba : marimbaphone, instrument de percussion qui se joue avec deux, parfois trois bâtons dans chaque main, qui serait un mélange du balafon africain et d'instruments précolombiens. Cet instrument est originaire des États du Chiapas et d'Oaxaca.

Milpa : terrain agricole pour la culture du maïs principalement mais aussi des haricots, généralement situé à l'extérieur du village et à flanc de montagne.

Moulins jarochos : le texte fait référence aux moulins à canne à sucre en provenance de l'État mexicain de Veracruz, faits en métal et plus sophistiqués et coûteux que dans d'autres États comme celui du Chiapas.

Nahual : la force ou l'esprit qui accompagne les personnes (c'est-à-dire un totem, un esprit gardien). Il peut être représenté par un animal, une fleur, un oiseau, etc.

ORCAO : Organisation Régionale de Caféculteurs d'Ocosingo, créée dans le cadre de la guerre dite de basse intensité menée dès le début par le gouvernement contre les zapatistes.

OPDDIC : Organisation pour la Défense des Droits Indigènes et Paysans. Organisation liée au gouvernement et aux partis politiques manipulés dans la guerre de basse intensité contre les zapatistes.

OPORTUNIDADES : un des nombreux programmes gouvernementaux d'assistantat.

ORUGA : Organisation Rurale d'Unions en Gestion d'Associés. Organisation liée au gouvernement et aux partis politiques, manipulée dans la guerre de basse intensité contre les zapatistes.



PAN : Parti Action Nationale.

Pinole : le pinole est une boisson à base de farine de maïs.

Polleros : ils sont surtout connus pour le transport des immigrants clandestins vers les États-Unis contre des sommes exorbitantes, dans des conditions précaires (appelés pour cela « *polleros* » : transporteurs de poulets) .

Pozol : mélange épais à base de maïs et d'eau, c'est une boisson énergétique consommée pour la pause de midi ou après les travaux des champs.

PRD : Parti de la Révolution Démocratique.

PRI : Parti Révolutionnaire Institutionnel.

Priistes, Panistes et Perredistes : Adhérents ou sympathisants des trois principaux partis politiques mexicains PRI, PAN, PRD.

PROCAMPO, PROGRESA, PROCEDE : programmes officiels pour rendre les paysans dépendants de l'aide gouvernementale. Programme pour l'éducation, la santé et l'alimentation (PROGRESA) et Programme pour la mécanisation de la campagne (PROCAMPO)

PROMEDIOS : Projet « médias de communication communautaire ».

RC : Radios Communautaires animées par les promoteurs de communication.

SADEC : Santé et Développement Communautaire.

SEGARPA : sigle du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, du Développement rural, de la Pêche et de l'Alimentation.

Semillita del Sol - Petites graines du Soleil : Projet éducatif des régions autonomes de La Realidad, de Roberto Barrios et de la Garrucha.

SERAZ-LN : Système d'Éducation Rebelle Autonome Zapatiste de Libération Nationale.

Taco, taquito : galette de maïs enroulée et farcie de viande, haricots, pommes de terre... Plat traditionnel mexicain.

Tamales (tamal au singulier) : papillotes faites de feuilles de bananier ou de maïs contenant généralement une pâte à la farine de maïs ou de haricot, où l'on rajoute herbes aromatiques, fruits ou viande, selon les ressources. Ils sont cuits à la vapeur.

Tienda arcoiris : magasin arc-en-ciel, épicerie zapatiste située sur la route d'Ocosingo.

Tortilla : galette de maïs, base traditionnelle de l'alimentation mexicaine. On mélange de la farine de maïs finement moulu avec une cuillerée de chaux, le tout lié avec de l'eau ; on en fait de petites boules de pâte dans les mains, que l'on aplatit avant de les mettre à cuire sur le comal.

Tostada : galette de maïs (*tortilla*) frite ou sèche.

UNAM : Université Nationale Autonome du Mexique.

Yerbamora : morelle noire. En Europe on l'appelle aussi « raisin du loup, myrtille des jardins, crève-chien, tomate du diable ».

Yuca : nom du manioc dans les pays d'Amérique de langue espagnole.

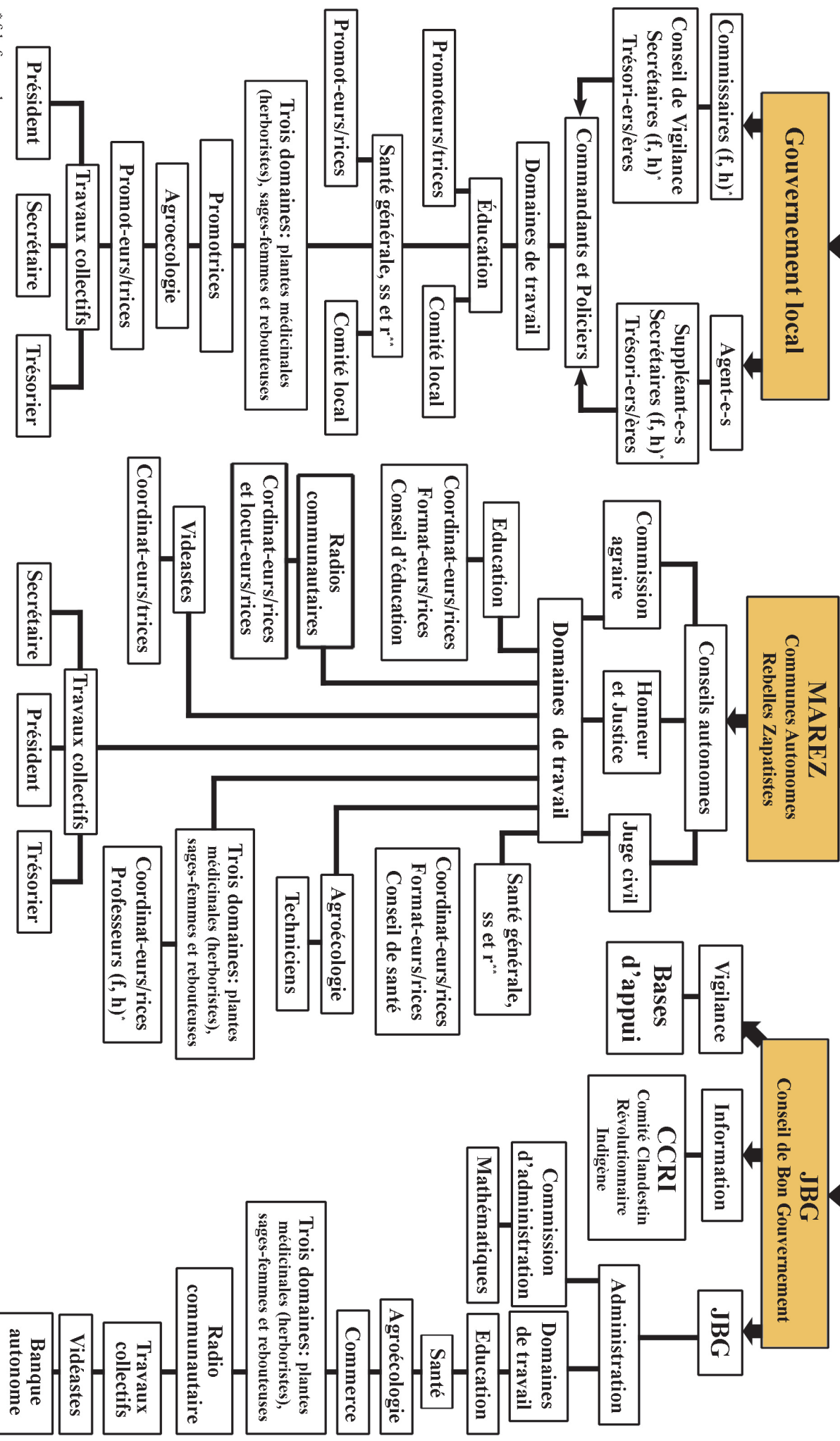
Zedillo Ponce de León (Ernesto) : président de la République Mexicaine de 1994 à 2000. Membre du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel).



STRUCTURE DU GOUVERNEMENT AUTONOME

VILLAGES ZAPATISTES

Les trois niveaux du gouvernement fonctionnent avec les sept principes du « commander en obéissant » : servir et non se servir; représenter et non supplanter; construire et non détruire; obéir et non commander; proposer et non imposer; convaincre et non vaincre; descendre et non monter.



* f, h: femme, homme
**Santé générale, ss et r: Santé générale, santé sexuelle et reproductive

 *Notes*

 *Notes*



